

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES INDEMNITÉS

PRÉVUES PAR LA LÉGISLATION FRANÇAISE
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

« Ce qui est honteux et inhumain, c'est d'user de
« l'homme comme d'un vil instrument de lucre,
« de ne l'estimer qu'en proportion de la vigueur
« de ses bras ».

(LÉON XIII, Encyclique *Rerum Novarum*),

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 30 octobre 1912, à 1 h. 1/2.

PAR

PIERRE FONTAINE

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants : { M. CAPITANT, professeur.
 { M. ALLIX, professeur.

PARIS

LOUIS DE SOYE, IMPRIMEUR

18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 18

—
1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES INDEMNITÉS

PRÉVUES PAR LA LÉGISLATION FRANÇAISE

DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES INDEMNITÉS

PRÉVUES PAR LA LÉGISLATION FRANÇAISE
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

« Ce qui est honteux et inhumain, c'est d'user de
« l'homme comme d'un vil instrument de lucre,
« de ne l'estimer qu'en proportion de la vigueur
« de ses bras ».

(LÉON XIII, Encyclique *Rerum Novarum*).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 30 octobre 1912, à 1 h. 1/2.



PAR

PIERRE FONTAINE

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants : { M. CAPITANT, professeur.
M. ALLIX, professeur.

PARIS

LOUIS DE SOYE, IMPRIMEUR
18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 18

1912

DES INDEMNITÉS

PRÉVUES PAR LA LÉGISLATION FRANÇAISE

DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

AVANT-PROPOS

La loi sur les accidents du travail est en vigueur depuis douze années déjà. Il est donc possible d'examiner, à la lumière de l'expérience, les résultats qu'elle a donnés.

Tel est notre dessein.

Bien entendu, notre but n'est pas de procéder à l'examen de la totalité de cette loi, ce qui dépasserait les limites de la tâche qui nous est impartie.

Beaucoup plus modeste dans nos intentions, nous nous proposons uniquement de déterminer dans quelles proportions et de quelle manière notre législation prévoit la réparation du dommage causé par les accidents du travail et de rechercher si les sys-

tèmes d'indemnisation employés sont bons et équitables.

Au début, dans un court historique, nous rappellerons la pensée vraiment sociale de laquelle est née cette législation, pensée qui est, tout entière, renfermée dans ces paroles tombées, du haut de la tribune française, des lèvres éloquentes de l'un des principaux promoteurs de nos lois sociales : « Faire régner la justice, la donner à tout le monde, au patron comme à l'ouvrier » (1). Nous verrons ensuite l'évolution qui s'est produite dans l'esprit du législateur, au cours des nombreuses années pendant lesquelles le projet de loi est resté soumis à l'examen du Parlement et nous ferons ressortir la différence qui existe entre la conception primitive et celle de forfait, de transaction, qui a prévalu, lors du vote de la loi.

Ceci posé, nous parlerons : dans une première partie du « Taux des indemnités » ; dans une seconde du « Mode d'évaluation des indemnités ».

Dans l'une et dans l'autre de ces parties et en prenant comme guides les réclamations formulées tant dans la classe patronale que dans la classe ouvrière, nous chercherons à dégager, cas par cas, les imperfections que présente la loi.

Sans avoir la témérité d'indiquer de nous-même

(1) De Mun, Discours, Chambre, 28 mai 1888.

les moyens de remédier à ces imperfections, nous tâcherons cependant de les laisser entrevoir, en mettant en regard des dispositions qui paraissent défectueuses, les textes législatifs correspondants des autres États européens.

L'idée d'entreprendre cette étude nous est venue à la lecture d'un arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris, le 13 juillet 1909, et qui, entre autres considérants, contient les deux suivants :

« Considérant que les premiers juges, pour rejeter la demande en revision des appelants, se sont appuyés sur cette considération qu'il y aurait, en l'espèce, une simple amélioration fonctionnelle sans modifications physiologiques, et que, en pareil cas, on ne saurait dire qu'il y ait atténuation d'infirmités, suivant l'expression employée par l'article 19 de la loi du 9 avril 1898.

« Mais considérant qu'il convient, dans l'application de la loi sur les accidents du travail, de se placer au point de vue de l'aptitude à travailler de l'ouvrier blessé et du salaire qu'il peut gagner, qu'il n'y a pas de motifs pour que les mots : « Atténuation de l'infirmité » soient pris au point de vue physiologique proprement dit, et non dans le sens d'atténuation de la diminution de capacité ouvrière, d'aptitude au travail recouvrée. »

Les motifs invoqués par la cour de Paris procèdent-ils bien de l'esprit de la loi du 9 avril 1898?

Nous le verrons dans la suite; mais, d'ores et déjà, nous tenons à dire que, pour nous, la théorie qu'ils ont pour but de justifier porte atteinte à la dignité de l'homme qui, soit que l'on considère en lui la noblesse de son origine et la grandeur de ses destinées, soit que l'on ne veuille y voir que sa double qualité d'être raisonnable et de citoyen, ne saurait, sans que la conscience n'en soit blessée, être regardé comme une machine à rendement plus ou moins considérable.

HISTORIQUE

La promulgation de la loi du 9 avril 1898 n'eut pas, dans le monde du travail, le retentissement auquel on aurait pu s'attendre. C'est à peine s'il est fait mention de ce nouveau texte législatif dans les journaux considérés, à cette époque, comme les porte-paroles du parti ouvrier. Ainsi que toutes les lois sociales, la loi en cause fut regardée avec crainte par certains, avec défiance par d'autres. Pour le plus grand nombre, d'ailleurs, elle passa inaperçue, tant les passions politiques primaient alors toutes autres préoccupations.

Pourtant, peu de lois méritaient comme elle de retenir l'attention, car le problème qu'elle résolvait était non seulement juridique, mais encore économique et social.

Comment, avant l'application de cette loi, l'ouvrier victime d'un accident du travail pouvait-il se faire indemniser?

La jurisprudence considérait que la solution du conflit pouvant s'élever, en cette matière, entre patrons et ouvriers se trouvait dans les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil.

Article 1382 :

« Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute de qui il est arrivé à le réparer. »

Article 1383 :

« Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. »

Article 1384 :

« On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses qu'on a sous sa garde.

« Les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et leurs préposés dans les fonctions auxquelles ils sont employés. »

Les mots « à autrui » de l'article 1382, soutenaient, ont une portée générale. Par suite, la disposition de cet article, comme celle des articles 1383 et 1384 qui en sont la conséquence, doivent logiquement s'appliquer aux rapports entre patrons et ouvriers.

En vertu des articles de loi précités, il fallait pour que la responsabilité fût établie :

1^o Qu'il y eût dommage;

2^o Que ce dommage ait résulté d'une faute.

Comme conséquence, le droit commun reconnaissait trois situations particulières :

a) L'accident provenait de la négligence ou de la faute du patron; dans ce cas, l'ouvrier, soit par suite d'une convention intervenue entre les parties, soit à la suite d'un jugement, recevait une indemnité; il était donc secouru;

b) L'accident provenait de la faute de l'ouvrier; dans ce cas, ce dernier ne recevait aucune indemnité;

c) L'accident provenait d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure; dans cette hypothèse encore, l'ouvrier n'était pas indemnisé.

Au point de vue juridique, cette thèse était parfaitement soutenable : chacun doit porter la responsabilité de sa faute. Toutefois, il ne résultait pas moins de son application, que, dans deux cas sur trois, l'ouvrier ne recevait rien, et que, son salaire disparaissant par suite de l'accident, il se trouvait sans moyens de subsistance.

De plus, pour que la réparation fût accordée, il fallait non seulement qu'il y eût « dommage » pour l'ouvrier, mais encore, qu'il y eût faute, imprudence ou négligence de la part du patron, et, selon les règles du droit commun, c'était au demandeur, dans l'espèce l'ouvrier, qu'incombait la charge de la preuve.

Pratiquement cette obligation avait pour l'ouvrier des conséquences très graves.

La preuve de la faute est souvent difficile, quelquefois même impossible, à administrer.

A la suite de l'accident, l'état des lieux peut se trouver modifié; le chantier peut avoir disparu, l'usine peut s'être effondrée.

Il est aussi possible que la catastrophe ait été si soudaine et si complète, qu'il n'y ait pas eu de témoins, ou que tous les travailleurs présents aient été mortellement atteints.

En admettant même que des compagnons de travail aient échappé au désastre, ces compagnons auront-ils l'âme assez haute pour venir déposer contre le patron?

Enfin, n'est-il pas à craindre qu'eux-mêmes ne soient pas, dans la circonstance, indemnes de toute faute?

Pour tous ces motifs, la preuve de la faute du patron était, le plus souvent, très difficile à fournir par l'ouvrier blessé; impossible à établir par les représentants, quand la victime avait succombé (1).

L'application des règles du droit commun n'était pas sans présenter des inconvénients même en ce qui concerne les patrons.

(1) « Obligé de mettre en cause un patron chez lequel il travaillera peut-être le lendemain, d'avancer des frais de procès souvent considérables, de subir les lenteurs inévitables de la procédure ordinaire, de suivre un adversaire mieux renté devant toutes les juridictions, manquant quelquefois de tous les éléments qui constituent la preuve, l'ouvrier se voit, pour la plupart des cas, acculé à la dure nécessité d'abandonner ce qu'il considère pourtant comme son droit et de renoncer à obtenir la réparation légitime qui lui est due. »

A.-E. Gauthier, sénateur, journal *la Paix*, 17 juin 1895.

A défaut de limitation des indemnités à accorder, certains tribunaux, mûs par des sentiments souvent louables, se montraient d'une extrême rigueur dans leurs décisions.

La plus légère faute, la plus petite omission dans les mesures de précaution à prendre, l'absence de mesures exceptionnelles pour garantir les enfants contre leur étourderie, étaient considérées comme engageant la responsabilité du patron, et souvent entraînaient pour lui une condamnation au paiement d'indemnités relativement considérables. De plus, dans bien des cas, influaient sur l'évaluation de ces indemnités, des considérations étrangères au fait lui-même (1), comme l'état plus ou moins prospère de l'entreprise, la situation plus ou moins précaire de l'ouvrier.

De ce fait, la sécurité des patrons non assurés, surtout celle des petits patrons, pouvait être compromise.

Les vices d'un pareil système n'avaient pas été sans émouvoir l'opinion ; aussi, vers 1880, vit-on se produire des tentatives de réforme.

Ce sont des jurisconsultes (2) qui veulent réso-

(1) Dans les circonstances relativement rares, — dit M. Mahain, — où la faute du patron était prouvée, les juges condamnaient ledit patron au paiement d'indemnités considérables, voulant, semble-t-il, le frapper pour les cas où ils ne pouvaient l'atteindre.

Mahain, *le Droit ouvrier*, cours professé à Paris en février 1912.

(2) Théories de MM. Sainclette, Labbé, Glasson, Sauzet, Lyon-Caen, Planiol, Huc.

lument placer les rapports juridiques du patron et de l'ouvrier sur le terrain du contrat de louages de services.

« Le patron, dit le regretté M. Sauzet, doit conserver l'ouvrier sain et sauf au cours de l'exécution du travail qu'il lui confie et qu'il dirige; il doit, à chaque instant, pouvoir le restituer, le rendre à lui-même, valide comme il l'a reçu. »

Ces théories doctrinales aboutissaient toutes, à des degrés divers cependant, au renversement de la preuve.

D'après elles, les patrons étaient présumés responsables et ne pouvaient dégager leur responsabilité, qu'en prouvant la faute de l'ouvrier.

A côté de ces tentatives doctrinales, viennent se placer, vers la même époque, des tentatives législatives.

Le 29 mai 1880, Martin Nadaud déposait sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi dont l'article unique était ainsi conçu :

« Lorsqu'un homme louant son travail à un autre homme s'est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat de la faute de la victime. »

Cette proposition, qui se ramenait, elle aussi, au renversement de la preuve, ne fut pas adoptée.

Il n'y a pas à le regretter. La Suisse, par ses lois

de 1877 et 1881, a fait l'application de ce système et les résultats obtenus ont été si peu satisfaisants, qu'une loi adoptant un tout autre principe vient d'être promulguée (1).

En 1882, apparaît une nouvelle théorie qui inspirera à l'avenir toutes les discussions parlementaires et qui, bien que déformée un jour, restera néanmoins l'idée maîtresse de la loi du 9 avril 1898.

Cette théorie est celle du risque professionnel.

Voici comment Félix Faure, à qui revient l'honneur de l'avoir formulée, en exposait le principe à la tribune de la Chambre, le 9 mars 1883 :

« Toute exploitation au service de laquelle un accident se produit, doit supporter les conséquences de cet accident. De même qu'une exploitation supporte l'usure et la destruction de son matériel, l'amortissement de son outillage, de même qu'elle supporte les risques d'incendie, de responsabilité civile et tant d'autres, de même une exploitation doit supporter les conséquences des accidents qui surviennent à son personnel ouvrier. Cette responsabilité est une des chances malheureuses de l'entreprise. »

Appuyant cette idée, M. Girard, député, disait au cours de la discussion : « Lorsqu'on fait partie d'une certaine industrie, qu'on est dans telle usine

(1) Nous voulons parler de la loi fédérale du 13 juin 1911.

ou dans tel atelier, qu'on travaille sur tel chantier, on est, par cela même, exposé à un risque particulier qui découle de la nature des choses et pour lequel le patron qui vous emploie vous doit une indemnité en cas d'accident, sans qu'on ait à apprécier à qui est la faute (1). »

La théorie renfermée dans ces deux citations n'est, en fait, que l'interprétation de la pensée qu'exprimait Sismondi en mettant, en tête de son chapitre IX, livre VII, des *Nouveaux principes d'Economie politique* : « L'ouvrier a droit à la garantie de celui qui l'emploie (2). » « Bien des abus et des souffrances disparaîtraient, — écrivait ensuite Sismondi, — si la

(1) Alfred Girard, Discours, Chambre, 24 octobre 1884.

Dans le même sens De Mun, Discours, Chambre, 17 mai 1888.

« Il ne s'agit pas ici de culpabilité ou de preuve à faire contre les uns ou contre les autres. La question est toute autre, elle est bien autrement large : c'est une question sociale dont la solution ne peut se trouver que dans une conception généreuse de la situation qui est faite aux travailleurs, par les conditions mêmes de l'industrie ; c'est une question qui naît de l'état même des choses et qui s'impose de plus en plus, non seulement par l'effet de la transformation de l'outillage, mais aussi, plus encore, par le sentiment, de jour en jour plus profond, des devoirs et des obligations qui résultent, pour le patron, comme pour l'ouvrier, des relations que forme entre eux le contrat de travail. »

(2) Livre VII, chapitre ix.

Cf. le chapitre v du livre IV « Des Salaires » :

« Le salaire n'est pas seulement une compensation du travail calculée tant par heure suivant sa durée, c'est le revenu du pauvre, et en conséquence, il doit suffire non seulement à son entretien pendant l'activité, mais encore pendant la rémission du travail. »

solidarité naturelle qui devrait lier le travailleur à celui qui fait travailler était observée (1). »

Dans la pensée de Félix Faure, le risque professionnel présentait trois caractères :

En vertu du premier, il devait être admis partout où il y avait une entreprise avec des frais généraux. Cela comprenait toutes les entreprises anciennes

(1) « Dans cette organisation sociale que nous avons adoptée, tout le travail est fait par la coopération constante de ces deux classes, ceux qui ont la richesse et ceux qui la mettent en œuvre. Aucun travail n'est produit sans la richesse et le labeur. L'ouvrier est nécessaire à celui qui le paie, comme le payeur à l'ouvrier. L'un fait vivre l'autre; il existe donc, il devrait du moins exister, une sorte de solidarité entre eux.

« Aujourd'hui, le manufacturier croit gagner, soit qu'il vende plus cher au consommateur, soit qu'il paye moins de salaire à l'ouvrier, il apprendrait alors qu'il ne peut gagner que sur la vente et que tout ce qu'il retranche à l'ouvrier, ce ne sera plus la société mais lui-même qui devra le lui rendre comme secours. Aujourd'hui, le manufacturier séduit l'ouvrier par un misérable salaire et lui fait exposer sa santé dans un air méphytique, dans la poussière du coton ou les vapeurs du mercure; il apprendrait alors que toutes les infirmités qu'il lui fait gagner, il devra les lui payer en autant de journées d'hôpital. Aujourd'hui, le manufacturier, après avoir appelé à lui de nombreuses familles, les laisse tout à coup sans emploi, parce qu'il a découvert qu'une machine à vapeur peut accomplir tout leur ouvrage; alors, il apprendrait que la machine à vapeur ne produit aucune économie si tous les hommes qui travaillaient ne trouvent pas moyen de travailler encore, et s'il est obligé de les maintenir à l'hôpital pendant qu'il chauffe ses fourneaux. Cette charge qui retomberait sur lui serait de la plus stricte justice, car il fait aujourd'hui un profit sur la vie des hommes et tous les dommages qui en résultent il les repousse à la charge de la société.

Si les salaires qu'il paie sont suffisants, s'il pourvoit non seulement à l'âge viril de ses ouvriers, mais à leur enfance, à leur vieillesse,

et nouvelles, industrielles, commerciales et agricoles, et non pas seulement, comme quelques-uns le prétendaient déjà, les seules entreprises dans lesquelles il était fait usage d'engins mécaniques (1).

Félix Faure, d'ailleurs, s'élevait contre l'interprétation étroite qu'on voulait donner à l'idée du risque professionnel.

« La commission a pensé, disait-il à la Chambre des députés le 17 mai 1888, que le risque professionnel n'a point son origine dans le développement

lesse, à leurs maladies, si les opérations qu'il leur commande ne sont pas malsaines, si les machines qu'il invente ne font, comme il l'assure, que donner occasion à la mise en œuvre d'un plus grand travail, la responsabilité qu'on en rejette sur lui seul ne sera point une charge, il n'aura aucun lieu de s'en plaindre. »

Sismondi, *op. et loc. cit.*

(1) C'est, en effet, une erreur de croire que les risques d'accident sont d'autant plus nombreux que les ouvriers se trouvent en contact plus direct et plus fréquent avec les machines de tout genre employées aujourd'hui dans l'industrie.

Le rapporteur de la loi au Sénat, M. Poirrier, citait, le 10 juin 1895, les chiffres des statistiques allemandes :

Pour la conduite des voitures, le coefficient des risques était de

			24,85 0/00.
— les carrières,	—	—	20 0/00.
— la meunerie,	—	—	20 0/00.
— les mines,	—	—	19 0/00.
— les terrassiers,	—	—	17 0/00.
— l'industrie textile (mot. méc.),	—	—	5,10 0/00.
— la mécanique fine,	—	—	2,31 0/00.

Journal Officiel, 11 juin 1895. Débats parlementaires, p. 581.

de l'outillage mécanique, mais qu'il a de tout temps existé (1). Pour n'avoir pas été apprécié comme nous l'apprécions aujourd'hui, il n'existait pas moins au siècle dernier comme en 1888. »

« A un moindre degré cependant », objectait M. Dantresme.

« Au même degré », répliquait Félix Faure, soutenu par M. Jacques Piou disant : « Le risque professionnel existait pour les ouvriers qui ont construit les tours Notre-Dame. »

Cette façon d'entendre le risque professionnel est assurément la seule exacte.

Le rapport sur l'application, pendant l'année 1910, de la loi des 12 juin 1893-11 juillet 1903, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, présenté, par le Ministre du Travail, au Président de la République, en fournit la preuve.

Ainsi, en 1910, le nombre des accidents (2)

occasionnés par les moteurs a été de.	851
— transmissions.	2653
— machines-outils.	29753

alors que le nombre des accidents occasionnés :

(1) Voir dans le même sens :

P. Nourrison, *l'Ouvrier et les accidents*, 1887; *la Responsabilité des accidents du travail*, 1889; *le Risque professionnel*, 1891.

A. Gibon, *les Accidents du travail*, 1890, etc.

(2) Déduction faite des accidents ayant occasionné une incapacité de quatre jours et moins et des accidents n'ayant pas été déclarés.

Par la manutention des fardeaux a été de.	68 974
Par les chutes	71 548
Par les éboulements	104 306 (1)

Le second caractère du risque professionnel, tel que le comprenait Félix Faure, était que la réparation des accidents devait être considérée comme partie essentielle des frais généraux et que les indemnités à donner aux victimes devaient rentrer dans le prix de revient des objets fabriqués.

Au patron devaient incomber et la charge de la réparation des accidents et la répartition de cette charge entre le prix de revient des objets (2).

(1) *Journal Officiel* du 22 novembre 1911, p. 1731.

(2) « En faisant incomber ce risque à l'entreprise, nous disons : le chef d'entreprise sera naturellement responsable de l'aléa que court l'ouvrier dans sa profession parce qu'il est le répartiteur naturel de toutes les charges de cette entreprise, et il est impossible de dire que cet aléa lui incombera personnellement à un autre titre que les frais généraux, que l'assurance contre l'incendie, etc. Lorsqu'un marin est non seulement blessé au cours de son travail, mais malade à bord, est-ce que le Code (art. 262 du Code de commerce) permet qu'on recherche s'il y a faute de l'armateur pour mettre à la charge du navire, c'est-à-dire de l'entreprise, les frais de la maladie? On ne se préoccupe pas de savoir si le marin a été blessé dans une manœuvre, s'il a désobéi, s'il a commis une faute, s'il a été imprudent... »

« Cette prime sera à la charge exclusive du patron dans le système de la Commission. Pourquoi? Parce que nous pensons qu'il est juste que celui qui profite de l'exploitation supporte les conséquences des accidents que cette exploitation entraîne, parce que nous avons assimilé les conséquences du risque professionnel aux frais généraux et que nous avons dit que les frais généraux étaient supportés par le patron. Si cela est vrai, si le patron est seul chargé, seul capable de

C'était en somme l'application à l'industrie de l'article 262 du Code de commerce : « Le matelot est payé de ses loyers, traité et pansé aux frais du navire s'il tombe malade pendant le voyage, ou s'il est blessé au service du navire. »

Enfin, dans la pensée de Félix Faure, la reconnaissance du risque professionnel ne devait pas entraîner la réduction des droits déjà reconnus à l'ouvrier quand il y avait faute du patron. Dans cette dernière hypothèse, l'ouvrier devait toucher, en dehors de la rente fixée pour les cas ordinaires, une indemnité complémentaire, basée sur l'importance du dommage causé et la gravité de la faute commise.

« Quant à nous, législateurs, concluait Félix Faure, nous devons intervenir dans la question parce que nous représentons la Société et qu'il y a intérêt d'ordre supérieur, à notre avis, à ne pas laisser tomber à la charge de l'Assistance Publique un ouvrier qui a effectué un travail, qui a rendu service à la production et à la consommation, en un mot qui a produit une chose au prix d'un risque quelconque. »

Malheureusement, beaucoup ne répondirent à répartir ses frais généraux comme il l'entend sur la valeur du prix de revient, il est logique que seul il supporte la part de cette prime d'assurance, absolument comme il supporte la prime d'assurance qui garantit la valeur de ses immeubles. »

(Félix Faure, 17 mai 1888).

cette invitation qu'avec un très faible enthousiasme. Tout en proclamant l'excellence du principe émis par Félix Faure, ils enlevèrent à sa théorie tout ce qu'elle avait de généreux et d'humain.

A la longue, le risque professionnel n'apparaîtra plus que comme un droit exceptionnel dont il convient de limiter l'application aux industries dans lesquelles le développement du machinisme a créé des dangers nouveaux.

Certains demanderont, mais en vain, que les ouvriers agricoles soient traités sur le même pied que les ouvriers de l'industrie (1).

On entendra soutenir que l'idéal auquel on doit arriver, c'est l'application du principe de la responsabilité aux patrons de toutes les industries, aux patrons de tous les arts et métiers, aux petits artisans eux-mêmes (2); mais, par contre, quelques-uns ne voudront pas admettre au bénéfice de la législation des accidents du travail les ouvriers qui sont, par leur métier, les plus exposés aux accidents : les ouvriers des chantiers de construction (3).

Enfin, on laissera délibérément dans l'ombre la question des maladies professionnelles. Peu à peu, la notion du risque professionnel perdra le caractère

(1) Roret, Discours, Chambre, 25 juin 1888.

(2) Thellier de Poncheville, Discours, Chambre, 25 juin 1888.

(3) René Laffon, Chambre, Discours, 26 juin 1888. Lucien Rodat, Chambre, Discours, 26 juin 1888.

largement humanitaire qu'elle avait eu au début, et on n'entendra plus parler que de transaction, de compromis, de forfait (1).

Désormais, le raisonnement généralement tenu sera le suivant : aujourd'hui, l'ouvrier n'obtient une indemnité que dans des cas restreints, et dans ces cas-là l'indemnité est totale. Dorénavant, il lui sera alloué une indemnité même dans le cas où l'accident proviendra d'une faute lourde de sa part; par contre, à titre de compensation, il n'aura jamais droit à une réparation totale, même alors qu'il y aurait faute lourde de la part du patron (2).

Le but qu'on cherchera à atteindre sera, en fait, d'établir pour les accidents une sorte de tarif ayant, par ses conditions, le caractère d'un forfait. Le

(1) « Le risque professionnel ne découle plus du droit à la vie de l'ouvrier. Il est le produit de je ne sais quelle transaction homologuée par la loi, transaction par laquelle le patron s'engage à fournir, dans tous les cas, une indemnité à la victime de l'accident, à condition de n'être jamais tenu à la réparation intégrale du dommage causé. » (Raoul Jay, « L'assurance ouvrière et la solidarité dans l'industrie », *Revue politique et parlementaire*, 1905, p. 458.)

(2) « Le risque professionnel constitue une sorte de transaction qui dans une matière où la responsabilité est obscure, demande à chacune des parties en présence un sacrifice partiel en échange de sa sécurité. Elles renoncent à profiter, dans certains cas, des avantages du droit commun, pour n'avoir pas, dans d'autres, à en supporter la rigueur. L'ouvrier ne recevra pas la réparation intégrale du dommage éprouvé, mais du moins, il sera toujours indemnisé au lieu de se heurter à une fin de non-recevoir légale; de son côté, si le patron n'est plus protégé par l'obligation de la preuve, il échappe aux dangers de la réparation totale dont le menace la jurisprudence huma-

patron ne pourra, dans la plupart des hypothèses, faire la preuve contre l'ouvrier, mais d'un autre côté les responsabilités qu'il encourt seront limitées par la loi elle-même.

Cette pensée ressort nettement des paroles prononcées par M. Camescasse à la Chambre des députés : « La loi fait ainsi, entre ces deux principes, une sorte de balance, qui, je le crois, permet d'accepter ces théories sans récrimination et sans résistance. Ce tarif, messieurs, je l'ai dit, est un forfait (1). »

Une fois engagé dans cette voie, il était difficile de s'arrêter.

M. de Lamarzelle, le 18 mai 1888, fit remarquer à la Chambre que l'ouvrier et le patron vivant de la profession, jouissant des avantages qu'elle procurait, devaient tous deux, par conséquent, en supporter les charges.

M. Duché partageait cette opinion, et à l'appui de son argument citait les chiffres suivants qu'il considérait comme convaincants.

Selon lui :

68 pour 100 des accidents seraient dus aux cas fortuits ou de force majeure ;

nitaires des tribunaux. En un mot, le risque professionnel est une sorte d'abonnement contre les conséquences extrêmes du régime actuel. » (Ceysson, Congrès des accidents du travail de Bruxelles, 1897.)

(1) Camescasse, Discours, Chambre, 17 mai 1888.

12 pour 100 à la faute du chef d'entreprise;

20 pour 100 à la faute de l'ouvrier.

M. Duché estimait que, dans ces conditions, il serait injuste et choquant de mettre à la charge du patron les accidents causés uniquement par la faute de l'ouvrier (1), et il demandait que ce dernier fût tenu, tout au moins si le chef d'entreprise l'exigeait, de contribuer au paiement des primes d'assurances jusqu'à concurrence de 20 pour 100.

Cette manière de voir ne fut pas adoptée, en raison des protestations énergiques qui s'élevèrent contre elle au nom des ouvriers (2).

Battus de ce côté, les adversaires de la loi tentèrent de tourner la position, en cherchant à établir une confusion entre l'action sociale et l'action socialiste (3), ils essayèrent d'effrayer le monde patronal, en laissant entrevoir les charges nouvelles qui de-

(1) Dans le même sens : le *Soleil*, numéro du 2 juillet 1895.

(2) « Nous avons toujours pensé que l'ouvrier blessé, même en recevant l'indemnité prévue, est assez malheureux, à raison de l'accident qu'il subit pour qu'on puisse le considérer comme ayant payé sa part du risque professionnel. Il l'a payée de son sang, il n'est que trop juste qu'il ne la paye pas encore sous forme de retenu de salaire. »

(Le Gavrian, Discours, Chambre, 24 mai 1888).

« L'apport des ouvriers, c'est leur vie qu'ils exposent presque tous les jours, c'est le travail dont ils sont les héros patients, mais glorieux. » (De Lacretelle, Discours, Chambre, 24 mai 1888).

(3) « En fait, on convie le Sénat à entrer dans une voie des plus dangereuses. Sans contredit, l'inspiration à laquelle est due toute cette combinaison est de celles qui font honneur à ceux qui y obéis-

vaient s'abattre sur lui (1). Enfin, ils accusèrent d'immoralité ceux qui voulaient couvrir la faute lourde de l'ouvrier (2).

Si ces tentatives n'ont pu faire écarter la loi, il n'en demeure pas moins qu'elles ont eu sur sa rédaction définitive une influence manifeste.

C'est ainsi que le législateur, s'il n'a pas prévu la faute lourde en raison, sans doute, de la difficulté qu'il y a à dégager la notion de cette faute, a indiqué comme susceptible de faire diminuer l'indemnité, la faute inexcusable; ce qui d'ailleurs n'est ni plus clair ni plus précis.

sent, mais nous sommes à un de ces tournants de l'histoire où l'on a le devoir de réfléchir aux résolutions qu'on est appelé à prendre, fussent-elles teintées de philanthropie. Le collectivisme nous guette de toute part, il serait puéril de le nier. Si l'on veut faire son jeu, au moins faut-il que ce soit sciemment. »

(Le *Temps*, numéro du 4 juillet 1895).

(1) « On peut différer d'opinion sur les mérites et les inconvénients de la loi sur les accidents du travail. Mais il y a un point sur lequel tout le monde est d'accord, c'est que cette loi aura pour effet d'ajouter une charge nouvelle à celles qui pèsent déjà sur les patrons et de leur créer de nouveaux ennuis. »

(Les *Débats*, 21 novembre 1895).

(2) « Une faute grossière pouvant entraîner mort d'hommes ne saurait être excusée, à plus forte raison ne doit-elle pas être l'objet d'une récompense. C'est pour ces motifs que de tout temps, les jurisconsultes ont posé comme règle qu'en principe, on ne pouvait s'affranchir de la faute lourde. Et une des applications les plus remarquables de cette idée se rencontre en matière d'assurances. On ne peut s'assurer contre la faute lourde; la distinction s'impose donc. »

(Le *Marché financier*, 26 novembre 1895).

De plus, la loi contient une énumération limitative des personnes qui peuvent réclamer des indemnités, alors que le droit commun accorde, en cas de décès, une réparation pécuniaire à tous ceux qui arrivent à démontrer que la mort de la victime d'un accident du travail provient de la faute du patron et leur cause un réel dommage.

Dans la loi du 9 avril 1898, le principe du forfait a été poussé jusqu'à ses extrêmes limites. « L'idée de forfait domine le droit nouveau, disait M. Thevenet, le 4 mars 1898, à la tribune du Sénat. Il y a forfait sur l'accident, comme il y a forfait sur l'indemnité. »

En agissant ainsi, le législateur a enlevé tout caractère élevé à l'indemnité accordée en cas d'accident du travail. Il n'a pas, en effet, considéré cette indemnité comme la réparation légitimement due pour le dommage causé, mais bien comme un secours accordé, à certaines conditions, sur les frais généraux de l'entreprise.

Il y a là une erreur qui a faussé l'esprit de la loi.

« Je dois avouer, — disait Camille Raspail, — le 28 juin 1888 à la Chambre des députés, que le vote en première lecture nous avait fait espérer que cette loi serait très large, qu'elle aurait un caractère humanitaire auquel la Chambre avait paru attacher une grande importance; on pouvait même dire, lors de la première délibération, qu'il y avait des

socialistes sur tous les bancs de cette assemblée... La loi ne peut plus aboutir parce qu'elle cesse d'être démocratique, ce n'est plus qu'une loi qui vise certaines catégories privilégiées. Elle est faite uniquement au *profit de la grande industrie manufacturière.* »

C'est, en effet, l'idée qui se dégage de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898.

« Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

« Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi, par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades. »

La loi du 9 avril 1898 a été modifiée (1) à différentes reprises, notamment par la loi du 31 mars 1905.

Mais, à en juger par les protestations et réclamations que soulève son application, la législation actuelle n'est pas encore de nature à donner entière satisfaction aux travailleurs.

Nous retrouverons ces réclamations pour les examiner, au cours de notre étude; mais, dès à présent, nous connaissons la cause génératrice qui les motive.

(1) Loi du 30 juin 1899, étendant le régime de la loi du 9 avril 1898 aux accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés;

Loi du 22 mai 1902, modifiant la procédure;

Loi du 12 avril 1906, étendant l'application de la loi aux exploitations commerciales;

Loi du 17 avril 1906, étendant le bénéfice de l'assistance judiciaire jusqu'à l'acte d'appel;

Loi du 18 juillet 1907, permettant aux employeurs et employés non assujettis d'adhérer à la loi.

PREMIÈRE PARTIE

DU TAUX DES INDEMNITÉS

Pour la clarté de l'exposition, nous diviserons cette partie en quatre chapitres.

Dans le premier, nous parlerons du remboursement des frais; dans le deuxième, des indemnités à caractère alimentaire; dans le troisième, nous traiterons la question des frères et sœurs soutiens de famille; dans le quatrième, celle des ouvriers étrangers.

CHAPITRE PREMIER

REMBOURSEMENT DES FRAIS

Art. 4 (loi du 31 mars 1905).

Le chef d'entreprise supporte les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de 100 francs au maximum. La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. Dans ce cas, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton où est survenu l'accident, conformément à un tarif qui sera établi par arrêté du ministre du commerce, après avis d'une commission spéciale comprenant des représentants de syndicats professionnels ouvriers et patronaux, de sociétés d'assurances contre les accidents du travail et de syndicats de garantie, et qui ne pourra être modifié qu'à intervalles de deux ans.

Le chef d'entreprise est seul tenu dans tous les cas, en outre des obligations contenues dans l'article 3, des frais d'hospitalisation qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 pour 100, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris, ou 3 fr. 50 partout ailleurs, etc.

En accordant des indemnités, en cas d'accidents du travail, aux victimes ou à leurs représentants, le législateur répondait à une double préoccupation : il voulait d'abord rétablir partiellement le salaire de l'accidenté, réparer ensuite certaines conséquences directes de l'accident. C'est ce dernier desideratum qui fait l'objet de l'article 4.

SECTION I

Frais médicaux et pharmaceutiques.

Pour les frais médicaux et pharmaceutiques, une distinction est faite par l'article 4, suivant que le chef d'entreprise aura choisi le médecin chargé de soigner la victime ou que cette dernière aura fait choix elle-même de son médecin.

Dans ce dernier cas, la loi du 9 avril 1898 prévoyait que l'indemnité serait fixée conformément aux tarifs départementaux de l'assistance médicale gratuite.

Cette disposition n'est plus en vigueur.

En exécution de la loi du 31 mars 1905, le Ministre du Commerce, après avis d'une commission composée d'après l'article 3, a établi et promulgué, le 30 septembre 1905, un nouveau tarif qui s'im-

pose aux juges de paix, et dont les chiffres ne peuvent être dépassés.

L'article 4 de la loi du 9 avril 1898 ne contenait aucune disposition relative aux frais d'hospitalisation. La loi du 31 mars 1905 est venue combler cette lacune en déclarant que le chef d'entreprise est seul tenu, dans tous les cas, des frais d'hospitalisation. Cependant, pour éviter l'exagération de ces frais, la nouvelle loi décide que ces derniers ne pourront dépasser le chiffre établi par la loi du 15 juillet 1893, article 24, sur l'assistance obligatoire majoré de 50 0/0. Le maximum ainsi déterminé ne peut pas excéder 4 francs par jour à Paris et 3 fr. 50 en dehors de Paris.

Le maximum fixé pour Paris est, paraît-il, insuffisant. L'administration générale de l'Assistance Publique à Paris a constaté que la dépense réelle journalière qui lui incombe, à raison de l'hospitalisation d'une victime d'accident du travail, s'élève à 5 fr. 75, et que, de ce chef, son budget se trouve annuellement grevé d'une charge de 120 000 francs. Pour ce motif, M. Paul Boncour, alors Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, a déposé, le 11 avril 1911, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi dont l'article unique est ainsi conçu :

« Le 3^e alinéa de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les

ouvriers sont victimes dans leur travail est modifié ainsi qu'il suit : « Le chef d'entreprise est seul tenu, « dans tous les cas, en outre des obligations contenues dans l'article 3, des frais d'hospitalisation « qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif « établi pour l'application de l'article 24 de la loi « du 15 juillet 1893, majoré de 50 0/0, ni excéder « jamais 5 fr. 75 par jour pour Paris, ou 3 fr. 50 « partout ailleurs. »

L'article 4 de la loi de 1905 est plus précis que l'ancien, mais il ne donne pas encore une solution bien nette à tous les cas qui peuvent se poser en pratique.

Quelle étendue doit-on donner aux mots « frais médicaux et pharmaceutiques ? »

Doit-on comprendre sous cette appellation les frais de déplacement dans une localité étrangère en vue de l'amélioration physique du blessé? Les traitements thermaux suivis pour hâter la guérison?

On ne saurait répondre avec exactitude.

Il n'en est pas de même des appareils orthopédiques dont les blessés peuvent avoir besoin après l'accident. Les tribunaux sont maintenant unanimes à déclarer que ces appareils sont à la charge du chef d'entreprise, tant que la blessure n'est pas consolidée; à dater de cette époque, ils sont à la charge de la victime (1).

(1) Dijon, 10 mars 1902, D. 1904, II, 294; Cassation, 25 juin 1902,

Si le blessé refuse de recevoir les soins qui lui sont recommandés, on considère que l'état dans lequel il peut se trouver ultérieurement est la conséquence exclusive de son incurie et de son mauvais vouloir : le patron ne peut être tenu de réparer un dommage auquel la victime s'est sûrement et volontairement exposée (1).

En ce qui concerne les frais d'hospitalisation, la loi de 1905 contient des dispositions plus favorables à l'ouvrier que la loi de 1898.

Sous l'empire de cette dernière, les frais payés par le patron, à titre d'hospitalisation, étaient déduits des sommes revenant à l'ouvrier, à titre de frais de nourriture.

Sous la loi de 1905, au contraire, ces deux sortes d'allocation sont indépendantes; ce qui permet à l'ouvrier de toucher intégralement les frais de nourriture, alors même qu'il est hospitalisé.

D. 1902, I, 341; Toulouse, 8 juillet 1903, D. 1904, II, 294. En ce sens, Sachet, 3^e édit., tome I^{er}, n^o 611.

(1) Cassation, 25 juin 1902.

« Les indemnités, comme les rentes auxquelles ont droit les ouvriers victimes d'accidents du travail, sont fixées par la loi à une quote-part déterminée de salaire, quote-part que le juge ne peut, sous aucun prétexte et d'aucune façon, augmenter ou diminuer, en dehors du cas de faute inexcusable soit du patron, soit de l'ouvrier. »

Dans le même sens :

Dijon, 10 mars 1902, D. 1904, 2, 294; Bordeaux, 23 décembre 1903, Rec. arrêt Bordeaux, 1904, 1, 224; Nancy, 3 mai 1904, Rec. arrêt Nancy, 1904, 147.

SECTION II

Frais funéraires.

En ce qui concerne les frais funéraires, la loi sur les accidents du travail du 9 avril 1898 n'a posé qu'une seule règle, savoir : que ces frais sont évalués à la somme de 100 francs au maximum.

Ce chiffre, en 1898, paraissait presque considérable, il a perdu de son importance le jour où la Russie a accordé une indemnité funéraire de 121 fr. aux ayants-droit d'une victime âgée de plus de dix-sept ans (1).

Le patron est tenu, dit la loi russe :

« De payer à qui de droit les frais de funérailles : 30 roubles pour un adulte (2) ou un adolescent (3) et 15 roubles pour un enfant (4). »

Le système adopté par la France et la Russie relativement au remboursement des frais funéraires n'a pas séduit les autres États. Les législations allemande, autrichienne, luxembourgeoise, hollandaise prévoient que les allocations données à ce titre sont fixées dans les mêmes conditions que celles accordées pour d'autres motifs, c'est-à-dire

(1) Loi du 15 juin 1903.

(2) 17 ans et au-dessus.

(3) De 15 à 17 ans.

(4) De 12 à 15 ans.

au prorata de la rémunération annuelle touchée par les ouvriers.

La loi allemande de 1900 contient, au sujet des frais funéraires, une disposition originale :

« L'indemnité funéraire — dit M. Bellom — est dénommée « allocation funéraire » pour que le service n'en soit pas subordonné à l'existence des dépenses d'enterrement, dont l'absence peut résulter de la perte du cadavre en cas de submersion ou de destruction complète par le feu ou par un liquide corrosif (1). »

En France, dans ces différentes hypothèses, aucune indemnité ne serait allouée.

(1) Bellom, *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, tome II, 5^e partie, p. 2614.

CHAPITRE II

INDEMNITÉS A CARACTÈRE ALIMENTAIRE

Les indemnités accordées en vue de suppléer au salaire disparu du fait de l'accident sont proportionnelles à ce salaire; mais, sauf de très rares exceptions, elles ne peuvent jamais lui être égales.

Ces indemnités sont fixées par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905.

Article 3 (loi du 31 mars 1905).

Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, l'ouvrier ou employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel.

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

Pour l'incapacité temporaire, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, à une indemnité journalière sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, à moins que le salaire ne soit

variable; dans ce dernier cas, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. L'indemnité est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident; toutefois, elle est due à partir du premier jour si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

a) Une rente viagère égale à 20 pour 100 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

b) Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 pour 100 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 pour 100 s'il y en a deux, de 35 pour 100 s'il y en a trois et de 40 pour 100 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée, pour chacun d'eux, à 20 pour 100 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 pour 100 du salaire, ni 60 pour 100 dans le second.

c) Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes a) et b), chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente via-

gère pour les ascendants, et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 pour 100 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 pour 100.

.

Des dispositions de cet article, il ressort que c'est la gravité de l'accident que le législateur a pris en considération pour déterminer le montant de l'indemnité à laquelle un ouvrier ou employé a droit. A son exemple, nous traiterons, dans une première section, « des accidents non mortels »; et, dans une seconde section, « des accidents mortels ».

SECTION I

Accidents non mortels.

Cette section se subdivisera elle-même en 3 paragraphes :

§ I. L'incapacité temporaire;

§ II. L'incapacité permanente et partielle;

§ III. L'incapacité permanente et absolue.

§ I. — *L'incapacité temporaire.*

Il résultait des articles 1^{er} et 3^e de la loi du 9 avril 1898, que l'ouvrier ou l'employé n'avait droit

à une indemnité pour accident, qu'au cas où l'interruption de son travail avait duré plus de quatre jours. Il recevait, à partir du cinquième jour seulement, une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident.

Cette disposition provoqua des réclamations violentes de la part des ouvriers. On fit remarquer que c'était au moment où le travailleur venait d'être blessé, c'est-à-dire au moment où il avait le plus besoin de ses ressources, que l'indemnité de demi-salaire ne lui était pas accordée.

Pour tenir compte de ces observations, le législateur a, dans la loi du 31 mars 1905, institué sur le point dont il s'agit, un régime nouveau.

Trois distinctions ont été faites :

a) Interruption de travail de quatre jours.

La règle ancienne subsiste. Aucune indemnité n'est due; par conséquent, non seulement le demi-salaire n'est pas payé, mais l'ouvrier blessé ne peut, non plus, réclamer les frais médicaux et pharmaceutiques.

b) Interruption de travail de plus de quatre jours et de moins de dix jours.

Dans ce cas :

1° Les frais médicaux et pharmaceutiques sont dus à partir du premier jour.

2° L'indemnité pécuniaire n'est accordée qu'à partir du cinquième jour.

c) Interruption de travail de plus de dix jours.

Les frais médicaux et pharmaceutiques ainsi que le demi-salaire sont dus dès le premier jour.

Ce système compliqué où apparaît le désir de réduire les charges de l'industrie, comme d'éviter les simulations et les fraudes, est loin d'avoir obtenu le succès escompté par le législateur. D'un côté, les ouvriers se plaignent amèrement du maintien de la disposition en vertu de laquelle aucune indemnité n'est due pendant quatre jours au travailleur dont l'interruption de travail est inférieure à dix jours. Ils réclament vivement la suppression de ce délai de carence.

De l'autre côté, les patrons soutiennent que la règle nouvelle encourage la paresse d'une manière encore plus effective qu'autrefois. Ils citent, à l'appui de leur affirmation, les chiffres accusés par la statistique (1) qui, en effet, démontre qu'entre les années

(1) *Journal Officiel*, 13 décembre 1907.

« D'après l'inspection du travail, il a été déclaré en 1904, 222.124 accidents; en 1905, 259.882 accidents; en 1906, première année de l'application de la loi du 31 mars 1905 : 306.860, accidents. Voilà, en deux ans, 84.736 accidents de plus, une hausse de 38 pour 100. D'un autre tableau, il résulte que, sur 1.000 ouvriers : 52,8, en 1904 et 70,7 en 1906, ont été blessés (chiffres rectifiés).

Le rapport constate que les morts et incapacités permanentes ont augmenté de 10 pour 100; c'est la part de l'accroissement d'activité industrielle. Mais les déclarations d'incapacité temporaire de plus de quatre jours ont passé de 212.887 à 296.339, en augmentation de 83.452. Déduisez-en aussi 10 pour 100, il n'en reste pas moins un

1904 et 1906, les incapacités de travail supérieures à quatre et à dix jours se sont accrues dans des proportions énormes, alors que les incapacités inférieures à dix jours sont en décroissance.

Comme moyen de remédier à cette situation, les patrons, ce qui peut surprendre, préconisent la diminution du délai de carence, voire même, tout comme les ouvriers, sa suppression totale. Ainsi, la Chambre de commerce de Paris demande, depuis de

accroissement d'environ 60.000 accidents légers, sur lesquels il semble que la loi du 31 mars 1905 ait eu une influence prépondérante. Près d'un tiers. Et c'est ainsi qu'on a pu constater par 1.000 ouvriers dans l'industrie chimique, 141,8 accidents légers au lieu de 92,7; dans la métallurgie, 132,4 au lieu de 94,6; dans les pierres et céramiques 78,1 au lieu de 53,9, etc., etc.

Plus frappants encore sont les renseignements fournis par les représentants des patrons assurés. Il paraît bien certain que, depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1905, le nombre des incapacités durant plus de cinq jours, mais moins de onze, a régulièrement baissé. Les blessés, en effet, cherchent à prolonger de quelques jours leur chômage, afin d'obtenir que rétroactivement le demi-salaire leur soit payé, même pour les premiers jours.

En un mot, un accident survient-il, en voilà, si possible, pour onze jours.

D'après les rapports annuels du syndicat de garantie du bâtiment et des travaux publics, les accidents du travail durant cinq à dix jour représentaient 1 pour 100 du nombre total des accidents : 24,71 en 1901; 11,20 en 1907.

Nous n'aurons bientôt plus d'accidents durant moins de onze jours, disent les patrons de ce groupe.

Et c'est ainsi que la durée moyenne de l'incapacité temporaire, constatée par le syndicat, est passée de 17 jours en 1900 à 23 jours en 1907, augmentant ainsi de 35 pour 100. »

longues années, que les indemnités commencent à être payées deux jours après l'accident.

D'autre part, un rapport présenté à la Chambre de commerce de Nancy (1) aboutit à la même conclusion.

Enfin, la Chambre de commerce de Rouen, dans le but, dit-elle, d'éviter la prolongation des chômages, a, dans sa séance du 5 décembre 1908, exprimé le désir de voir allouer le demi-salaire à la victime dès le lendemain de l'accident (2).

Dans ces conditions, il est permis de croire que, tôt ou tard, le délai de carence disparaîtra de notre législation.

Si, jusqu'ici, le Parlement français a hésité à entrer dans cette voie, ce n'est pas qu'il n'y ait été vivement sollicité.

En 1903, M. Paul Constans, député, proposait déjà de ramener le délai de carence de quatre jours à deux jours, « car, faisait-il remarquer, dans son Exposé des Motifs, le fait d'exiger une interruption de travail de plus de quatre jours ne repose sur aucune raison sérieuse, étant donné que, dans les ateliers où fonctionne une caisse de secours en faveur des malades, ces derniers sont secourus dès

(1) Chambre de commerce de Nancy, 1909.

Spire, *Améliorations à apporter à la loi sur les accidents du travail*.

(2) Se sont également prononcées en ce sens, les Chambres de commerce d'Amiens, de Bordeaux, de Roubaix, de Dijon, etc.

le premier jour de la cessation du travail. Il n'y a pas de motif, ajoutait-il, pour que l'ouvrier blessé soit moins bien traité que l'ouvrier malade ».

Dans la proposition de loi qu'il déposait à la Chambre des députés, le 2 avril 1908, M. Basly allait plus loin : il demandait que l'indemnité de demi-salaire fût due dès le premier jour; attendu qu'il est injuste qu'un ouvrier, un père de famille le plus souvent, victime d'un accident qui le condamne au chômage pour de longs jours parfois, ne reçoive aucune indemnité pour les quatre premiers jours.

D'ailleurs, faisait-il observer, en décidant que l'indemnité sera due à l'ouvrier blessé à partir du premier jour, on mettrait fin à la simulation à laquelle le travailleur sans ressources est poussé par le besoin.

MM. Massé et Chandieux (1) voudraient faire partir l'indemnité du jour où l'incapacité a été établie par un certificat médical.

A notre avis, il serait plus simple de dire que l'indemnité doit partir du premier jour, car le certificat médical peut n'être dressé que le lendemain ou le surlendemain de l'accident.

C'est ce désir que formulent MM. Lebrun et

(1) Proposition de loi présentée par MM. Massé et Chandieux, le 17 mars 1910. — *Journal officiel*, Doc. parl., sess. ord., 1910, p. 361, annexe 3227.

Grandjean dans une proposition de loi qu'ils ont déposée sur le bureau de la Chambre des députés, le 13 février 1911 (1). « Il semble que l'heure soit venue, écrivent-ils dans l'exposé des motifs, de faire un pas de plus et de décider que l'indemnité journalière sera due dans tous les cas et quelle que soit la durée de l'incapacité. »

Nous appellerons de tous nos vœux la réussite de ces initiatives parlementaires, car nous ne saurions admettre l'argument présenté par M. Chovet au Sénat (2) pour le maintien du *statu quo*, que, modifiée dans le sens que nous préconisons, « la loi de 1898 ne conserverait plus rien de sa base forfaitaire et transactionnelle » et que ce serait, en outre, aller à l'encontre des intentions du législateur de 1898 qui « est parti de cette présomption naturelle, que trois à quatre jours de chômage ne pourraient occasionner à la victime qu'une gêne passagère à laquelle elle saurait faire face ».

Malheureusement, les ouvriers, en grande majorité, vivent au jour le jour, et leur retrancher l'indemnité, même pour un temps très court, c'est leur enlever tout moyen de subvenir à leur existence pendant ce temps.

Aussi arrive-t-il souvent que l'ouvrier, privé de

(1) *Journal officiel*, Documents parlementaires, 1911, annexes 771, p. 173.

(2) Rapport, 19 novembre 1903. Doc. parl., Sénat, 290, p. 544.

toutes ressources pour subvenir à sa propre subsistance et à celle de sa famille, essaie, quoique malade, de se livrer à une besogne quelconque et qu'en le faisant il aggrave son état.

« Dans l'intérêt du prompt rétablissement de l'ouvrier, nous estimons, écrit M. Kracht (1), qu'on ne peut pas lui faire reprendre son travail habituel avant qu'il soit complètement guéri. On évite ainsi des rechutes et des complications, *dont les conséquences peuvent être bien plus onéreuses que les demi-journées économisées par une reprise trop hâtive et partielle du travail.* » Nous sommes donc d'avis que l'allocation quotidienne complète doit être payée dans le cas d'incapacité temporaire jusqu'à l'entier rétablissement de la victime qui a un intérêt direct à reprendre son travail le plus tôt possible si elle ne touche que la moitié de son salaire. »

La loi russe des 2-15 juin 1903 est plus large et moins compliquée que la nôtre : après avoir décidé dans son article premier que, seuls, les ouvriers dont les blessures entraînent une incapacité de plus de trois jours, seraient indemnisés, elle dit, à l'article 6 :

« Les indemnités temporaires sont attribuées à partir du jour de l'accident jusqu'au jour où l'inca-

(1) Kracht, *Bulletin du Comité permanent des Congrès internationaux des assurances sociales*, 1902, p. 428 et 429.

pacité de travail cesse ou bien est reconnue permanente; elles sont égales à la moitié du salaire réel de la victime. »

En Suisse, la loi fédérale sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents du 13 juin 1911 contient à peu près les mêmes dispositions.

Art. 74.

« Dès le troisième jour après l'accident, et pour la durée de la maladie qui en résulte, l'assuré a droit à l'indemnité de chômage.

« Cette indemnité comporte 80 pour 100 du salaire dont l'assuré se trouve privé par suite de la maladie, y compris les allocations supplémentaires régulières; le gain n'est compté que jusqu'à concurrence de 14 francs par jour... »

En Italie la loi du 17 mars 1898 n'accordait une indemnité pour incapacité temporaire qu'« à partir du début du sixième jour »; mais la loi du 29 juin 1903 ne fait plus de restrictions et décide dans l'article 9 :

« En cas d'incapacité temporaire partielle, l'indemnité sera journalière et égale à la moitié de la réduction que le salaire gagné par l'ouvrier lors de l'accident devra subir par l'effet de cette incapacité, et elle devra être payée *pour toute la durée de l'incapacité*. »

De même, la loi espagnole du 28 juillet 1900 décide, article 7 :

« Tout accident entraînant une incapacité de travail oblige, dès qu'il est survenu, aux termes de la disposition contenue dans l'article 4 de la loi, à allouer à la victime la moitié de son salaire quotidien. »

§ 2. — *Incapacité partielle et permanente.*

L'incapacité partielle et permanente s'entend de l'infirmité qui, tout en étant incurable et perpétuelle, ne met pas cependant l'ouvrier dans l'incapacité absolue d'exercer un travail rémunérateur.

Lorsque, à la suite d'un accident du travail, l'ouvrier ou l'employé se trouve frappé d'une incapacité semblable, il a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir à son *salaire*.

Il est évident que la diminution de la capacité de travail est une chose toute relative, la perte des deux jambes, par exemple, qui entraîne une incapacité de travail absolue chez un terrassier n'entravera que peu l'exercice de la profession d'un tailleur de diamants.

Dans la pratique, c'est l'expertise médicale qui entraîne la conviction des juges.

La règle si simple et si logique posée par le 2^e alinéa de l'article 3, que la rente viagère doit être égale à la moitié de la réduction que l'accident

a fait subir au salaire de la victime, peut être la source des plus graves injustices.

Au Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales de 1900, M. Paulet, Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, signalait déjà le danger qui se cache sous la logique apparente du texte dont il s'agit.

Un ouvrier a été atteint d'une incapacité partielle et permanente à la suite d'un accident du travail: son patron, mû par un sentiment d'humanité ou, peut-être, cédant à un calcul intéressé, continue à l'employer en lui allouant le même salaire qu'avant l'accident. Dans ce cas, il n'y a pas réduction de salaire; donc, d'après la lettre de la loi, il ne doit pas y avoir d'indemnité.

Supposons, à présent, que, la situation réglée pour l'avenir, le patron, soit de propos délibéré, soit par manque de travail, congédie cet ouvrier; voici un homme qui ne pourra trouver à gagner qu'un salaire inférieur, sa capacité de travail restant entamée et qui, cependant, sera dénué de tout moyen légal pour obtenir une compensation à cette réduction de salaire.

« Il est indispensable, dit M. Mirman (1), en dehors de l'hypothèse extrême de la mauvaise foi, d'envisager le cas où le chef d'entreprise, mû par un

(1) Rapport, Doc. parl., Chambre, 1901, p. 335, annexe 2332.

sentiment de haute philanthropie, offrirait à son ouvrier blessé, malgré son incapacité, le même salaire qu'avant l'accident, avec l'intention très ferme de ne point le réduire ultérieurement. Le législateur de 1898 a voulu que, dans ce cas, le juge fût lié; que la loi lui imposât l'obligation d'attribuer une rente à la victime; c'est le seul moyen d'affirmer et de garantir les droits de celle-ci. Qu'advviendrait-il, en effet, si le patron, resté fidèle à ses engagements, venant à mourir, son successeur, soucieux de réaliser dans sa maison toutes les économies possibles, refusait de reconnaître une promesse dont aucune trace ne resterait et qui ne constituerait pas un contrat? Qu'advviendrait-il aussi le jour où, le premier patron restant à la tête de l'entreprise, son ouvrier serait obligé ou simplement désireux, pour une cause quelconque, de le quitter?... »

Le salaire que la victime reçoit, dès la reprise du travail, est un élément fort important à considérer, mais le juge ne peut évidemment le prendre comme base de la rente qu'à la condition qu'il lui apparaisse comme correspondant exactement à la capacité de la victime, en dehors de toute intention frauduleuse ou philanthropique.

Les ouvriers sont, il est vrai, armés par l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, du droit d'intenter, dans les trois ans à dater du jugement, une action

en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation de l'infirmité; mais, en fait, ce droit se trouve singulièrement amoindri par les difficultés qu'éprouve l'ouvrier à intenter une action en justice, alors même qu'il bénéficie de l'assistance judiciaire.

Toute théorie contraire à celle que nous venons d'exposer constituerait donc un danger.

D'ailleurs, à l'exception d'un arrêt rendu le 9 mars 1900 par la Cour de Nancy (1), toutes les décisions judiciaires relatives à cette espèce sont favorables aux ouvriers.

Le tribunal de la Seine, les Cours de Montpellier, d'Aix, d'Orléans, de Beauvais, de Limoges ont décidé que c'était sur la réduction de salaire encourue réellement par la diminution de capacité de travail de la victime que la rente devait être fixée.

La Cour de cassation (2), appelée aussi à se pro-

(1) Cour d'appel de Nancy, 9 mars 1900, D., 1900, II, 230.

(2) Cassation, 7 janvier 1902 :

« Que, pour apprécier la réduction qu'une incapacité partielle et permanente fait subir au salaire d'un ouvrier blessé, le juge n'est pas tenu de considérer exclusivement le salaire effectivement touché par cet ouvrier après la reprise de son travail, salaire dont le taux peut dépendre de circonstances multiples, qu'il doit rechercher dans quelle proportion la capacité de l'ouvrier a été diminuée par suite de l'accident et quel abaissement correspondant du salaire doit normalement s'ensuivre; que la moitié du chiffre ainsi fixé détermine la rente à laquelle l'ouvrier a droit aux termes de l'article 3, et que, dès lors, en refusant de tenir compte de cette circonstance de fait que l'ouvrier blessé était resté au service de son patron aux mêmes conditions de salaire qu'avant l'accident et en condamnant

noncer, a rendu, le 7 janvier 1902, un arrêt dans ce sens.

On peut donc dire que, sur ce point, la jurisprudence est soucieuse de sauvegarder les droits de l'ouvrier.

Pourquoi, sur d'autres, n'en est-il pas de même?

Influencés, sans doute, par les dispositions de lois étrangères qui n'admettent l'ouvrier à réclamer une indemnité que si la réduction de sa capacité de travail dépasse un certain taux (1), des tribunaux français ont refusé d'accorder une rente, pour incapacité permanente et partielle, à des victimes d'accident, pour ce motif que leur infirmité ne présentait pas un caractère assez grave.

« Considérant, dit la Cour d'appel de Paris, le 4 août 1908, qu'il est impossible d'admettre qu'une réduction de 40/0 au point de vue médical ait une répercussion sur le salaire; qu'une lésion aussi insignifiante ne saurait avoir d'influence appréciable sur le salaire que R... peut gagner par son travail, etc... »

le patron au paiement de la rente fixée à la moitié de la réduction que l'accident avait fait subir au salaire de cet ouvrier atteint d'une incapacité partielle et permanente, l'arrêt attaqué, bien loin de violer l'article de loi visé au pourvoi, a fait une juste application de l'article 3 de la loi de 1898. »

Dalloz, 1902, I, 339.

(1) Hongrie, Loi du 9 avril 1907, art. 70.

« Toutefois, l'ouvrier n'a droit à cette pension partielle que si la réduction de sa capacité de travail excède 10 pour 100.

« Attendu, déclare la Cour d'appel de Besançon (1), que si, au point de vue physiologique, la réduction de capacité peut être évaluée à 50/0, cette réduction est sans aucune influence sur les facultés de travail que l'accident laisse à l'ouvrier, qu'en raison du caractère forfaitaire de la loi de 1898, l'indemnité ne peut être calculée que sur la diminution du salaire, que la proportion dans laquelle est diminuée la capacité professionnelle est inappréciable? etc... »

« Attendu, dit la cour de Douai, dans son arrêt du 1^{er} mars 1909, que la seule diminution de nature à atteindre les facultés de travail de l'ouvrier et à entraîner, par voie de conséquence, un abaissement de son salaire normal, peut motiver l'attribution des indemnités forfaitaires prévues par la loi; attendu que la perte de la phalange de l'annulaire gauche ne diminue en rien la capacité professionnelle et ne peut avoir aucune répercussion sur les salaires; attendu que ce qui vient corroborer cette appréciation, c'est que X... a repris le travail qu'il effectuait avant son accident et que ses salaires sont même actuellement supérieurs (2). »

(1) Arrêt du 15 avril 1906.

(2) Voir dans le même sens :

Chambéry, 10 février 1909.

Douai, 5 avril 1909.

Paris, 5 janvier 1909.

Tribunal de la Seine, 8 mars 1909.

Dalloz, 1909, II, 353.

M. Dupuich, avocat à la Cour d'appel de Paris, s'est efforcé de justifier cette jurisprudence. Selon lui, il ne suffit pas d'évaluer à 2, 3, 4 ou 5 pour 100 l'incapacité physiologique ou même l'incapacité professionnelle de l'ouvrier, il faut que le juge affirme que cette incapacité doit se traduire normalement par une réduction de salaire de 2, 3, 4 ou 5 pour 100. « Or, dit-il, l'expérience démontre qu'il n'existe guère, dans la pratique, de réductions de salaire aussi minimes. En fait, les salaires ouvriers sont souvent gradués de 5 en 5 centimes par heure, de 50 en 50 centimes par jour; une réduction de salaire ne peut alors être que de 50 centimes au minimum; or, 50 centimes sur un salaire moyen de 5 francs, représentent déjà une réduction de 10 pour 100. Il est donc permis d'affirmer, en pareil cas, que des infirmités chiffrées à 2, 3, 4 ou 5 pour 100 ne correspondent à aucune réduction réelle de salaire, et il faut en conclure que l'ouvrier ne peut alors prétendre à aucune rente (1). »

Les chiffres sur lesquels s'appuie cette argumentation nous paraissent appeler quelques réserves, mais alors même qu'ils répondraient bien à la généralité des cas, nous ne saurions admettre comme rationnelles, les conclusions pour la justification desquelles ils sont produits.

Ainsi que nous l'avons exposé au début de cette

(1) Dalloz 1909, II, 353 en note.

étude, à propos de l'arrêt de la Cour de Paris qui nous a incité à l'entreprendre, les questions se rattachant aux indemnités pour accidents de personnes ne peuvent être traitées comme celles relatives aux indemnités pour dommage matériel. Un fait domine les premières : la personnalité de l'accidenté.

A celui-ci la loi, en harmonie avec la justice, accorde une réparation dont le taux varie suivant le préjudice causé.

C'est là un droit qui ne peut être entamé du fait que l'indemnité due est peu élevée.

Toute restriction portée à ce droit serait d'ailleurs dangereuse.

A quel taux s'arrêtera-t-on pour refuser l'indemnité s'il faut aujourd'hui, pour bénéficier d'une rente, que l'incapacité soit supérieure à 5 pour 100, demain n'exigera-t-on pas que le taux minimum atteigne 7, 8, 9 pour 100?

A la longue, il est vrai, l'ouvrier légèrement blessé finit souvent par recouvrer son ancienne capacité de travail; mais il n'en demeure pas moins qu'un dédommagement lui est dû pour la gêne permanente qui est toujours la conséquence de l'accident.

Indépendamment de ces critiques, il nous faut constater que la disposition qui accorde uniquement la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire est assez dure.

Il peut arriver, qu'en raison de sa mutilation, la

victime, surtout en avançant en âge, ne puisse trouver à s'employer. Dans ce cas, comment se procurera-t-elle le complément pécuniaire nécessaire à sa subsistance?

Le législateur allemand de 1900 a prévu le cas. Lorsque la victime ne trouve plus, après l'accident, la possibilité d'avoir un revenu; lorsqu'elle est réduite à un chômage effectif et involontaire, le Comité directeur de la corporation peut, à titre temporaire, majorer la pension partielle et la porter au taux de la pension complète (art. 9, al. 5).

De même, la loi luxembourgeoise concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents décide :

Art. 6, § 2 la pension comprend :

« En cas d'incapacité partielle, aussi longtemps que celle-ci subsiste, une fraction de la pension totale, dépendant du degré de capacité conservée.

« Aussi longtemps que le blessé est en fait et involontairement sans travail, le Comité directeur de l'Association d'assurance a la faculté de majorer temporairement la rente partielle jusqu'à concurrence de la rente totale. »

La loi grecque du 21 février 1901 ne vise pas le cas où l'ouvrier, atteint d'une incapacité partielle, se trouve sans travail, mais l'indemnité qu'elle alloue à la victime atteinte d'une façon partielle est plus élevée que dans la loi française.

Art. 4.

« La pension à laquelle la victime a droit est égale, si l'incapacité est partielle, au tiers du salaire journalier ou du salaire que recevait la victime. »

Supposons deux ouvriers, l'un Grec, l'autre Français, touchant le même salaire et victimes l'un et l'autre d'un accident entraînant une incapacité permanente et partielle égale à 50 pour 100 :

L'ouvrier grec touchera une rente de. . . 660 fr.
alors que l'ouvrier français ne se verra
alloué qu'une pension de 500 fr.

Il est reconnu que dans le but d'obtenir l'application des dispositions de l'article 3 (2^e et 3^e alinéas), bien des fraudes et simulations sont pratiquées. Tel ouvrier qui monte péniblement jusqu'à l'étude de son avoué, ou jusqu'à la caisse de l'assurance qui lui fait les versements de sa rente, escaladera un quart d'heure plus tard, avec une agileté surprenante, l'impériale d'un tramway.

En cette matière, évidemment, il convient d'agir avec la plus grande réserve, de s'entourer de toutes les garanties nécessaires; mais les mesures de précautions à prendre ne doivent pas faire perdre de vue la situation véritablement pénible dans laquelle se trouvent certains accidentés.

Il ne faut pas que la prudence prime l'humanité.

§ 3. — *Incapacité absolue et permanente.*

La loi de 1898 n'ayant donné aucune définition de l'incapacité absolue et permanente, c'est aux tribunaux qu'incombe le soin de décider si la victime d'un accident de travail se trouve ou non dans cet état. Ils sont unanimes maintenant à reconnaître comme incapacité absolue et permanente toute infirmité incurable qui fait de l'ouvrier, comme on l'a dit au cours des discussions parlementaires, une « non-valeur industrielle absolue », c'est-à-dire une infirmité qui met la victime hors d'état d'exécuter un « travail rémunérateur quelconque (1) ».

C'est ainsi que sont reconnus comme constituant une incapacité absolue et permanente : la démence (2), la cécité complète (3), la perte d'un œil accompagnée de la perte presque totale de la vision de l'autre par suite d'ophtalmie sympathique (4). Pourtant, la perte d'un œil, l'autre œil étant seulement menacé, n'est pas considérée comme incapacité absolue et permanente, étant donné que l'ouvrier peut encore travailler (5).

(1) Sachet, *Traité théorique et pratique de législation sur les accidents du travail*, 3^e édit., t. I, n^o 526.

(2) Lyon, 26 novembre 1902. (*La Loi*, 20 janvier 1903).

(3) Paris, 16 février 1901 (Dalloz, 1901, II, 257.)

(4) Douai, 7 août 1900 (Dalloz, 1901, II, 85. *Pandectes*, 1902, II, 67);

(5) Rouen, 7 avril 1900 (Dalloz, 1901, II, 85; *Pandectes*, 1901, II, 67; *Revue des acc. du travail*, 1900, p. 390).

Sont encore considérées comme incapacités absolues et permanentes : l'impotence d'une main et l'ankylose de trois doigts de l'autre (1), même si la victime était utilisée par charité, à des travaux insignifiants n'exigeant pas d'effort sérieux (2); l'amputation d'une jambe, lorsque l'autre jambe est également fracturée (3), etc.

Lorsque l'ouvrier est atteint d'une infirmité rentrant dans la catégorie des incapacités permanentes et absolues, il a droit, nous l'avons dit, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel.

Le législateur français, dans la crainte de mettre trop de frais à la charge de l'industrie, a commis envers l'ouvrier une véritable injustice. Le patron doit supporter les chances heureuses et malheureuses de son entreprise; l'ouvrier a mis ses bras au service de cette entreprise, il l'a fait vivre par son travail, c'est donc à elle, en retour, à le faire vivre, le jour où, par suite d'un accident du travail, il se trouve atteint d'une incapacité permanente et absolue. L'entreprise, dans cette hypothèse, devrait continuer à verser à l'ouvrier tout son salaire pour deux raisons : la première, dans le but de pourvoir à son entretien ; la seconde pour le dédommager, dans

(1) Limoges, 27 mai 1903 (*Revue des accidents du travail*, 1904, p. 97).

(2) Douai, 4 mars 1902 (*La Loi*, 5 juin 1902; le *Droit*, 28 mai 1902).

(3) Douai, 5 avril 1900 (Sirey, 1901, II, 85; *Pandectes*, 1900, II, 361. *Revue des accidents du travail*, 1900, p. 292).

une faible mesure, des douleurs physiques et morales endurées.

Non seulement, le système consacré par la loi française est injuste, mais il est encore illogique.

Le cas signalé par M. Doizy, député, dans l'exposé des motifs de la proposition de loi qu'il vient de déposer à la Chambre (1), est très fréquent. C'est celui où la victime est, non seulement incapable de travailler, mais encore devenue impotente « au point d'avoir besoin de soins constants ».

M. Doizy voudrait, à juste titre, que, dans ce cas, la rente allouée fût égale au salaire annuel, pour que cette rente puisse servir à rémunérer, tout au moins en partie, les services que la victime est obligée de demander à autrui.

En adoptant une pareille mesure, la France ne ferait que suivre l'exemple de certains pays.

Dans le cas d'incapacité absolue et permanente, la loi allemande du 30 juin 1900 accorde, comme la loi française, une rente égale aux deux tiers du salaire; mais cette loi est plus complète et plus juste, en ce sens qu'elle alloue à l'ouvrier tellement mutilé qu'il ne peut faire usage de ses membres, à l'ouvrier qui a besoin du secours d'une autre personne, une rente « égale à la totalité du salaire ».

(1) Documents parlementaires, 1911, annexe 1104. Séance du 3 juillet 1911.

De même l'article 70 de la loi hongroise du 9 avril 1907 décide : « Si, par suite de l'accident, l'assuré a été frappé non seulement de l'incapacité de travail totale, mais encore de l'incapacité de subsister sans une assistance et des soins continuels, sa pension doit être, pendant la durée de cette incapacité, portée à l'intégralité de la rémunération annuelle qui sert de base à l'indemnité. »

Enfin, en Suisse, la nouvelle loi, plus libérale encore, assure, en cas d'incapacité absolue, une rente égale à 70 pour 100 du gain annuel de l'assuré et, de plus, permet de majorer cette rente jusqu'à concurrence du gain tout entier, si l'état de la victime exige des soins particuliers.

Art. 77.

« Pour une incapacité absolue de travail, la rente est fixée à 70 pour 100 du gain annuel de l'assuré. Si l'infirmité exige des soins de garde et d'autres soins spéciaux, la rente peut être majorée, tant que dure cette situation jusqu'à concurrence du gain entier. »

La loi hollandaise ne prévoit pas le cas qui nous occupe ; mais, comme la loi suisse, elle accorde en cas d'incapacité permanente et absolue une indemnité de 70 pour 100. (Art. 21 de la loi du 2 janvier 1904.)

« Cette pension est égale, pour chaque jour, non compris les dimanches et jours fériés chrétiens pu-

bliquement reconnus, en cas d'incapacité totale de travail à 70 pour 100 du salaire quotidien de l'assuré. »

SECTION II

Accidents mortels.

En cas d'accident mortel doit-on indemniser la famille de la victime? Si oui, est-ce faire œuvre de charité ou de justice?

Telles sont les questions qui pendant de longues années agiterent l'opinion.

Nous ne nous arrêterons pas sur les discussions (1) qui eurent lieu à ce sujet, bien que certaines des théories émises aient eu sur la rédaction de la loi une influence plutôt fâcheuse.

Un des grands griefs formulés contre le principe de l'indemnisation des représentants de la victime était celui-ci : la patron, pour n'avoir pas à payer des indemnités à la famille de l'accidenté, n'emploiera plus que des célibataires (2). Rien de tel ne s'est produit et les patrons ayant été amenés à

(1) *L'Economiste français*, 30 juillet 1898, p. 153; le *Monde économete*, 29 avril 1899; *L'Economiste français*, 15 mai et 17 juin 1899.

(2) Chambres de commerce et Chambres syndicales, année 1897. Séances et travaux, p. 312 et 313.

s'assurer, les Compagnies d'assurances n'ont fait aucune différence dans les tarifs, suivant la situation de famille de l'ouvrier (1).

On avait dit aussi, qu'un ouvrier père d'une nombreuse famille n'attendrait pas que l'âge le rende impuissant devant la misère; que pour lui et pour les siens, il se ferait courageusement mutiler par une machine, certain qu'il serait d'être pensionné. Cette prédiction ne s'est pas non plus réalisée.

L'indemnité allouée aux représentants de la victime n'a rien que de très légitime et de très naturel. Sous l'empire de l'article 1382 du Code civil, les

(1) « Les sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes ne tiennent jamais compte de l'état civil des ouvriers dans la fixation de leurs primes qui sont uniquement proportionnelles à la totalité des salaires payés par les chefs d'entreprise, sans que la personnalité des ouvriers intervienne en quoi que ce soit, dans le calcul, le coefficient de proportionnalité ne dépendant que de l'industrie exercée et de l'installation plus ou moins satisfaisante des ateliers. Lors même que les sociétés d'assurances voudraient abandonner leurs traditions invariables jusques ici, sur ce point, elles ne le pourraient pas, car il serait pratiquement impossible de suivre sans interruption l'état civil de tous les ouvriers attachés à une entreprise, soit à titre permanent, soit à titre temporaire, et de contrôler les déclarations qui seraient faites par les intéressés, notamment au point de vue des mariages et des naissances d'enfants que les ouvriers auraient intérêt à dissimuler. Les industriels associés paient donc exactement la même prime pour les ouvriers, quelle que soit la nationalité ou la situation de famille de ceux-ci. Ils n'ont donc dès lors pas le moindre intérêt à exclure les uns plutôt que les autres. »

(*Bulletin-Office du travail*, avril 1898, p. 358).

enfants ou la veuve de la victime pouvaient réclamer des indemnités en démontrant l'imprudence ou la négligence du patron, étant donné qu'un préjudice matériel résultait évidemment de cette mort qui les privait de leur principal moyen d'existence : le salaire de l'époux ou du père.

Comme on l'a fait remarquer (1), ce serait une législation bien curieuse que celle qui, alors que le droit commun prévoit le défaut de dispositions du défunt (usufruit légal du conjoint), prémunit les héritiers les plus proches contre les dispositions que le *de cuius* aurait pu prendre contre eux (réserve des ascendants et des descendants), ne se préoccuperait pas, en cas d'accident suivi de mort, du sort des ayants-droit de la victime, tout au moins de ceux auxquels cette dernière procurait les moyens d'existence.

La loi du 9 avril 1898 n'a pas voulu laisser sans ressources la famille des accidentés ; mais, comme nous le verrons, c'est d'une façon étroite qu'elle a fixé le chiffre des indemnités et déterminé le nombre des ayants-droit.

Nous subdiviserons également cette deuxième section en trois paragraphes dans lesquels nous étudierons :

§ 1. Les dispositions relatives au conjoint.

(1) Dormand, *Attributions des indemnités quand la victime est morte des suites de l'accident*, p. 26.

§ 2. Les dispositions relatives aux enfants.

§ 3. Les dispositions relatives aux ascendants et aux descendants.

§ 1^{er}. — *Le conjoint.*

En cas d'accident suivi de mort, l'article 3, alinéa A, paragraphe 6 de la loi du 9 avril 1898, accorde au conjoint survivant une rente viagère égale à 20 pour 100 du salaire annuel de la victime, mais sous réserve de trois conditions :

I. — *Il est nécessaire que le conjoint survivant ne soit ni divorcé, ni séparé de corps.*

Au premier abord, cette condition semble on ne peut plus logique. Le but du législateur, on le sait, a été de remplacer pour le conjoint survivant le secours que lui apportait la victime par son salaire ; or, la vie commune ayant cessé, les époux menant chacun une vie indépendante, l'indemnité ne se conçoit plus.

Mais est-il équitable que le conjoint au profit duquel le divorce ou la séparation de corps a été prononcé, soit traité de la même manière que l'époux dont la conduite coupable a motivé la sentence du tribunal ?

Les projets de 1888 et de 1893 étaient conçus dans un esprit plus large, ils enlevaient bien, en principe, tout droit à indemnité au conjoint divorcé ou

séparé de corps, mais ils réservaient l'hypothèse où le jugement avait été prononcé en faveur d'un des époux. En pareil cas, le droit de celui-ci à la rente était formellement maintenu.

Il est aussi à noter que la simple séparation de fait n'entraîne pas la déchéance du droit à la pension. En vain, le 28 octobre 1897, M. Laroche-Joubert voulut-il assimiler le conjoint séparé de fait à celui qui l'est de droit, son amendement fut repoussé par la Commission. C'est ainsi que l'on voit couramment, comme l'avait prédit M. Chardiny : « Une femme honnête qui a obtenu le divorce contre son mari, rester sans ressources ; d'autre part, la femme qui a quitté son mari, et qui vit maritalement avec un autre, tirer profit du décès de son mari (1) ».

Cette situation méritait d'être prise en considération et certaines législations n'ont pas manqué de le faire.

En Autriche, la loi du 28 décembre 1887, article 7, déclare : « Aucun droit n'appartient au conjoint qui, par sa faute, ne mène point la vie commune. »

En Hongrie, la loi sur l'assurance des travailleurs de l'industrie et du commerce contre la maladie et les accidents du 9 avril 1907 décide :

Art. 72.

« La femme qui est également séparée ou qui a

(1) Chambre, 28 octobre 1897, Débats parlementaires, p. 2221.

vécu séparée de son mari durant une année au moins, immédiatement avant la mort de celui-ci, ne peut réclamer une indemnité que si une décision judiciaire lui a reconnu un droit à des secours alimentaires. Dans ce cas, la pension d'accident est au plus égale aux secours alimentaires. »

De même l'article 8, 5^e alinéa, de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 dispose :

« La pension peut être refusée totalement ou partiellement à l'épouse qui vit volontairement séparée de son mari, au moins depuis une année avant l'accident, et qui subvient à son entretien sans l'assistance de celui-ci. »

II. — *Il faut que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.*

Sans cette disposition, on aurait pu voir l'ouvrier victime d'un accident mortel se laisser entraîner, sans autre motif que des suggestions intéressées, à contracter un mariage *in extremis*, dans le but d'assurer à son conjoint le bénéfice de l'indemnité établie par la loi.

Toutefois, nous pensons qu'il devrait être fait une exception si le mariage devait entraîner la légitimation d'enfant.

Pour des motifs d'ordre supérieur qui seront exposés au paragraphe 2 relativement à la reconnaissance des enfants, il y aurait, selon nous, un

intérêt majeur à faire fléchir la loi dans ce cas.

III. — *Il faut que le conjoint survivant ne contracte pas un nouveau mariage, sinon, à titre d'indemnité totale, il lui est alloué un capital représentant trois années de rente.*

Pour justifier cette disposition, on fait valoir que le préjudice causé par la mort du premier mari se trouve réparé (1), puisque le nouvel époux va apporter des ressources dans le ménage.

On ne peut méconnaître la valeur de cet argument; mais quelque fondé qu'il soit, il n'en demeure pas moins que la disposition en cause constitue une véritable prime à l'immortalité; ses conséquences pouvant être évitées par le fait d'une union irrégulière.

Une solution aussi regrettable serait-elle écartée, si la loi édictait une simple réduction de la rente?

Nous ne le croyons pas; pour nous, ce n'est pas de ce côté qu'il faudrait porter les recherches; car, pour échapper à la réduction de la rente tout comme pour éviter sa suppression, certains n'hésiteraient pas à se soustraire aux lois de la morale.

Etant donné qu'on résiste difficilement à la tentation de toucher un capital relativement important, le remède ne serait-il pas plutôt dans l'augmentation du chiffre de l'indemnité?

(1) Parmentier, *Droits de la famille sur l'indemnité en cas d'accident*, Thèse, Paris, 1904.

A part l'Italie, dont la loi du 29 juin 1903 décide qu'à défaut d'aucun parent de la victime, le conjoint aura droit à l'intégralité de l'indemnité (cinq fois le salaire annuel de la victime) (1), les autres législations sont en majorité semblables à la nôtre sur le point considéré. Quelques-unes cependant sont plus libérales.

La loi hollandaise du 2 janvier 1901 accorde, en effet, 30 pour 100 du salaire de base jusqu'au décès ou remariage. (Art. 24, §§ 1 et 2.)

La nouvelle loi helvétique du 13 juin 1911 accorde aussi à la veuve de la victime une rente de 30 pour 100 durant sa viduité jusqu'à son remariage, époque à laquelle la rente est convertie en une indemnité totale égale au triple de son montant annuel. (Art. 88.)

§ 2. — *Les Enfants.*

L'article 3 ne fait aucune distinction entre les enfants légitimes et les enfants naturels. Cela se comprend aisément puisqu'il s'agit dans l'espèce d'accorder des aliments à défaut desquels les intéressés ne pourraient vivre sans tomber à la charge de l'Assistance Publique.

De même, aucune différence de traitement ne paraît exister entre les enfants naturels simples et les

(1) *Revue du travail*, 1903.

enfants adultérins ou incestueux. On peut donc admettre ces derniers à l'indemnité quand leur filiation a pu être prouvée (1), c'est-à-dire, quand une action en désaveu, ou l'annulation pour bigamie ou inceste d'un mariage contracté sans bonne foi, aura établi l'existence de cette filiation.

Mais, pourquoi exiger que les enfants naturels soient reconnus avant l'accident? C'est pour éviter, dira-t-on, que la victime reconnaisse comme siens des enfants ne lui appartenant pas.

La loi ne s'écarte d'un danger que pour retomber dans un autre, plus grave à notre avis.

La reconnaissance d'un enfant naturel est un devoir dont la loi doit encourager l'accomplissement; or, il est clair que la victime d'un accident voyant qu'une reconnaissance tardive ne profitera pas pécuniairement à son enfant, ne sera pas incité à accomplir, en faveur de ce dernier, un acte qui, en dehors du droit à l'indemnité, lui procurerait l'avantage d'être doté d'un état civil.

Il est à regretter que, dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, une question d'ordre pécuniaire ait primé une question d'ordre moral.

Il faut encore mentionner comme pouvant bénéficier du régime de la loi de 1898 les enfants adoptifs, ceux-ci ayant tous les droits des enfants légitimes.

(1) Cf. Planiol, *Droit civil*, tome I, n° 2286.

Evidemment, il ne peut s'agir ici que des enfants adoptés par testament, après avoir été, suivant l'article 366 du Code civil, en état de tutelle officielle puisque, pour être pris en adoption, l'enfant doit être majeur, et que, d'après l'article 3 de la loi de 1898, l'indemnité n'est versée à l'enfant que jusqu'à l'âge de seize ans.

L'article 3 pourrait, sans danger, être appliqué d'une façon très libérale, car il ne prévoit que l'allocation de rentes minimales et dont le service est appelé à cesser rapidement.

Le taux des indemnités allouées aux enfants, et ce jusqu'à seize ans, comme nous l'avons déjà dit, est en effet celui-ci :

A. — Enfants orphelins de père ou de mère.

La rente est dans ce cas de 15 pour 100 du salaire de la victime s'il n'y a qu'un enfant;

25 pour 100 du salaire de la victime s'il y en a deux;

35 pour 100 du salaire de la victime s'il y en a trois;

40 pour 100 du salaire de la victime si le conjoint décédé laisse quatre enfants ou un plus grand nombre.

B. — Enfants orphelins de père et de mère.

Chaque enfant a droit à 20 pour 100, et s'il y en a plus de trois, l'ensemble des rentes ne peut dépasser 60 pour 100.

La loi ne règle pas d'une manière explicite la

situation faite à la famille d'un ouvrier qui meurt à la suite d'un accident du travail, laissant une veuve, plus quatre enfants d'un premier lit et quatre enfants d'un second lit.

Le maximum de 60 pour 100 relatif aux rentes, jouera-t-il dans ce cas ?

On l'a soutenu (1), mais à tort, croyons-nous.

La loi traite, en effet, différemment du conjoint, ensuite des enfants simplement orphelins, enfin des enfants doublement orphelins. Elle sépare donc l'hypothèse du conjoint de l'hypothèse où il y a des enfants et, conséquemment, les deux maxima fixés pour le conjoint et pour les enfants doivent jouer séparément (2).

(1) Tribunal de Compiègne, 26 décembre 1900. S., 1901, II, 216.
Tribunal de Rennes, 22 janvier 1901, S., 1901, II, 217.

Circulaire ministérielle, 10 juin 1899.

(2) Tribunal de Nantes, 18 juin 1900 :

« Attendu que nulle part le législateur ne laisse percer l'idée d'un concours ou d'un rapprochement quelconque entre les ayants-droit de l'une des catégories A, B et C; que si, en effet, sous la lettre C, il parle d'une réduction proportionnelle, c'est entre les ayants-droit de cette catégorie seulement qu'il l'opère, puisqu'il prend soin de le spécifier; que, du reste, il est bien entendu que les ayants-droit du paragraphe 6 ne seront appelés à recueillir quoi que ce soit que dans le cas où il n'existerait pas d'ayants-droit dans les deux autres catégories.

« Attendu qu'il résulte de là que chaque paragraphe contient la réglementation bien distincte, une loi séparée s'appliquant chacune à des droits et intérêts spéciaux; qu'il serait dès lors arbitraire de mélanger et faire concourir entre elles des catégories que le législateur a pris soin de désunir si complètement; que d'ailleurs l'indem-

Quand vers 1902, le législateur voulut refondre la loi de 1898, il proposa de fixer à 60 pour 100 le maximum des rentes à allouer aux enfants, de telle façon que ces rentes ajoutées à celles du conjoint ne pussent dépasser le maximum de 80 pour 100. La Commission d'assurances et de prévoyance sociales rejeta cette proposition et interpréta l'article 3, paragraphes A et B de la façon suivante :

« La situation de la veuve est, sans aucun doute, réglée par le paragraphe A, lequel lui attribue une rente viagère de 20 pour 100. Restent en

nité forfaitaire établie pour chaque catégorie a manifestement été calculée (bien ou mal, peu importe), selon des besoins présumés à chaque ordre, que notamment, celle des enfants orphelins de père et de mère est plus élevée à raison de la détresse plus grande dans laquelle doivent les placer non seulement leur minorité, mais encore la mort de leur dernier parent; qu'au contraire, les enfants orphelins de père ou de mère seulement, qui ont encore naturellement soit leur mère, soit leur père, lui-même titulaire d'une rente viagère et qui peuvent participer à ce secours, reçoivent une indemnité moins importante.

« Attendu que, dans ces conditions, la rente de 20 pour 100 attribuée au conjoint survivant ne pourra pas être influencée par la rente voisine et par suite entamée, puisqu'elle est déterminée abstractivement, mais que la rente des enfants, également déterminée à part, ne pourra pas davantage être diminuée; que si, à cet égard, tout le monde est d'accord en ce qui concerne le conjoint, on ne voit pas pourquoi les enfants dont les droits sont réglés d'une façon aussi indépendante que le sont ceux du conjoint, auraient à abandonner quelque chose de leurs droits, quand ils trouvent à côté d'eux un conjoint survivant; que cet abandon serait même absolument étrange, pour ne pas dire absurde, au cas où il s'agirait d'enfants d'un premier lit... »

présence les enfants du premier et du second lit.

« Les divers alinéas du paragraphe B donnent les règles suivant lesquelles leurs situations respectives doivent se liquider. Aucune confusion ne peut s'établir entre ces deux groupes d'enfants dont l'état social est absolument distinct. Les enfants du second lit restant unis autour de leur mère qui est leur tutrice naturelle; les enfants du premier lit étant doublement orphelins, c'est-à-dire, en fait, souvent isolés, quelquefois abandonnés. »

Par l'application de ce principe, le fait a été relevé, les membres d'une famille pourraient recevoir une rente de 120 pour 100 du salaire annuel de la victime (1).

Cela est vrai, mais comme le faisait remarquer le rapporteur de la loi de 1902, M. Mirman, il n'y aura, en définitive, que 20 pour 100 de rente viagère; les autres rentes seront temporaires, elles disparaîtront,

(1) Conjoint, 20 pour 100; enfants simplement orphelins, 40 pour 100; enfants doublement orphelins, 60 pour 100 :

« Une interprétation judaïque conduirait à admettre que le législateur autorise, en cas de concours entre les enfants du premier lit et ceux du second, le cumul du maximum de pension de 60 pour 100 afférent aux orphelins de père et de mère et de celui de 40 pour 100 afférent aux orphelins d'un seul parent, ce qui, ajouté à la rente de la veuve, porterait le total des ayants-droit à 120 pour 100 du salaire de la victime. Un tel résultat est manifestement contraire aux vœux de la loi. »

(Sachet, *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, p. 420.)

les unes après les autres, quand les enfants atteindront leur seizième année.

Il est encore un point controversé : la rente accordée aux enfants a-t-elle un caractère individuel ou un caractère collectif ?

Un ouvrier meurt, victime d'un accident du travail, en laissant six enfants doublement orphelins; ceux-ci, d'après la loi, recevront le maximum : 60 pour 100.

En pareil cas, la part proportionnelle revenant à chaque enfant — soit 10 pour 100 — disparaîtra-t-elle au fur et à mesure que cessera pour chacun d'eux le droit à la rente ou, au contraire, cette part devra-t-elle continuer à être payée au bénéfice des ayants-droit restants, dans la limite, bien entendu, du taux des indemnités prévues par la loi ?

M. Cabouat (1) a défendu le premier système, lequel, cependant, nous paraît difficilement acceptable.

« Pour les familles nombreuses surtout, il condui-

(1) « Les indemnités allouées par la loi le sont à titre purement individuel et sans possibilité de reversion sur les survivants; il est d'un grand intérêt à l'observer, car tout autres seraient les obligations des chefs d'industrie, s'ils étaient tenus de servir à l'ensemble des enfants laissés par l'ouvrier décédé une rente fixée d'après leur nombre global, au lieu de n'être redevables que d'un certain nombre de rentes individuelles égales au nombre même de ces enfants. »

(Cabouat, *Traité des accidents du travail*, p. 372.)

rait, ainsi que l'a fait remarquer M. Sachet (1), aux résultats les plus iniques : neuf orphelins de père et de mère, ayant eu leur rente fixée à 60 pour 100 du salaire de la victime, la verraient diminuer du neuvième au décès ou à la majorité de chacun de leurs frères ou sœurs, de telle sorte que les trois plus jeunes survivants arriveraient à toucher, à eux trois, une rente de 20 pour 100 seulement, au lieu de 60 pour 100 que leur alloue le tarif. »

Est-ce à dire que le patron se verra, de ce fait, dans l'obligation de verser 60 pour 100 tant qu'il restera un ayant-droit à la rente? Nullement, à chaque circonstance modifiant la situation juridique des ayants-droit, un règlement interviendra pour déterminer la part revenant à chaque enfant restant bénéficiaire d'une rente.

« Ainsi, dit M. Sachet, tant que le nombre des ayants-droit restants sera au moins égal à quatre pour les orphelins d'un seul parent ou à trois pour les orphelins de père et de mère, il y aura accroissement total de la part éteinte, en ce sens que, malgré la diminution du nombre des ayants-droit, le montant général de la rente ne sera pas amoindri.

« Au-dessous de trois, les orphelins de père et de mère subiront le retranchement intégral d'une part d'enfant, c'est-à-dire de 20 pour 100 au fur et à

(1) Sachet, *op. cit.*, p. 339.

mesure de l'extinction d'un droit. Au dessous de quatre, les orphelins d'un seul parent ne subiront qu'un retranchement partiel, la tarification légale ne suivant pas une progression exactement proportionnelle au nombre des ayants-droit (1). »

Enfin il arrive, trop souvent, hélas ! que le père ayant abandonné le domicile conjugal, c'est la mère qui subvient aux besoins de ses enfants. Si cette dernière est victime d'un accident, quel sera le sort réservé aux enfants ? Seront-ils considérés comme orphelins de mère seulement, bien que le père ne veuille pas s'occuper d'eux ? Oui, aux termes de la loi française, sur le caractère injuste de laquelle il est inutile d'insister.

La loi hongroise du 9 avril 1907, dont il a déjà été fait mention, n'est pas tombée dans ce défaut.

L'article 72 décide en effet :

« Les enfants d'une femme assurée dont le conjoint a cessé la vie commune et n'a pas entretenu ses enfants, doivent être, en cas de mort accidentelle de cette femme, considérés comme orphelins de père et de mère au point de vue de la détermination de la pension. »

De même, la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902, article 8, *in fine*, décide que la pension sera accordée aux orphelins d'une épouse assurée tuée par acci-

(1) Sachet, *op. cit.*, p. 340.

dent lorsque le mari aura abandonné sa femme sans s'occuper de son entretien.

Il y aurait également beaucoup à dire sur cette présomption du législateur, qu'à l'âge de seize ans, l'enfant peut se suffire à lui-même.

Il est fort douteux qu'un adolescent de seize ans puisse subvenir à ses besoins et, pour notre part, nous considérons comme hasardée l'opinion émise au Sénat, le 15 mars 1898, par M. Le Cour de Grandmaison, qu'à seize ans un jeune ouvrier peut déjà subvenir à ses besoins et trouver partout, sinon à toucher de gros salaires, du moins à gagner sa nourriture; que même, dès l'âge de quinze ans, certains gagnent non seulement leur vie, mais encore celle de leur mère.

A cette occasion, il convient, selon nous, de faire remarquer que notre législation ne fait aucune différence au sujet des indemnités entre les garçons et les filles, alors que, cependant, ces dernières ont assurément plus de difficultés que les premiers à gagner elles-mêmes leur vie.

Le législateur grec a, dans la loi du 21 février 1901, établi une distinction suivant que le défunt a laissé des filles ou des garçons.

« Article 7. — Les enfants du sexe masculin ne reçoivent pas la pension après l'accomplissement de l'âge de seize ans, les enfants du sexe féminin, à partir de leur mariage. Toutefois, les enfants du

sexe féminin reçoivent la pension d'une année, à titre de dot, le lendemain de leur mariage. »

La législation italienne ne fait pas semblable distinction, mais la disposition qu'elle a adoptée relativement aux droits des enfants est plus libérale que celle en vigueur dans notre pays.

Il est dit, en effet, dans l'article 9 *bis* de la loi du 29 juin 1903, que si le défunt laisse des fils légitimes ou naturels âgés de moins de dix-huit ans, ou incapables de travailler, par suite d'un défaut physique ou intellectuel, l'indemnité leur sera dévolue.

Il ne nous reste plus qu'à signaler un point laissé dans l'ombre par notre législation des accidents du travail.

Lorsqu'un ouvrier, mort victime d'un accident, laisse sa veuve enceinte, à partir de quel moment l'enfant né viable aura-t-il droit à la rente?

En l'absence de texte sur ce point, les tribunaux ont émis les opinions les plus diverses.

Les uns estiment que la rente ne doit courir qu'à partir du jour de la naissance (1), d'autres plus humains décident qu'elle doit être allouée à partir du jour de l'accident (2).

Il y aurait avantage à sortir de cette incertitude fâcheuse qui n'est pas sans léser les intérêts de certaines familles.

(1) Paris, 22 février 1901. D., 1901, II, 308.

(2) Dunkerque, 2 mars 1900. D., 1901, II, 308.

§ 3. — *Ascendants et descendants.*

Lorsque la victime d'un accident du travail ne laisse ni conjoint, ni enfants dans les termes des paragraphes A et B, mais des ascendants et des descendants, ceux-ci peuvent avoir droit à une indemnité.

Une remarque préliminaire s'impose : la loi ne parle pas des ascendants ou des descendants naturels de la victime. Malgré cette omission, on s'accorde aujourd'hui à reconnaître que ces personnes doivent bénéficier de la rente allouée par la loi de 1898, si toutefois la reconnaissance de l'enfant naturel, victime de l'accident, est antérieur à cet accident (1).

Le droit à une indemnité des ascendants et des descendants est subordonné à deux conditions :

I. Il faut que le de cujus n'ait laissé ni conjoint, ni enfants;

II. Il faut que les ascendants et descendants aient été à la charge de la victime de l'accident.

Nous étudierons les conséquences des dispositions de la loi, d'abord en regard des ascendants, puis en regard des descendants.

(1) Nantes, 18 juin 1900. S., 1901, II, 53. *Gaz. Pal.*, 6 juillet 1900; Cambrai, 5 juillet 1900. *Gaz. Pal.*, 13 juillet 1900; Dax, 9 août 1900. *Gaz. Pal.*, 10 novembre 1900; Montauban, 16 février 1900. S., 1901, II, 53; Seine, 5 mars 1902. *Gaz. Trib.*, 1903, II, 464; Nancy, 19 novembre 1903, *Revue judiciaire des accidents du travail*, mai 1904, p. 180.

A. — *Les Ascendants.*

I. — *Absence de conjoint et d'enfants.*

La présence de conjoint ou d'enfants enlève aux ascendants tout droit à une indemnité, toutefois, une circulaire ministérielle (1) rappelle que « la présence d'un conjoint divorcé ou séparé de corps n'enlèverait pas aux ascendants leur droit à une indemnité », qu'il « en serait de même dans le cas où la victime ne laisserait que des enfants tous majeurs de seize ans ».

Certains auteurs se sont élevés contre l'interprétation donnée par cette circulaire, qui, d'après eux, donnerait à la loi un caractère beaucoup trop large.

Tel n'est pas assurément notre avis et nous sommes plutôt tentés de regretter avec un autre auteur (2) que la circulaire précitée n'ait pu, en présence du texte formel de la loi, prévoir comme donnant droit à une indemnité, le cas d'un ouvrier dont le conjoint aurait abandonné le domicile conjugal et qui, par suite, ne recevrait de soins que de son ascendant, à la subsistance totale duquel il pourvoyait en échange.

Pour remédier à la situation précaire faite aux ascendants, en cas de présence de conjoint ou

(1) Circulaire du Garde des Sceaux, 10 juin 1899.

(2) Vassart, la *Loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail*, n° 373-b.

d'enfants, M. Laroche-Joubert avait demandé (1) à la Chambre des députés que même dans ce cas une indemnité fût accordée aux ascendants.

Cette proposition ne fut pas acceptée.

Cette exclusion se comprend d'autant moins que la deuxième des conditions requises pour que les ascendants aient droit à une indemnité, limite singulièrement les cas d'application de la loi.

II. — *Nécessité d'être à la charge de la victime de l'accident.*

Rien de plus légitime, sans doute, de n'accorder des rentes qu'à ceux qui sont dans le besoin, mais en imposant pareille condition, à combien de procès n'ouvrait-on pas la porte? « Que les ascendants ou descendants soient à la charge de la victime, c'est là une question de fait que le juge apprécie souverainement » — dit la Cour de cassation — (2); or, à ce point de vue, les plus grandes divergences d'interprétation se sont manifestées.

Des tribunaux décideront qu'il suffit, pour avoir droit à l'indemnité prévue par la loi, que les parents de la victime soient dans une situation telle qu'ils aient été en droit de réclamer au défunt une pension alimentaire (3).

(1) *Journal officiel*, Débats parlementaires, 28 octobre 1897.

(2) Cassation, 24 avril 1903, S., 1904, I, 165. — *R. T.*, 1903, p. 237.

(3) Seine, 14 février 1900. Sirey, 1900, II, 177.

Quelques-uns estimeront qu'être dans le besoin ne suffit pas, mais qu'il faut encore que les parents aient au moins réclamé du défunt une pension alimentaire (1).

D'autres iront plus loin et déclareront que pour être dans le besoin, il faut avoir effectivement reçu des secours de la victime (2).

Certains, enfin, jugeront que remettre son salaire en totalité ou en partie à ses parents ne suffit pas à établir que ceux-ci étaient dans le besoin (3).

Les juges, dans la pratique, se heurtent à des difficultés insurmontables, ils sont obligés de rechercher à quel emploi l'argent versé par la victime à ses parents a été affecté, pour quelle part il est entré dans la vie commune, s'il a simplement amélioré la situation de la famille ou si, au contraire, il était indispensable pour assurer son pain quotidien.

Cette sévérité se comprendrait si la loi accordait des indemnités considérables. Mais il n'en est rien; la rente allouée à chacun des ascendants aptes à bénéficier de la législation est fixée à 10 pour 100 du salaire annuel, sans que l'ensemble des rentes ainsi attribuées puisse excéder 30 pour 100. Par

(1) Lyon, 24 février 1900. Sirey, 1900, II, 177. *Gaz. Pal.*, 1900, I, 577. Sachet, 3^e édit., *op. cit.*, p. 589.

(2) Nancy, 17 janvier 1900. Sirey, 1900, II, 177.

(3) Corbeil, 31 janvier 1900. S., 1900, II, 177.

conséquent, s'il y a quatre ascendants, ils auront chacun 7 fr. 50 pour 100 de rente.

Quoi qu'il en soit, à la faveur du texte actuel, on arrive à des solutions choquantes.

Ainsi, la mort sur le chantier de travail d'un fils célibataire ne donne droit pour le père et pour la mère à aucune indemnité, même si le patron a commis une faute inexcusable, même s'il a eu dans la catastrophe une responsabilité personnelle et directe.

Par ailleurs, si la victime d'un accident mortel laisse un enfant de quinze ans et aussi son père et sa mère, ces derniers sans ressources, le patron aura, en raison de l'âge de l'enfant doublement orphelin, à verser une annuité unique de 20 pour 100. Quant au père et à la mère de la victime, ils n'auront droit à aucune indemnité quel que soit leur âge, voire même leurs infirmités.

Ces conséquences de la loi sont trop contraires à l'équité pour avoir été acceptées sans protestations.

MM. Defontaine et Pasqual, députés, se sont fait l'écho des plaintes formulées. Depuis 1909, ils demandent (1) chaque année que la législation des

(1) « La loi de 1898, — écrivent-ils dans l'exposé des motifs de leur proposition de loi, — est plutôt préjudiciable aux droits du père et de la mère qu'elle prive d'un secours éventuel; ceux-ci, en effet, sont en droit d'espérer l'assistance de leurs enfants; n'arrive-t-il pas

accidents du travail soit modifiée, en ce qui concerne le droit des ascendants. Ils voudraient que, sur ce point, notre législation fût siennes les dispositions, en vertu desquelles la loi hongroise (1) ne fait pas état de l'existence des descendants pour enlever aux ascendants tout droit à indemnité (2).

Espérons que nous entrerons bientôt dans cette voie; par l'exemple qu'elle donnait hier, la Suisse (3) semble nous y inviter.

que des parents ont fait d'énormes sacrifices pour l'avenir de leur enfant, pour lui assurer un métier, mettant sur lui leur espoir; si un accident enlève l'enfant à leur affection, ils gagneront peut-être encore leur vie, mais que deviendront-ils au moment où ils seront forcés de quitter leur travail, fatigués par l'âge ou perclus par les infirmités? Est-ce qu'en dehors du préjudice moral causé par l'accident, on ne leur doit pas la réparation du préjudice matériel qui menace toujours, à la suite d'un accident de travail qui a causé la mort de l'enfant, les parents devenus infirmes et paralysés par l'âge? »

(*Journal officiel*, Sess. ord., 1910. Doc. parl., p. 464.)

(1) « Les parents et les grands-parents, dont la victime assurait la subsistance pour la plus large part, reçoivent ensemble jusqu'à leur mort ou à la cessation de leur état d'indigence, une pension annuelle égale à 20 pour 100 de la rémunération annuelle de la victime. » (Loi du 9 avril 1907, art. 73.)

(2) D'après M. Basly, semblable disposition aurait en outre l'avantage d'aider à la prévention des accidents, souci qui peut passer au second plan, si le patron n'emploie que des célibataires.

(Voir *Journal officiel*, Sess. ord., 1910. Doc. parl., p. 464.)

(3) Loi du 13 juin 1911, art. 86.

« Les ascendants en ligne directe ont droit, leur vie durant, à une rente totale de 20 pour 100 du gain annuel de l'assuré; cette rente se répartit par tête entre tous les ayants-droit. »

B. — *Les Descendants.*

Par « descendants » l'article 3, alinéa 6, entend désigner les descendants autres que les enfants, c'est-à-dire les petits-enfants et arrière-petits-enfants de la victime.

Les descendants ont droit comme les ascendants, en concours avec eux et aux mêmes conditions (1), à une rente de 10 pour 100 du salaire de la victime.

L'ensemble de ces indemnités ne peut dépasser 30 pour 100.

Supposons qu'au jour du décès de la victime, il existe quatre ascendants et quatre descendants, chacun d'eux obtiendra une rente égale à 30/8, soit 3 fr. 75 pour 100.

En évaluant le salaire annuel à 2.000 francs par an, l'indemnité consistera dans le paiement aux ascendants jusqu'à leur décès, aux descendants jusqu'à l'âge de seize ans, d'une rente annuelle de 75 francs !

Malgré la modicité de l'allocation accordée dans le cas dont il s'agit, il n'existe pas de trace d'initiative parlementaire tendant à en relever le taux. D'ailleurs, on ne peut guère citer comme tentative

(1) Savoir :

1^o Que le descendant ait été à la charge de la victime au moment de l'accident ;

2^o Que la victime n'ait laissé ni conjoint ni enfants.

faite en faveur des descendants que la proposition déposée sur le bureau de la Chambre des députés, le 9 juin 1910, par MM. Defontaine et Pasqual (1) et tendant à faire accorder une rente aux petits-enfants orphelins, même quand la victime laisse un conjoint et des enfants.

D'après les auteurs de cette proposition, le montant total des rentes ainsi accordées ne pourrait dépasser 15 pour 100.

Sans nous arrêter sur la question si complexe de la quotité de la rente, il faut reconnaître que la proposition de MM. Defontaine et Pascal est très rationnelle.

Si la victime avait laissé un avoir, les petits-enfants toucheraient sur cet avoir la part leur revenant. La victime, malheureusement, n'a rien laissé; elle n'avait, pour secourir ses petits-enfants, que le produit de son travail; celui-ci cessant, par suite de l'accident, il semble qu'en toute justice les pauvres orphelins ont droit à une aide qui leur permette d'atteindre le jour où ils pourront commencer à pourvoir eux-mêmes à leur subsistance.

Les déficiences de notre législation sur ce point ne se rencontrent pas en Hongrie.

Dans ce pays, la loi du 9 avril 1907 dispose que les petits-enfants orphelins de père et de mère, dont

(1) Proposition du 9 juin 1910. Doc. parl., 1910. Sess. ord., n° 14.

la victime assurait la subsistance pour la plus large part, recevront ensemble, jusqu'à l'accomplissement de leur seizième année, une pension annuelle égale à 20 pour 100 de la rémunération annuelle de la victime.

Bien avant, la loi belge du 24 décembre 1903 allouait une rente temporaire égale à 30 pour 100 du salaire annuel de l'accidenté, aux petits-enfants âgés de moins de seize ans dont la victime était le soutien.

Là encore, nous sommes devancés.

CHAPITRE III

FRÈRES ET SŒURS SOUTIENS DE FAMILLE

La classe ouvrière offre souvent le tableau consolant de famille où, le père et la mère disparus, ce sont les aînés qui procurent le pain quotidien à leurs jeunes frères et sœurs.

Si, en pareil cas, les aînés sont atteints d'une incapacité de travail ou s'ils sont victimes d'un accident mortel, les plus jeunes se voient privés de tout moyen d'existence, soit momentanément, soit jusqu'au moment où ils pourront gagner leur vie.

Cependant, la législation sur les accidents de travail n'accorde à ces derniers aucune indemnité sous le prétexte, qu'« à vouloir prévoir toutes les situations nombreuses et variées » et à vouloir « étendre le cercle des bénéficiaires éventuels de la loi à des personnes envers lesquelles la victime n'aurait jamais eu, si elle avait survécu, d'obligation légale », on risquerait de « heurter et de modifier profondément l'esprit général de la loi de 1898 ».

La perspective de voir « modifier profondément l'esprit général de la loi de 1898 » n'est pas une

éventualité qui puisse effrayer, du moment où les mesures qui occasionneraient la modification seraient de nature à orienter cette loi vers une plus grande justice sociale.

Or, qui oserait nier que l'insertion, dans la loi dont nous nous occupons, de dispositions en faveur des enfants soutenus par leur frère ou sœur aîné n'aurait pas pour conséquence de procurer semblable résultat (1)?

C'est dans cet ordre d'idées, sans doute, que M. Mirman déposait sur le bureau de la Chambre, le 11 décembre 1900, une proposition de loi ainsi conçue : « Si la victime ne laisse ni conjoint, ni enfant, ni ascendant, mais des frères ou sœurs d'un âge moindre, qu'elle a pris à sa charge, chacun de

(1) « Ces raisons juridiques sont très fortes à l'encontre de l'extension du cercle des bénéficiaires, il n'en apparaît pas moins qu'il y a là une lacune regrettable, qu'ici en particulier, les considérations humanitaires doivent l'emporter sur les considérations juridiques, surtout si l'on considère qu'il n'est pas tout à fait exact que l'énumération des bénéficiaires de pensions viagères soit identique à celle des personnes bénéficiant de l'obligation légale de fourniture d'aliments. Les gendres et belles-filles doivent les aliments à leurs beaux-parents, ils n'ont point droit à une pension, l'exception va de soi; mais les parents eux-mêmes n'y ont droit qu'à la charge de prouver que leur fils était réellement leur soutien. Puisque le principe a subi des atteintes qui en limitent l'application dans une certaine mesure, pourquoi ne pas le faire fléchir en faveur d'une situation d'autant plus intéressante qu'elle est plus rare? »

(Rabault, *la Réforme de la législation française en matière d'accidents du travail*, Thèse, 1904, p. 109)

ceux-ci recevra l'indemnité accordée par le paragraphe B du présent article aux enfants qui, par le fait de l'accident, deviennent doublement orphelins. »

Cette proposition a été repoussée, mais la pensée qui en fait l'objet a été reprise, exprimée en d'autres termes, par M. Desfontaines (1).

Cette dernière proposition, déposée sur le bureau de la Chambre des députés le 8 juillet 1909, n'est pas encore venue en délibération.

Parmi les législations en vigueur, on en peut citer qui contiennent des dispositions relatives aux frères et sœurs de la victime d'un accident.

En Suisse, la loi fédérale du 13 juin 1911 ne laisse pas les frères et sœurs en dehors de son champ d'application.

« Article 86. — Les frères et sœurs, jusqu'à l'âge de seize ans, ont droit à une rente totale de 20 pour 100 du gain annuel de l'assuré, cette rente se répartit par tête entre tous les ayants-droit. »

La loi italienne de 1903, article 5, accorde, à défaut d'enfants légitimes ou naturels, de descen-

(1) « Lorsqu'il n'y a ni conjoint, ni enfant, ni ascendant, ni descendant dans les termes des paragraphes A, B et C, chacun des frères et sœurs recevra une rente viagère payable jusqu'à seize ans, cette rente sera égale à 10 pour 100 du salaire annuel de la victime, sans que le montant des rentes ainsi obtenu puisse dépasser 30 pour 100. »

(*Journal officiel*, 1909. Doc. parl., Chambre, Annexe 1954, p. 480.)

dants ou d'ascendants, aux frères et sœurs jusqu'à dix-huit ans, une rente dont le capital constitutif représente cinq fois le salaire annuel.

De même la Russie, dans sa loi du 15 juin 1903, article 12, paragraphe *d*, accorde aux frères et sœurs orphelins à la charge de la victime, une pension viagère égal à un sixième du gain annuel de la victime, jusqu'à l'âge de quinze ans révolus.

La loi anglaise du 21 décembre 1906 ne parle pas des frères et sœurs, mais ceux-ci peuvent être considérés comme ayant droit aux indemnités, en raison des dispositions de la cédula 1^{re}, paragraphe I de cette loi :

« Si l'ouvrier laisse des ayants-droit qui vivaient uniquement de son salaire, l'indemnité sera, ou une somme égale au salaire touché par cet ouvrier chez le même employeur durant les trois années précédentes ; ou bien une somme de 150 livres.

« Si l'ouvrier ne laisse pas d'ayants-droit entièrement à sa charge, mais seulement des ayants-droit qui tiraient de son salaire une partie de leurs ressources, l'indemnité sera fixée amiablement sans que cette somme puisse, en aucun cas, excéder celle ci-dessus. »

Peut-on se refuser à croire que, devant ces exemples, le législateur français hésitera longtemps encore à s'occuper, dans un esprit bienveillant, de la question si intéressante que nous venons d'examiner?

CHAPITRE IV

OUVRIERS ÉTRANGERS

Sous l'empire de l'article 1382 du Code civil, c'est-à-dire sous le droit commun, l'assimilation entre les ouvriers étrangers victimes d'accident du travail en France et les ouvriers français était complète. L'ouvrier étranger ou son représentant avait droit à une indemnité lorsque l'accident résultait d'une faute ou d'une négligence du patron, et cette indemnité ne pouvait disparaître, du vivant des intéressés, quand elle avait été accordée sous forme de rente viagère.

La loi de 1898 consacre un système tout différent; elle place les ouvriers étrangers et leur famille sous un régime d'exception.

L'article 3 *in fine* déclare :

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants-droit étrangers



cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente, d'après le tarif visé à l'article 28.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Les dispositions des trois alinéas précédents pourront, toutefois, être modifiées par traités, dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

Donc, d'après la loi du 9 avril 1898, modifiée le 31 mars 1905, les frais médicaux et pharmaceutiques ainsi que l'indemnité journalière de demi-salaire sont dus à l'étranger, quand bien même il ne résiderait pas en France au moment de l'accident, ou irait se faire soigner dans son pays.

De même, les frais funéraires sont à la charge du chef de l'entreprise, même si la famille habite hors de France.

Par contre, « l'étranger titulaire d'une rente viagère ne la conserve qu'autant qu'il continue de résider sur le territoire français; s'il l'abandonne, il reçoit pour toute indemnité un capital égal à trois fois sa rente (1) ».

(1) H. Capitant, « les Conventions internationales sur les accidents du travail », *Revue de Droit international privé et de droit pénal international*, 1909-1910.

Voir dans le même sens : Sachet, *op. cit.*, 3^e édit., tome I, nos 206 et 622; Loubat, *Traité sur le risque professionnel*, 3^e édit., n° 950.

L'étude de ces dispositions a surtout un intérêt rétrospectif, car elles ne trouvent que rarement leur application aujourd'hui, en raison d'accords internationaux intervenus dans ces dernières années en faveur des ouvriers qui ne travaillent pas sur leur sol natal.

Dans ce chapitre quatrième, nous verrons d'abord ce qu'il faut entendre par « Résidence » ; ensuite, nous examinerons la situation faite, en principe tout au moins, aux étrangers et à leurs représentants quittant le sol français, ainsi qu'aux ouvriers n'ayant pas leur résidence en France au moment de l'accident ; enfin, passant à des points qui présentent un plus grand caractère d'actualité, nous étudierons les questions de l'assimilation, de la réciprocité législative et de la réciprocité diplomatique.

SECTION I

Résidence.

A propos de la résidence, des auteurs (1) ont rappelé que l'article 13 du Code civil exige que les

(1) Voir notamment Serre, « les Ouvriers étrangers et la législation française des accidents du travail », *Journal de Droit international privé*, 1902, p. 979.

étrangers obtiennent du gouvernement l'autorisation d'établir leur domicile en France; que, par ailleurs, la loi du 8 août 1893 veut que l'étranger fasse, dans les huit jours de son établissement dans notre pays, une déclaration à la Mairie de la commune où il habite.

De ces textes, ils ont conclu que seuls les étrangers ayant satisfait à ces deux obligations peuvent se prévaloir de l'article 3 de la loi de 1898.

Cette interprétation, qui semble d'ailleurs reposer sur une équivoque puisque l'article 13 précité est relatif à l'exercice des droits civils et non à l'exercice du droit des gens, aurait entraîné, comme le font remarquer de nombreux jurisconsultes (1), des conséquences bien rigoureuses pour les ouvriers étrangers qui, cas très fréquent, auraient omis, par oubli, de faire la déclaration prévue par la loi du 8 août 1893.

Au reste, c'est une interprétation plus large qui a prévalu.

Par « résidence », on comprend aujourd'hui « l'endroit où une personne fixe pour un temps son habitation » (2), étant admis toutefois qu'il faut

(1) Sachet, *op. cit.*, 3^e édit., tome I^{er}, p. 216; Loubat, *op. cit.*, n^o 952; Cabouat, *Traité des accidents du travail*, n^o 389; Auvoisin, *les Ouvriers étrangers*, p. 68; B. Raynaud, *les Accidents du travail des ouvriers étrangers*, p. 45.

(2) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, tome I^{er}, p. 242.

entendre par là, « un séjour effectif et continu sur le sol français (1) ».

Cette interprétation a même été poussée assez loin. Par deux fois, il a été jugé qu'un ouvrier étranger sous le coup d'un arrêté d'expulsion non exécuté devait continuer à bénéficier du droit à la rente, tant que l'arrêté d'expulsion n'aurait pas été opéré (2).

On peut regretter de ne pas rencontrer semblable interprétation généreuse dans certains cas plus intéressants mais aussi beaucoup plus nombreux.

A la frontière, on voit des ouvriers français allant chaque jour travailler à l'étranger; mais, on y voit aussi des ouvriers étrangers qui, journellement, viennent travailler en France (3). Or ces derniers, quand ils sont victimes d'accidents du travail, sont considérés comme des ouvriers n'habitant pas la France d'une façon continue (4).

(1) Cabouat, *Traité des accidents du travail*, p. 385.

(2) Tribunal de Narbonne, 8 novembre 1900. *Pand. franç.*, 1904, II, 313; Tribunal de Nice, 14 décembre 1903. *Dalloz*, 1905, II, 23.

(3) Pour le seul département du Nord, M. Defontaine estime leur nombre à 50 000. (Voir : Proposition Defontaine..., 19 janvier 1909. *Doc. parl., Chambre*, n° 2252. *Journal des tribunaux de Bruxelles*, n° du 27 décembre 1900. *Clunet*, 1903, p. 115.)

(4) Tribunal de Lille, 8 mars 1900. *Clunet*, 1901, p. 119 :

« Attendu que T. demeurait en Belgique, à l'époque où s'est produit l'accident et que tous les jours il traversait la frontière pour se livrer à son travail; que, dans ces conditions, l'indemnité qui lui revient, en vertu de la loi du 9 avril 1898, doit être fixée à un capital

On cite, il est vrai, un arrêt rendu en sens contraire, le 7 août 1901, par la Cour de Toulouse (1). Mais cet arrêt est isolé, et toutes les autres décisions de jurisprudence se rapportant au point considéré sont conformes au principe exposé précédemment.

D'ailleurs la Cour de cassation, appelée à se prononcer sur la question, décidait, le 7 juillet 1903 (2), que la résidence dont parlait la loi de 1898 était celle du droit commun que constitue le fait de l'habitation et non une résidence spéciale que détermi-

égal à trois fois la rente annuelle qui lui aurait été accordée s'il avait résidé sur le territoire français; que, sans doute, le texte de la loi ne prévoit que le cas des ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire, mais qu'il y a mêmes raisons de décider pour les ouvriers qui, au jour de l'accident, ne résident pas sur le territoire français, la loi ayant statué de *eo quod plerumque fit*. »

Voir dans le même sens : Cour de Douai, 18 juillet 1900. Clunet, 1901, p. 526.

(1) « Attendu que le sieur B..., victime d'un accident du travail, a son domicile légal en Espagne, dans la commune de Lès, mais qu'il travaille pour le compte du sieur H..., à une carrière située dans la commune de Fos, en France; qu'il se rend tous les matins à son chantier et qu'il ne rentre à son domicile qu'après avoir terminé sa journée.

« Attendu qu'aux termes de la loi de 1898, les ouvriers qui résident en France ont seuls droit à une rente, que B... a bien son domicile légal en Espagne, mais qu'on doit considérer, en s'inspirant de l'esprit de la loi de 1898 que sa résidence est là où il travaille habituellement... »

(Clunet, 1902, p. 99.)

(2) Clunet, 1904, p. 121.

nerait le lieu du travail (1), que si l'ouvrier, tout en travaillant en France, continuait à habiter l'étranger, il ne pouvait être autrement traité que celui qui aurait cessé, après l'accident, de résider en France, que la raison de décider était la même dans les deux cas.

SECTION II

Étrangers ou leurs représentants quittant le sol français.

L'interprétation à donner au mot « résidence » étant bien déterminée, nous rechercherons les causes du régime d'exception adopté à l'égard des accidentés étrangers quittant la France, ainsi qu'à l'égard des représentants des accidentés de la même catégorie ou quittant la France, ou n'y résidant pas au moment de l'accident.

En ce qui concerne les accidentés étrangers cessant de résider en France, les motifs de ce régime d'exception ont été des craintes formulées au cours

(1) « Il serait en somme plus logique en législation, d'entendre par résidence, au point de vue spécial de la loi de 1893, le seul fait de travailler en France, pourvu d'ailleurs que cette résidence spéciale ne soit pas contraire aux lois et règlements. »

(B. Raynaud, *les Accidents de travail des ouvriers étrangers*,
p. 49.)

des travaux préparatoires, relativement aux difficultés que devait entraîner le paiement de rentes en dehors du territoire français.

De fait, l'expérience l'a prouvé, les difficultés envisagées n'étaient pas insurmontables. Il faut s'en réjouir, car la situation créée aux accidentés étrangers dont il s'agit était contraire à l'équité la plus élémentaire (1).

Pour ce qui est des représentants des accidentés étrangers, nous trouverons les motifs de la décision législative en cause dans le discours prononcé à la Chambre des députés par M. Ricard, le 1^{er} juillet 1888.

(1) « Il n'est pas juste de refuser aux étrangers, victimes d'accident de travail, les indemnités que la loi accorde aux nationaux. » (Capitant, *op. cit.*, *loc. cit.*, p. 7.)

« Nous avons jadis approuvé ces dispositions si dures pour les ouvriers étrangers, — écrit M. Loubat, — aujourd'hui, nous n'hésitons pas à reconnaître que le régime imposé aux ouvriers étrangers, victimes d'accidents de travail, choque les principes de justice et d'humanité qui doivent être à la base de toute œuvre législative.

« On ne saurait admettre en effet, qu'un ouvrier étranger, victime d'un accident de travail sur le territoire français, peut-être désormais incapable de tout travail, perde son droit à la réparation légale du dommage qu'il a subi parce qu'il va résider dans son pays d'origine où l'attirent les motifs les plus nobles et les plus légitimes : sa famille, ses parents, ses amis et l'entraide qu'on ne trouve sûrement qu'auprès des siens. »

(Loubat, *les Accidents de travail en droit international*, p. 7.)

« S'agissant de lois naissant de la conception de devoirs sociaux, vis-à-vis de tous ceux qui souffrent, est-ce qu'il est possible de distinguer entre les hommes suivant leur nationalité? »

(Millerand, *Bulletin du Comité permanent des Congrès internationaux des assurances sociales*, 1906, p. 229.)

« Nous avons voulu — dit notamment M. Ricard — éviter qu'après un accident suivi de la mort d'un ouvrier étranger, le patron français ou ceux qui le représentent, car c'est là une question qui intéressera beaucoup plus les Compagnies d'assurances que les patrons, soient obligés d'envoyer à l'étranger une pension, si petite qu'elle soit, pour élever des enfants et nourrir une femme qui n'auront jamais mis les pieds sur le territoire français (1). »

Cet argument ne saurait nous faire considérer comme équitable la mesure d'exception qu'il a pour objet de justifier.

Le devoir du législateur est sans doute de prémunir nos nationaux contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère; mais est-il nécessaire pour cela de consacrer une injustice?

SECTION III

Étrangers n'ayant pas leur résidence en France au moment de l'accident.

Nous avons maintenant à envisager la situation toute spéciale des ouvriers étrangers qui, au moment

(1) *Journal officiel*. Chambre, 1888. Débats parlementaires, p. 1966.

de l'accident, n'ont pas leur résidence en France, ouvriers que la jurisprudence assimile aux accidentés étrangers qui quittent le territoire français.

Du fait de cette assimilation, ces travailleurs ne peuvent obtenir de rente en cas d'incapacité de travail; ils n'ont droit qu'à un capital de trois fois la valeur de la rente dont ils auraient bénéficié s'ils avaient eu leur résidence en France.

Cette condition de résidence est absolue, et le 14 novembre 1900, la Cour de Douai (1) se déclarait impuissante à faire droit à la demande d'un ouvrier qui, pour ne pas perdre le bénéfice de la rente qu'on lui avait allouée, demandait l'autorisation de venir habiter la France.

La situation faite aux représentants des ouvriers étrangers est encore plus dure que celle faite aux ouvriers eux-mêmes.

En cas d'accident mortel, les représentants étrangers d'un ouvrier étranger n'ont droit à aucune indemnité si, à ce moment, ils n'habitaient pas la France.

Pour justifier cette dernière disposition, M. Ricard

(1) « Attendu qu'on ne saurait s'attacher à cette circonstance que T... aurait, postérieurement à l'accident, loué une maison dans la commune de Hergnies et aurait ainsi habité la France; que, d'autre part, en raison du caractère forfaitaire de la loi, c'est à l'époque où s'est produit l'accident qu'on doit se placer pour déterminer ce à quoi la victime a droit... »

(Clunet, 1901, p. 526.)

disait à la Chambre des députés, le 1^{er} juillet 1888 :
« C'est seulement lorsque la famille de cet ouvrier ne vivra pas sur le territoire français, à côté de lui, qu'aucune pension ne sera due aux ayants-droit. Agir autrement, ce serait exposer l'industrie à recevoir des réclamations sans qu'il soit possible de vérifier la qualité de ceux qui prétendront avoir des droits. Soyez-en certains, dès qu'un accident suivi de mort se sera produit, vous verrez arriver des contrées les plus lointaines des individus qui affirmeront qu'ils sont la femme ou les enfants de cet ouvrier étranger. Il faudra donc engager les plus difficiles questions d'état (1). »

Cette supposition semble être toute gratuite, attendu que sous le régime antérieur, c'est-à-dire celui du droit commun, semblable fait ne s'était pas présenté.

Il serait superflu d'insister sur l'inhumanité de la disposition qui nous occupe (2), mais on ne peut se dispenser de faire remarquer combien son caractère est draconien.

En effet, la loi de 1898 qui, dans son article 3,

(1) *Journal officiel*. Débats parlementaires. Chambre, 2 juillet 1888, p. 1966.

(2) « Il n'est pas moins inadmissible que le conjoint survivant, les enfants, les ascendants et descendants étrangers dont la victime était le soutien souvent unique soient exclus de toute indemnité parce qu'ils n'ont pas voulu se déraciner et désertier leur patrie. »

(Loubat, *les Accidents de travail en droit international*, p. 7.)

prive de toute indemnité les représentants de l'accidenté, les exclut par son article 2 du droit d'intenter une action civile contre le patron (1).

Heureusement, comme nous l'avons déjà dit, des conventions internationales sont venues modifier cette situation, en ce qui concerne tout au moins les ouvriers appartenant aux principaux pays d'Europe.

SECTION IV

Régime de l'assimilation.

Le régime peu libéral prévu par la loi du 9 avril 1898, à l'égard des accidentés étrangers, n'a pas été institué pour les seuls motifs précédemment exposés. Ceux-ci n'étaient même, on peut le dire, que des motifs apparents.

De fait, le véritable désir du législateur fut de « répondre, dans la limite restreinte qui lui était impartie, à une disposition qui avait été prise, par d'autres nations, contre les travailleurs étrangers (2) ».

(1) Capitant, *op. et loc. cit.*, p. 5, note n° 2.

(Sachet, *op. cit.*, 3^e édit., tome I^{er}, n° 214.)

(2) Ricard, *Journal officiel*. Débats parlementaires, 3 juillet 1888, p. 1263.

En 1898, les législations allemande, danoise et finlandaise sur les accidents du travail, comportaient l'exclusion des ouvriers étrangers et de leurs ayants-droit, ne résidant pas sur les territoires où elles étaient applicables.

Ces mêmes législations édictaient qu'en cas de cessation de résidence, il était attribué, AUX SEULS OUVRIERS, un capital représentant trois annuités de salaire pour l'Allemagne (1) et le Danemark (2), deux annuités pour la Finlande (3).

Il était donc nécessaire de ne pas prévoir en faveur de ces Etats des dispositions plus favorables que celles faites par eux à nos nationaux, d'autant plus que le nombre des étrangers travaillant en France est plus considérable que celui des Français travaillant à l'étranger.

Ce point établi, il faut s'empresse de constater que déjà en 1898, certaines législations étrangères étaient, à l'égard des accidentés étrangers, plus libérales que les législations des pays précédemment cités.

L'Angleterre (4) et l'Italie (5) n'avaient inséré dans leurs lois aucune disposition exceptionnelle à

(1) Loi du 11 juillet 1887, art 39, § 2.

(2) Loi du 7 janvier 1898, art. 2 *in fine*.

(3) Loi du 5 décembre 1895, art. 13 *in fine*.

(4) Loi du 6 août 1897.

(5) Loi du 17 mars 1898.

l'encontre des étrangers. L'assimilation entre eux et les nationaux était complète.

De même, la loi autrichienne du 28 décembre 1887 ne contenait aucune mesure restrictive à l'égard de l'ouvrier étranger; l'article 42 de cette loi disposait que « l'étranger, désirant demeurer d'une façon définitive ailleurs que sur le territoire autrichien, POUVAIT recevoir, au lieu et place de sa pension, un capital payable de suite et à déterminer suivant les circonstances » (1).

Dans le but de situer la question, nous ajouterons, que parmi les Etats européens dont la législation sur les accidents du travail est plus récente que la nôtre, les uns, comme l'Autriche et l'Italie, ont assimilé les étrangers à leurs nationaux, les autres, à notre exemple, n'ont pas cru devoir adopter ce régime.

Dans le premier cas se trouvent l'Espagne (2) et la Belgique (3), à la suite desquelles il convient de citer à nouveau l'Angleterre, étant donné les modifications apportées par elle à sa loi primitive.

(1) « Ce n'est pas là une atteinte portée au droit du rentier, écrit M. Capitant, puisque l'article ne limite pas le capital à une somme inférieure à la valeur de la rente. L'Autriche semble, du reste, vouloir se rallier à son tour au système des restrictions avec réciprocité. »

(Capitant, *op. et loc. cit.*, p. 6, note n° 1.)

(2) Loi du 30 janvier 1900.

(3) Loi du 24 décembre 1903.

D'après l'article 18 de la loi du 21 décembre 1906, les accidentés du travail qui quittent l'Angleterre (étrangers ou nationaux) perdent leur droit à l'indemnité temporaire, mais conservent le bénéfice de la rente viagère (1).

SECTION V

Régime de la réciprocité législative.

De ce qui précède, il ressort qu'une inégalité existait entre les nationaux des pays pratiquant le régime de l'assimilation et ceux des Etats n'ayant pas admis ce régime.

Il y avait là une anomalie choquante qu'il importait de faire cesser.

Dans ce but, apparaît en 1910 un principe nouveau : celui de la réciprocité législative.

(1) Art. 18. Cédula 1 :

« Si un ouvrier recevant une indemnité hebdomadaire cesse de résider dans le Royaume-Uni, il perd par là même son droit à l'indemnité, à moins que le certificat médical ne constate chez lui une incapacité permanente de travail. Si le médecin arbitre délivre un tel certificat, l'ouvrier aura droit de recevoir chaque trimestre, le montant des indemnités hebdomadaires du trimestre échu, à charge pour lui, d'établir dans les formes et aux époques prévues par les règlements de la cour, son identité et la persistance de l'incapacité qui lui vaut ces paiements hebdomadaires. »

En vertu de ce principe, le bénéfice de la législation du pays est accordé aux étrangers, à la condition que ceux-ci dépendent d'un Etat assurant le même traitement aux étrangers à son sol.

C'est dans la loi allemande du 30 juin 1900 sur les accidents du travail, que semblable clause se rencontre pour la première fois.

Il est dit, en effet, dans l'article 6 paragraphe 4 de cette loi :

« Les ayants-droit d'un étranger qui n'habitaient pas habituellement sur le territoire allemand, à l'époque de l'accident, n'ont aucun droit à la rente. Par décision du Conseil fédéral, cette disposition peut cesser d'être en vigueur pour certains territoires limitrophes, ainsi que pour les sujets d'Etats étrangers dont la législation assure une protection équivalente aux survivants d'Allemands tués par des accidents du travail. »

Depuis, le régime de la réciprocité législative a été adopté par beaucoup d'Etats :

En Hollande, par la loi du 2 janvier 1901, article 9 *in fine* (1).

(1) « Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas :
« 2° A l'ouvrier qui exerce l'industrie de son patron en Hollande, sans y avoir son domicile, lorsque dans le pays où l'entreprise du patron a son siège, il existe une assistance obligatoire contre les accidents qui ne s'applique pas relativement à l'ouvrier qui a son domicile en Hollande et qui, pour une entreprise ayant son siège en

En Suède, par la loi du 5 juillet 1901, article 6 (1).

En Hongrie, par la loi du 6 avril 1907, article 95 § 3, et article 77 (2).

En Suisse, par la loi du 13 juin 1911, art. 90 (3).

Hollande, exerce l'industrie dans le pays où l'entreprise susvisée a son siège. »

(1) « Il appartient au roi d'accorder sous condition de réciprocité des dérogations aux prescriptions précédentes du présent article pour les nationaux d'un pays déterminé et pour les pensionnés qui résident dans le même pays. »

(2) « 3° Si le bénéficiaire est étranger et retourne à titre permanent dans son pays, sa rente doit continuer à lui être payée, si l'Etat auquel il appartient pratique le même traitement à l'égard des nationaux hongrois, art. 95, § 3. »

« Les ayants-droit des étrangers décédés à la suite d'un accident et assurés conformément aux dispositions de la présente loi qui, au moment de l'accident, ont leur domicile à l'étranger, n'ont droit à réparation que si l'Etat auquel ils appartiennent fait bénéficier du même traitement les ayants-droit, domiciliés dans les pays de la couronne hongroise, des nationaux assurés et décédés dans cet Etat.

« Si les ayants-droit d'étrangers qui jouissent d'une rente se rendent à l'étranger à titre permanent, ils ont droit à une somme égale au triple de leur rente annuelle; en cas de retour, ils n'ont plus droit à une autre rente. Pour le surplus, la condition de réciprocité est applicable en ce qui concerne le droit aux rentes de ces étrangers. »

(*Bulletin du Comité permanent des Congrès internationaux des assurances sociales*, 1908, p. 152.)

(3) « Les prestations sont accordées aux assurés de nationalité suisse et à leurs survivants, de même qu'aux assurés étrangers résidant en Suisse et à leurs survivants quand la législation des Etats dont ils sont ressortissants offre aux Suisses et à leurs survivants, en matière de prévoyance contre la maladie et les accidents, des avantages équivalents à ceux que consacre la présente loi. Le Conseil fédéral désigne les Etats qui remplissent cette condition.

« Les assurés ressortissants à d'autres Etats ont droit aux soins

Le Luxembourg a admis aussi le régime en cause, en adoptant, par contre, de véritables mesures de représailles, à l'égard des Etats qui ne protègent pas sur leur territoire les sujets luxembourgeois (1).

La Russie a également adopté le régime de la réciprocité législative, mais il ne peut en résulter pour nos nationaux que de faibles avantages, la loi du 15 juin 1903 n'accordant le bénéfice de ses dispositions qu'aux seuls étrangers qui demeurent sur le territoire russe (2).

médicaux et pharmaceutiques, à l'indemnité de chômage et aux trois quarts de la rente d'invalidité. Leurs survivants ont droit aux frais funéraires, l'époux et les enfants aux trois quarts des rentes de survivants... »

(1) Loi du 5 avril 1902, art. 12 :

« Le bénéfice de la présente loi s'étend aux étrangers comme aux Luxembourgeois : son application pourra être suspendue par rapport aux nationaux des Etats dont la législation refuse aux Luxembourgeois le bénéfice de la protection similaire qu'elle accorde à leurs propres citoyens. »

(2) Cette solution ressort de la disposition contenue dans la section XVII de l'avis du Conseil de l'Empire :

« Cependant, des traités de commerce pourront étendre l'application de la loi aux ouvriers étrangers avec certains tempéraments et dans des conditions déterminées :

« § 1. En cas de mort d'un ouvrier ou employé étranger, seuls les membres établis en Russie au moment de l'accident auront droit à être indemnisés. »

« § 2. Au cas où l'ouvrier étranger ou les membres de sa famille, spécifiés au paragraphe précédent, quittent la Russie, le paiement des annuités qui leur reviennent est remplacé par un paiement unique égal au triple de la pension annuelle à laquelle ils ont droit; si la période pendant laquelle la pension devait encore être

Enfin, pour que les travailleurs français puissent profiter du bénéfice de la réciprocité législative là où elle était admise, le législateur a résolu d'en prévoir le principe dans notre législation.

A cet effet, le 31 mars 1905, il ajouta, à l'article 3 de la loi de 1898, un paragraphe 16 ainsi conçu :

« Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents. »

SECTION VI

Réciprocité diplomatique.

Ainsi que nous l'avons vu, la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 prévoit un régime de représailles à l'égard des Etats qui n'admettent pas le principe de la réciprocité; mais, en raison sans doute des rigueurs de ce régime, la même loi stipule que les règles qu'elle édicte relativement aux ouvriers

payée est égale ou supérieure à trois, le solde des annuités à courir est acquitté en une fois. »

(*Bulletin du Comité permanent des Congrès internationaux des associations sociales*, 1903, p. 533.)

étrangers pourront être modifiées par des conventions diplomatiques.

Semblable disposition donnait la possibilité de procurer aux ouvriers le bénéfice de la réciprocité, sans nécessiter le mécanisme rigoureux et compliqué d'une loi. Elle établissait, en regard du système de la réciprocité législative, le système plus souple de la réciprocité diplomatique.

Ce système, consacré par les termes de l'addition apportée en 1905 à notre loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, permet, en effet, de passer des conventions avec les Etats qui acceptent le principe de la réciprocité, c'est-à-dire qui veulent bien consentir aux ouvriers étrangers les avantages accordés à leurs nationaux.

Si le principe de la réciprocité diplomatique a été posé par le Luxembourg, c'est la France et l'Italie qui, les premières, l'ont mis en application.

— Le 15 avril 1904 était signée à Rome par ces deux Etats une convention aux termes de laquelle les ouvriers italiens étaient assimilés aux ouvriers français.

Complétée par les arrangements de 1906 et de 1907, cette convention a donné lieu à la rédaction des articles suivants :

Article 1^{er} :

« Les ouvriers et employés de nationalité italienne victimes d'accident par le fait ou à l'occasion du

travail sur le territoire français ou leurs représentants, auront droit aux mêmes indemnités que celles qui sont accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française ou à leurs représentants et réciproquement. »

Article 2 :

« Ces dispositions sont également applicables dans les conditions prévues ci-après aux ayants-droit qui ne résidaient pas sur le territoire du pays où s'est produit l'accident lorsqu'il est survenu, ou qui ont postérieurement cessé d'y résider. »

Certains tribunaux ne semblent pas avoir compris la disposition pourtant très claire de la convention franco-italienne; ils veulent y voir, non une assimilation entre nationaux et étrangers, mais une sorte de droit d'option qui serait donné aux sujets des Etats contractants.

Ainsi décidait, le 30 janvier 1908, le Tribunal civil de Marseille (1), suivi dans ce sens le 17 juin 1910, par la Cour d'appel d'Aix (2).

« Si la convention franco-italienne du 9 juin 1906, dit la Cour d'Aix, a créé des droits nouveaux au profit des ouvriers italiens, elle ne leur a enlevé aucun de ceux qu'ils tenaient de la législation antérieure, et notamment de l'article 3, § 16, de

(1) *Revue de droit international privé et de droit pénal international*, 1909, p. 835.

(2) *Revue de droit international privé*, janvier-mars 1911.

la loi du 9 avril 1898, qu'elle n'a point abrogé.

« En conséquence, l'ouvrier italien qui déclare vouloir cesser de résider sur le territoire français se trouve en *droit d'opter entre la continuation de la rente et le rachat de cette rente* par un capital triple, sous cette réserve cependant, qu'ayant une fois épuisé son droit d'option, il ne sera plus recevable à se pourvoir à nouveau contre le patron, à raison de l'accident dont il a été victime. »

Cette solution est contraire à l'avis du Ministre du Travail qui, consulté sur ce point, déclarait que la pension ne pouvait être remplacée par le paiement d'un capital que si, conformément à l'article 21, elle n'était pas supérieure à 100 francs et si le titulaire était majeur : « L'interprétation différente, — disait-il, — donnée par une décision d'un tribunal de première instance (tribunal de Marseille) apparaît dès lors comme inexacte (1). »

« Si l'option, fait remarquer M. Capitant, émanait d'un ouvrier français, elle serait certainement nulle, car l'article 21, 2^e alinéa, ne permet de remplacer la pension par la remise d'un capital, que si elle n'est pas supérieure à 100 francs. Or, les dispositions de la loi sont d'ordre public; il est interdit aux bénéficiaires de renoncer expressément à leurs bénéfices. Dès lors, l'ouvrier italien étant

(1) Chambre des députés, 19 octobre 1909.

(Journal officiel, Déb. parl., p. 2273).

aujourd'hui assimilé au français, ne peut, pas plus que lui, accepter un capital au lieu de la rente dont il est créancier (1). »

— Le 21 février 1906 était signée, entre la France et la Belgique, une convention tendant à l'assimilation des ouvriers belges et français.

Article premier.

« Les sujets belges, victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants-droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur la responsabilité des accidents du travail.

« Par réciprocité, les citoyens français victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants-droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets belges par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. »

La convention franco-belge est plus complète que la convention franco-italienne : « En vue d'obvier à des inconvénients d'ordre pratique, est-il dit dans l'exposé des motifs, l'article 2 détermine d'une manière précise la législation qu'il conviendra d'appliquer, lorsque des ouvriers d'une entreprise située dans l'un des deux pays sont temporairement détachés sur le territoire de l'autre pays, ou lorsque

(1) Capitant, *op. cit.*, p. 14.

des travailleurs de l'industrie des transports sont occupés d'une façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où l'entreprise a son siège.

C'est alors la législation du pays où est situé le siège de l'entreprise qui devient applicable. »

Art. 2 :

« Il sera toutefois fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier Etat.

« Il en sera de même pour des personnes attachées à des entreprises de transports et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège. »

— Le 27 juin 1906, était signé avec le Luxembourg un accord reproduisant exactement l'article premier de la convention franco-belge (1).

Enfin, le 3 juillet 1909 était signée avec l'Angle-

(1) Art. 1^{er} :

« Les sujets luxembourgeois, victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants-droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux *sujets* (au lieu de citoyens,

terre une convention réglant la situation des ouvriers anglais et français (1) dans les deux pays. Cette convention reproduit les dispositions des règlements franco-belges et franco-luxembourgeois.

Reconnaissant les avantages résultant de pareilles conventions, les Etats qui avaient traité avec la France s'empressèrent de traiter également entre eux.

c'est la seule différence) français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail. »

« Par réciprocité, les sujets français.... (comme dans le traité franco-belge). »

(1) Art. 1^{er} :

« Les sujets britanniques, victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants-droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

« Par réciprocité, les citoyens français, victimes d'accidents du travail dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ainsi que leurs ayants-droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets britanniques par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, complétée à leur égard dans les conditions spécifiées à l'art. 5. »

Art. 2 :

« Toutefois, la présente convention ne sera point applicable aux personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier Etat.

« Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transport et occupées de façon intermittente, même habi-

C'est ainsi qu'aujourd'hui peuvent être cités :

1° La convention belgo-luxembourgeoise du 22 mai 1906 (1).

2° L'arrangement entre l'Allemagne et le grand-duché de Luxembourg du 2 septembre 1905 (2).

3° La convention entre l'Allemagne et les Pays-Bas du 27 août 1907 (3).

L'amélioration sensible apportée par ces conventions dans la situation des ouvriers travaillant hors de leur pays est due, sans doute, aux réclamations et aux protestations généreuses qui se sont élevées de toutes parts, alors que le droit consacrait une

tuelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège. »

(1) Mêmes dispositions que dans les conventions passées avec la France.

(2) Cet arrangement, à la différence des autres conventions, prend pour critérium, « en ce qui concerne les personnes employées dans la partie de l'exploitation qui étend passagèrement son activité sur le territoire de l'autre Etat », non pas la durée de l'occupation de la victime, mais la durée de l'exploitation.

(3) Art. 1^{er} :

« Entreprises ayant leur siège dans l'un des deux Etats et se livrant à des opérations sur le territoire de l'autre; application de la loi du pays où l'accident a eu lieu. »

Art. 2 :

« Les entreprises de transport s'étendant à la fois en Allemagne et en Hollande sont soumises à la législation de l'Etat où s'effectuait le trafic qui a occasionné l'accident, quelle que soit l'étendue du tarif respectif dans l'un et l'autre pays. Cette règle s'applique même au personnel affecté à des travaux autres que ceux du trafic. »

(Voir Loubat, *les Accidents du travail en droit international*, pp. 223 et 224).

injustice (1). Toutefois, il est permis de craindre que ces doléances isolées n'eussent pas été entendues, si l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs n'y eût joint énergiquement les siennes.

Dans tous ses congrès, à Bâle, à Genève, cette Association n'a jamais cessé de réclamer l'égalité des nationaux et des étrangers au point de vue de l'assurance ouvrière. En 1908 notamment, au Congrès de Lucerne, elle a émis le vœu « que soit par les lois nationales, soit par des traités particuliers de nation à nation, soit par une convention internationale générale dont une puissance prendrait l'initiative, les étrangers soient admis au bénéfice de l'égalité de traitement avec les nationaux en matière d'assurance ».

Espérons que ce vœu généreux sera bientôt réalisé.

(1) R. Jay, *les Assurances sociales*, cours professé en 1909-1910; B. Raynaud, *op. cit.*, p. 131; Auvillain, *op. cit.*, p. 157; Surville, *les Ouvriers étrangers en France et le risque professionnel*, p. 216; Surville, *Revue critique*, 1902, p. 129; Capitant, *op. cit.*, p. 7; Bellamy-Brown, *op. cit.*, p. 47; Loubat, *les Accidents de travail en droit international*, p. 7.

DEUXIÈME PARTIE

DU MODE D'ÉVALUATION DES INDEMNITÉS

Indépendamment de l'incapacité de travail ou de la mort, questions qui ont été examinées dans la première partie, deux autres facteurs entrent dans l'évaluation de l'indemnité :

1° Le salaire de la victime;

2° La culpabilité du patron ou de l'ouvrier.

Ces deux facteurs feront chacun l'objet d'un chapitre spécial.

CHAPITRE PREMIER

LE SALAIRE DE BASE

Dans ce chapitre, nous étudierons le mode de détermination du salaire selon qu'il s'agit d'indemnités temporaires ou de rentes. Nous verrons ensuite les questions se rattachant aux allocations supplémentaires et au minimum de salaire. Enfin, nous examinerons la situation faite aux mineurs et apprentis ainsi qu'aux ouvriers agricoles.

SECTION I

Indemnités temporaires.

En cette matière, le législateur français a cru devoir prendre comme base le salaire touché au moment de l'accident et non, comme cela se pratique en Allemagne et en Autriche, le salaire annuel dont l'évaluation offre parfois des difficultés.

Mais quelle acception faut-il donner à l'expression « de salaire touché au moment de l'accident »?

On a prétendu qu'il faut entendre par là le salaire

gagné, suivant les circonstances, soit le jour, soit la veille de l'accident.

Or, certains travailleurs ont des gains excessivement variables, tels sont, par exemple, les ouvriers déchargeurs des ports qui gagnent tantôt 3 francs par jour, tantôt 25 francs (1). Pour les accidentés se trouvant dans ce cas, l'interprétation étroite, indiquée plus haut, pouvait entraîner de véritables injustices.

C'est pourquoi, en 1905, le législateur a cru devoir décider que si le travail n'était pas continu et si le salaire était variable, on totaliserait la rémunération touchée pour le mois précédant l'accident.

En vertu de cette disposition, si, dans le mois précédant l'accident, la victime a travaillé 20 jours, on additionne le montant des 20 salaires et on divise le total par 20 (2).

Le cas échéant, deux demi-journées de travail comptent pour une journée.

SECTION II

Rentes.

En ce qui concerne les rentes, l'article 10 s'exprime ainsi :

(1) Prevet, Discours, Sénat, 16 juin 1904. Déb. parl., p. 556.

(2) Sachet, *op. cit.*, 5^e édit., n° 893.

Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les 12 mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de 12 mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise augmentée de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les 12 mois, d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé, tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

Si, pendant les périodes visées aux alinéas précédents, l'ouvrier a chômé exceptionnellement, et pour des causes indépendantes de sa volonté, il est fait état du salaire moyen qui eût correspondu à ces chômages.

§ 1^{er}. — *Ouvriers occupés dans l'entreprise depuis plus de douze mois.*

La règle contenue dans le 1^{er} alinéa de l'article 10 répond-elle à toutes les situations? Non, assurément.

Si dans certains métiers l'habileté professionnelle n'est pas susceptible d'influer sur le taux de la rémunération, dans beaucoup d'autres, au contraire, elle entre comme un facteur très important

dans la détermination du salaire. Plus la capacité professionnelle de l'ouvrier s'accroît, plus son gain augmente.

Or, de cette perspective d'augmentation de gain, la loi ne se préoccupe d'aucune manière.

Pourrait-on, comme le prétend M. Sachet (1), échapper à la règle dont il s'agit dans le cas où l'accident coïnciderait avec un changement d'emploi ayant eu pour conséquence une augmentation de salaire?

Nous le pensons, car alors ce ne serait plus la continuation du même louage de services et l'on tomberait, selon nous, dans le deuxième des cas prévus par l'article 10 : celui de l'ouvrier occupé dans l'entreprise depuis moins de douze mois.

A l'appui de cette interprétation, on peut citer un arrêt de la Cour d'appel de Nancy du 3 février 1906 (2), duquel il ressort que ce qu'il faut retenir pour le calcul de l'indemnité est, non pas la catégorie dans laquelle le travailleur a été primitivement occupé, mais celle dans laquelle il travaillait au moment de l'accident, parce que — dit la Cour — l'esprit de la loi veut que l'ouvrier reçoive une indemnité proportionnelle à la réduction que

(1) Sachet, *op. cit.*, n° 862.

(2) Villetard de Prunières, 1906-1907, p. 18.

Dans le même sens : Tribunal de Châlons, 13 mars 1900. S. 1901, II, 293.

l'accident a fait subir à sa *valeur professionnelle*, et c'est le salaire de cette dernière catégorie qui donne la mesure exacte de la valeur professionnelle avant l'accident.

Malheureusement, cet arrêt est unique dans ce sens et on peut même dire que la solution qu'il donne a été condamnée indirectement par un arrêt de la Chambre civile du 13 février 1906 (1) rendu à propos d'un cas rentrant dans l'hypothèse prévue par le § 2 ci-après.

§ 2. — *Ouvriers occupés dans l'entreprise depuis moins de douze mois.*

Le premier élément d'évaluation est la rémunération effective reçue par l'ouvrier depuis le jour de son entrée dans l'entreprise.

Le second élément est la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant le temps qu'il est nécessaire d'ajouter à la durée du travail dans l'entreprise, afin de constituer une période de douze mois (2).

Seul doit être pris en considération le salaire des ouvriers de la catégorie dans laquelle l'ouvrier a débuté.

Ainsi en a décidé la Chambre civile de la Cour de

(1) Villetard de Prunières, 1905-1906, p. 417.

(2) Cassation, Chambre des requêtes, 23 mars 1908. D. 1908, I, 396.

cassation dans l'arrêt du 13 février 1906, que nous venons de rappeler :

« Attendu que le § 1^{er} de l'article 10 de la loi du 9 avril 1898 pose en principe que le salaire qui doit servir de base à la fixation des rentes est la rémunération effective allouée à l'ouvrier pendant les douze mois qui ont précédé l'accident, et non celle que pouvait lui faire espérer pour l'avenir le salaire qu'il touchait en dernier lieu ; que le § 2 du même article dont il a été fait application à la cause, s'inspire du même esprit et poursuit le même but ; que le salaire effectif des ouvriers occupés pendant moins de douze mois dans l'entreprise est celui qu'ils auraient pu gagner s'ils y avaient travaillé plus tôt ; que le système du pourvoi établirait entre les ouvriers que régit le § 1^{er} de l'article 10 et ceux que vise le § 2, une différence de traitement que rien ne justifierait (1)... »

§ 3. — *L'ouvrier a dans l'entreprise un travail non continu.*

C'est l'hypothèse, prévue par Félix Martin, du maçon qui quitte le département de la Creuse, vient à Paris travailler pendant six mois seulement, et s'en retourne ensuite dans son département.

(1) Cassation, Chambre civile, 13 février 1906.
Villetard de Prunières, 1905-1906, p. 417.

« Ce gain de l'ouvrier, pendant le reste de l'année, — faisait remarquer Félix Martin — cela ne devrait pas, en logique rigoureuse, regarder le patron actuel, attendu qu'il ne le connaît pas, et qu'il ne peut pas le connaître (1). »

Dans ce cas, cependant, le salaire annuel est calculé, non seulement d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité, mais aussi d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

« Nous mettons le mot « gain », dit M. Thévenet, le rapporteur de la loi au Sénat, parce qu'il ne s'agira plus de salaire pendant le reste de l'année, puisque cet ouvrier ne travaille plus comme maçon; mais, chez lui, dans le département de la Creuse, il va travailler son champ, il va se louer comme manœuvre, il va faire en un mot une série de travaux qui lui constitueront des gains particuliers d'un ordre spécial en dehors de sa profession. C'est la moyenne de ces gains que le tribunal ajoutera au salaire gagné pendant les six mois passés à Paris pour compléter le salaire annuel. »

C'est certainement là une des dispositions les meilleures de notre législation. La loi semble faire ici bon marché du principe du forfait pour revenir à des idées plus larges et plus humaines.

Faut-il conclure de ce qui précède que tous les

(1) *Journal officiel*, 1895. Déb. parl. Sénat, p. 871.

travaux exécutés en dehors de l'entreprise à laquelle l'accidenté est habituellement attaché soient, sans aucune exception, appelés à jouer dans la détermination du salaire de base ?

Non, car il est admis que pour la fixation de ce salaire, il ne doit pas être fait état des gains provenant des besognes accomplies pendant les jours de repos hebdomadaire.

§ 4. — *L'ouvrier a chômé exceptionnellement et pour des causes indépendantes de sa volonté.*

Dans ce cas, il est fait état du salaire moyen qui eût correspondu aux temps du chômage.

Sont considérés presque unanimement comme indépendants de la volonté du travailleur :

Les chômages dus à la maladie (1), aux intempéries (2), à l'appel sous les drapeaux (3).

Cette interprétation est, d'ailleurs, conforme aux déclarations du rapporteur de la loi de 1898, au Sénat.

Pourtant la Cour d'Aix, adoptant une solution contraire, a refusé d'ajouter aux salaires effective-

(1) Dijon, 3 juillet 1900. D. 1901, II, 250. ~

(2) Lorient, 29 mai 1900. D. 1900, II, 449.

(3) Besançon, 8 août 1900. D. 1901, II, 178; Valenciennes, 17 novembre 1899. D. 1900, II, 495; Toulouse, 21 avril 1904. *Gazette des Tribunaux du Midi*, 5 juin 1904

ment touchés par l'ouvrier, le salaire correspondant à des journées chômées par suite « du froid, des intempéries ou d'indispositions de la victime », parce que, en calculant ainsi, on substituerait au salaire effectif que la loi « a entendu un salaire fictif en dehors de l'exercice normal de la profession exercée par l'ouvrier (1). »

Certains auteurs (2), sans aller aussi loin que la Cour d'Aix, voudraient cependant que dans le cas où le chômage proviendrait, non d'une indisposition mais d'une maladie ayant entraîné une longue suspension de travail, le temps du chômage ne fût pas compté et que le salaire de base ne fût plus que le salaire effectivement touché.

« En procédant d'une façon différente, disent ces auteurs, il pourrait se faire que, dans certains cas, le chômage occasionné par la maladie de l'ouvrier ayant duré, par exemple, plus de la moitié de l'année, la rente constituée à son profit atteignît un chiffre plus élevé que le salaire effectif touché par lui dans les 12 mois. »

Une pareille solution était peut-être conforme au texte primitif de la loi de 1898 — texte sous l'empire duquel l'arrêt précité de la Cour d'Aix a été rendu — mais la législation actuelle condamne semblable

(1) Aix, 3 août 1900. D. 1901, II, 178.

(2) Sachet, *op. cit.*, 3^e édit., tome I, n° 855.

interprétation, puisque, d'après elle, il doit être fait état du salaire moyen correspondant au temps du chômage.

Heureusement, du reste, car l'application de la théorie contenue dans l'arrêt de la cour d'Aix entraînait des conséquences inadmissibles. L'exemple suivant le fera ressortir.

Un ouvrier ayant un salaire annuel évalué à 2400 francs reprenait son travail après 6 ou 8 mois de maladie, et, 1 mois après la reprise du travail, était victime d'un accident. L'indemnité à lui allouer devait être basée sur le salaire effectivement touché, soit, dans notre hypothèse, 200 francs. Par suite, en cas d'incapacité permanente et absolue, il recevait une rente annuelle de 133 francs !

On est en droit de se demander s'il est jamais entré dans l'intention du législateur de pousser aussi loin le principe du forfait.

De plus, si la loi traitait d'une façon aussi dure le travailleur ayant chômé pour une cause indépendante de sa volonté, quelle rigueur ne devrait-elle pas montrer pour celui qui aurait volontairement chômé : pour le gréviste en un mot ?

La loi de 1898 n'avait pas prévu le cas de grève, et, dans le silence de la loi, la jurisprudence avait, dès le début, posé en principe que la grève ne pouvait constituer, par elle-même, une cause fortuite permettant aux juges de suppléer

au salaire manquant du fait du chômage (1).

L'injustice de cette solution était criante. Dans une grève, il y a toujours deux catégories de grévistes : ceux qui se mettent en grève de propos délibéré, considérant que seul ce moyen pourra faire aboutir leurs revendications; ceux qui se mettent en grève, soit parce qu'ils ne peuvent surmonter les obstacles mis par leurs camarades à la continuation du travail, soit, suivant la forte expression de M. le comte Albert de Mun, « par peur du couteau », soit, enfin, parce que le patron, de gré ou de force, ferme son établissement. Peut-on reprocher aux grévistes de cette dernière catégorie de n'avoir pas travaillé?

D'ailleurs, il faut le dire à son honneur, la Cour de cassation s'était refusée à entrer dans la voie suivie par certains tribunaux.

Après avoir, en 1901 (2), posé le principe que la grève devait être considérée comme une rupture du

(1) Ainsi en avait décidé un jugement du tribunal de Riom, le 10 mai 1902, et un arrêt de la même Cour était venu le confirmer, le 7 août 1902 (*Rec. min.*, 3, 33). La Cour, après le tribunal, avait considéré l'ouvrier comme ayant été encore employé pendant les trois mois de grève et, faisant application de l'article 10, 1^{er} alinéa, elle avait calculé le salaire de base sur ce que l'ouvrier avait réellement touché pendant les neuf mois qu'il avait travaillé, sans faire état de ce qu'il aurait pu toucher pendant les trois mois qu'avait duré la grève.

Dans le même sens : Tribunal d'Arras, 1^{er} juillet 1903. (*Rec. min.*, 3, 98.)

(2) Cassation, 18 mars 1901. D. 1902, I, 324.

contrat de travail; elle décidait, le 4 mai 1904 (1), logique avec elle-même, que lorsqu'après une grève,

(1) Cassation, 4 mai 1904. Villetard de Prunières, 1904-1905, p. 11.

« La Cour, statuant sur le premier moyen du pourvoi.

« Vu l'article 10, §§ 1 et 2 de la loi du 9 avril 1898.

« Attendu, d'une part, qu'aux termes de l'article 10, § 2 de la loi du 9 avril 1898, le salaire servant de base à la fixation des rentes dues à la suite d'un accident du travail doit s'entendre, pour les ouvriers occupés dans l'entreprise, moins de douze mois avant l'accident de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans ladite entreprise augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois les ouvriers de la même catégorie.

« Attendu, d'autre part, que le louage de services, fait sans détermination de durée, peut toujours prendre fin par la volonté d'une des parties contractantes.

« Que la grève y met fin du fait des ouvriers et qu'elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, à la charge de ceux-ci et au profit du chef de l'entreprise si, préjudiciable à ce dernier, elle a été abusivement déclarée.

« Qu'il suit de là que, la grève terminée, lorsque les ouvriers rentrent à l'atelier, à l'usine ou à la mine, un nouveau contrat de louage de service, quelles qu'en soient les conditions, se forme entre eux et le chef de l'entreprise et que, si l'un de ces ouvriers est victime d'un accident du travail avant que douze mois se soient écoulés depuis la reprise du travail, *on ne saurait le considérer, parce qu'il travaillait dans l'entreprise avant la grève, comme y ayant été occupé pendant l'année qui a précédé l'accident.*

« Que le salaire qui servira de base à la fixation de la rente viagère qui pourra être due, soit à lui, soit à ses représentants, devra être calculée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article susvisé.

« Que si la cessation du travail a été complète dans l'entreprise, de telle sorte qu'il n'y ait été payé aucun salaire pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, ou pendant une partie de cette période, le juge du fait déterminera souverainement la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie que la victime. »

l'ouvrier reprenait son travail, un nouveau contrat se formait, de telle sorte qu'un ouvrier rentré à l'usine après une grève et victime peu après d'un accident du travail, devait bénéficier, non pas de l'alinéa 1^{er} de l'article 10, mais de l'alinéa 2^e, c'est-à-dire que le salaire devant servir de base à la fixation de la rente devait s'entendre de la rémunération effective qu'il avait reçue depuis son entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'avaient reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les 12 mois, les ouvriers de la même catégorie.

Malheureusement, le législateur n'a pas suivi la voie libérale tracée par la jurisprudence de la Cour de cassation.

La loi du 31 mars 1905 décide, en effet, que pour l'ouvrier qui a chômé exceptionnellement, il sera fait état du salaire moyen qui eût correspondu au temps d'arrêt du travail, mais à la condition que le chômage ait été occasionné par *des causes indépendantes de sa volonté*. En cas de chômage volontaire, il ne doit pas être fait état du salaire moyen correspondant à la période de cessation du travail.

En vertu de cette disposition qui vise les auteurs des grèves, il y a, pour les grévistes, deux régimes différents :

A ceux qui ont occasionné la grève, il n'est pas tenu compte des journées de chômage;

A ceux qui ont subi la grève, ces journées sont comptées.

Ces derniers ne peuvent donc jamais être victimes du fait de la grève; par contre, ils peuvent en être singulièrement avantagés; car, dans le cas où l'augmentation de salaire, but de la grève, a été accordée, ils bénéficient d'une rente plus élevée que celle qui leur aurait été allouée, si certains camarades, moins bien traités cependant au point de vue de la détermination du salaire de base, n'avaient décidé la cessation du travail dans la corporation.

SECTION III

Allocations supplémentaires et maximum de salaire.

Nous avons à dire maintenant les difficultés d'interprétation soulevées par les termes de « rémunération effective » employés par le législateur, puis à examiner la question du maximum de salaire.

§ 1^{er}. — *Rémunération effective.*

Deux points sont à considérer :

- A. — Les allocations supplémentaires;
- B. — Les pourboires.

A. — *Allocations supplémentaires.*

Du fait qu'une convention tendant à faire exclure du salaire de base une allocation quelconque est nulle, des auteurs ont cru pouvoir conclure que les allocations supplémentaires accordées comme remboursement des dépenses imposées à l'ouvrier par le travail professionnel, ne devaient pas entrer en ligne de compte dans le salaire annuel (1).

Ces auteurs, à l'appui de leur thèse, font ordinairement valoir des arrêts de la Cour de cassation rendus en ce sens (2) :

« Attendu, dit l'arrêt de la Cour de cassation du 3 août 1903, qu'aux termes de l'article 10 de la loi du 9 avril 1898, le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

« Attendu qu'à côté du salaire proprement dit, l'ouvrier peut avoir droit à des allocations supplémentaires; que celles-ci participent du salaire, quelles que soient à leur égard les conventions des parties, quand elles sont la rémunération d'un

(1) Voir notamment Sachet, *op. cit.*, 5^e édit., n° 830, p. 459.

(2) Cassation, 4 mars 1903, S. 1906, I, 337; Cassation, 3 août 1903, S. 1907, I, 28.

travail, qu'en cette qualité, elles doivent entrer en compte dans le calcul de la rente à laquelle ont droit, soit l'ouvrier victime d'un accident du travail, soit ses représentants; qu'il en est *autrement, si elles sont le remboursement des dépenses que le travail a imposées à l'ouvrier* : que le juge du fond apprécie souverainement le caractère de ces allocations d'après les circonstances de fait dans lesquelles elles ont été accordées.

« Attendu que l'arrêt attaqué constate que, pendant le temps où B... était employé hors de l'usine, une somme de 3 francs par jour était payée par le chef d'industrie au restaurateur chez lequel l'ouvrier prenait ses repas, qu'en déclarant que cette allocation ne constituait pas un supplément de salaire et qu'il n'y avait pas lieu d'en tenir compte pour le calcul de la rente à laquelle avait droit l'ouvrier victime d'un accident du travail et atteint d'une incapacité permanente et partielle, ledit arrêt a fait usage de son droit d'appréciation et n'a violé aucun des articles visés au pourvoi.

« Rejette, etc... »

Cet arrêt ne paraît pas conforme à l'équité.

Si, dans certains cas, le patron accorde des allocations supplémentaires à des ouvriers, ce n'est pas par simple bonté d'âme, mais bien parce que le travail confié doit être l'occasion d'un surcroît de dépenses auquel ne permet pas de faire face le

salaire qui est l'indispensable minimum sans lequel le travailleur et sa famille ne pourraient vivre. De fait, les allocations de cette nature constituent, pour les ouvriers, un supplément de rémunération, tout au moins dans la mesure où elle leur évite une dépense. Par suite, ces allocations devraient influencer sur la détermination du salaire de base.

Non seulement l'arrêt précité n'est pas exempt de critiques au point de vue de la stricte justice, mais de plus et surtout, il est dangereux.

Si les allocations du genre de celles dont il s'agit étaient considérées comme ne devant pas entrer dans l'évaluation de la rémunération, les patrons pourraient n'allouer à leurs ouvriers et employés que des salaires ou traitements dérisoires, quitte à compléter ceux-ci par des suppléments donnés, sous formes de primes, de gueltes, d'indemnités de résidence ou d'indemnités pour charges de famille.

Cette hypothèse n'est pas gratuite; certains arrêts en fournissent la preuve (1).

Des tribunaux ont estimé que les indemnités de résidence, et surtout les indemnités pour charges de famille, constituent, de la part du chef d'entreprise, une libéralité qui ne doit pas entrer en ligne de compte dans le calcul du salaire annuel (2). Ces tri-

(1) Angers, 19 mai 1900, D. 1900, II, 253 et 364; Caen, 19 novembre 1901, S. 1901, II, 301.

(2) Laval, 3 février 1900. *Gaz. Pal.*, 1900, I, 284.

bunaux ont-ils pensé à rechercher si les avantages annoncés et promis n'avaient pas été de nature à attirer dans l'entreprise les ouvriers en cause qui, sans les annonces et promesses faites, auraient, peut-être, été travailler ailleurs?

« Est-il bien sûr, d'ailleurs, — fait remarquer M. Sachet — qu'un patron n'ait pas intérêt à avoir des ouvriers mariés et pères de famille, c'est-à-dire des hommes plus mûrs et moins accessibles aux entraînements que les célibataires? Ce n'est donc pas par pur esprit de charité que des faveurs sont faites à cette catégorie de salariés (1).

La loi hollandaise du 2 janvier 1901 a su éviter ces difficultés. Elle ne se contente pas de déclarer dans son article 5, que sous le nom de salaire doit être comprise toute allocation que l'assuré reçoit de son patron comme rémunération de son travail ou pendant une suspension de travail; que si le salaire consiste, en partie ou en totalité, soit dans la gratuité du logement, soit dans des allocations en nature, soit dans les deux à la fois, la valeur en est appréciée d'après les prix de la localité où elles sont fournies. Elle décide également dans son article 6, que le salaire des ouvriers qui exécutent, pour le patron, des travaux ou encore lui rendent des services qui n'appartiennent pas à l'industrie assujettie

(1) Sachet, *op. cit.*, n° 833, p. 461, 5^e édit.

à l'obligation de l'assurance, est, pour l'application de la loi, entièrement considéré comme gagné dans l'industrie assujettie à cette obligation.

B. — *Pourboires.*

Si les tribunaux ont tant de peine à comprendre dans le salaire des allocations fournies cependant par le patron, que décideront-ils pour les allocations fournies, non plus par le patron, mais par ses clients, sous la dénomination usuelle de *POURBOIRES*?

Or dans un grand nombre de professions, les patrons, comptant sur les clients pour rémunérer leurs employés, ont non seulement diminué mais encore supprimé le salaire. On cite même le cas de patrons qui font payer à ceux qu'ils emploient le droit de travailler dans leur établissement.

En pareil cas, si un accident survient sur quoi basera-t-on les indemnités?

Ayant à se prononcer sur la matière, des tribunaux ont décidé que seuls les appointements fixes devaient entrer en ligne de compte pour le calcul de la rente; qu'on ne pouvait y ajouter les pourboires qui, en raison de leur caractère aléatoire, ne peuvent facilement être évalués (1).

(1) Tribunal de Semur, 29 novembre 1899. D. 1901, II, 339; Cour d'Angers, 5 mai 1900, D. 1901, II, 339; S. 1900, II, 264; Cour de Douai, 25 juin 1900, S. 1901, II, 209; Cour de Limoges, 17 mai 1901, D. 1902, II, 297, note.

D'autres tribunaux, ceux-ci en majorité, ont adopté une solution plus équitable (1).

La Cour de cassation appelée, elle aussi, à se prononcer s'est arrêtée à mi-chemin. Elle distingue, en effet, les pourboires exceptionnels ou facultatifs et ceux qui, rendus en quelque sorte obligatoires par l'usage, ont pu être prévus par les patrons et les ouvriers. Elle permet de faire entrer les seconds dans le salaire de base, elle écarte les premiers (2).

C'est la solution adoptée également par les auteurs qui ont commenté la loi de 1898 (3). D'après cette

(1) Tribunal de Vienne, 8 juin 1900; Cour de Grenoble, 8 août 1900, S. 1901, II, 209, note; D. 1901, II, 359; Tribunal de Saint-Etienne, 13 mai 1901, D. 1902, II, 297.

(2) « Que, dans les entreprises où l'usage veut que l'ouvrier reçoive un pourboire du client et où, par suite, le chef d'entreprise ne lui paie qu'un salaire inférieur à celui qui est alloué aux ouvriers de même catégorie, sans rapports avec le public, le pourboire devient un supplément de salaire dont il doit être tenu compte pour déterminer la rémunération effective de l'ouvrier. Qu'il importe peu que les pourboires soient payés par des tiers, puisqu'en réalité ces tiers acquittent la dette du patron. »

Cassation, 15 mars 1904, Dalloz, 1904, I, 556.

(3) « Le salaire annuel de base comprend les pourboires donnés par les clients, à titre gracieux et facultatif, s'il est certain que le patron les considérait comme un gain assuré et fixe et qu'il en tenait compte pour diminuer d'autant le salaire de la victime. »

(Louis André, *les Accidents de travail*).

Voir dans le même sens : Loubat, *Traité sur le risque professionnel*, p. 272; Chardiny, *Commentaire historique et analytique de la loi des 9-10 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*, p. 172.

théorie, dans les entreprises où l'usage veut que l'ouvrier reçoive un pourboire du client et où, par suite, le chef d'entreprise ne lui paie qu'un salaire inférieur aux ouvriers de même catégorie sans rapport avec le public, le pourboire devient un supplément de salaire dont il doit être tenu compte pour déterminer la rémunération effective de l'ouvrier.

« Tel est le cas — dit M. Sachet (1) — des pourboires qu'il est dans l'usage de donner : 1° aux charretiers, voituriers ou camionneurs pour le déchargement et pour le transport à l'étage des colis livrés à domicile; 2° aux cochers de fiacre, garçons de café, etc., alors même que ces pourboires ne sont pas la rémunération d'un service supplémentaire. »

A l'inverse, il n'y aurait pas lieu de comprendre, dans le calcul du salaire annuel, les pourboires donnés par pure générosité, d'une façon accidentelle et clandestine, et qui, étant impossibles à prévoir, n'ont pu entrer en ligne de compte dans les conditions du contrat de louage d'ouvrage.

Cette exclusion ne se comprend pas. Que veut en effet la loi d'une manière absolue? C'est que la rémunération effective de l'ouvrier constitue le salaire de base; pour le reste, elle s'en rapporte, on l'a dit, aux lumières des magistrats.

D'ailleurs la Cour de cassation, appelée à nou-

(1) Sachet, *op. cit.*, p. 400.

veau à se prononcer, semble approuver cette manière de voir. Un arrêt de la Chambre civile du 9 août 1909 décide que dans toute rémunération de travail constituant un salaire, au sens de la loi du 9 avril 1898, on doit comprendre toute gratification même allouée à raison de « circonstances particulières ou exceptionnelles (1) ».

§ 2. — *Maximum de salaire.*

En réalité, l'admission des allocations supplémentaires et des pourboires dans la détermination du salaire de base ne peut avoir pour conséquence d'augmenter considérablement le chiffre des indemnités, en raison des dispositions de l'article 2 de la loi de 1898.

Les ouvriers et employés désignés à l'article 1^{er} ne peuvent, dit l'article 2, se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucune disposition autre que celle de la présente loi. Ceux dont le salaire annuel dépasse deux mille quatre cents francs (2400 fr.) ne bénéficieront de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

Ces dispositions ne peuvent être acceptées sans réserves, car elles créent un véritable régime de

(1) Voir Bach, *le Pourboire-Salaire*, Thèse, Paris 1910.

défaveur (1) pour les travailleurs dont le salaire est relativement élevé, et tout particulièrement pour ceux qui doivent cette élévation de salaire aux risques inhérents à leur profession.

Cependant, pourrait-on objecter, au cours des travaux préparatoires l'idée d'un maximum à établir a obtenu une approbation presque unanime.

Pour reconnaître cette observation comme fondée, il faudrait oublier qu'au moment où l'idée rappelée a été émise, le maximum proposé était sensiblement plus élevé que celui fixé par la loi; le chiffre indiqué était 4000 francs.

Si on jette un regard sur les dispositions prises à ce sujet par les législations étrangères, on constate que seule la Russie ne prévoit pas de maximum (2).

Les autres États, comme la France, fixent, soit au salaire pouvant servir de base à l'évaluation des indemnités, soit à l'indemnité elle-même, un maximum au-dessus duquel les excédents ou sont négligés ou n'entrent en ligne de compte que pour une partie seulement.

Certains de ces États toutefois ont, sur ce point particulier, adopté des dispositions qui semblent plus favorables que celles appliquées en France.

(1) M. Destrée, *Annales parlementaires de Belgique*, p. 1389. Séance du 10 juin 1903.

(2) L'article 17 de la loi du 15 juin 1903 ne fixe qu'un minimum au salaire qui doit être pris comme base pour le calcul des indemnités, soit 260 fois le salaire journalier moyen d'un ouvrier ordinaire.

Parmi ces derniers, se trouve l'Autriche, dont l'article 6 § 6 de la loi du 28 décembre 1887 porte à 3000 francs le maximum du salaire de base (1).

Le Danemark, qui dans sa loi du 7 janvier 1898, article 2, paragraphe 1^{er}, fixe comme maximum du salaire pouvant servir à calculer le montant d'une indemnité le chiffre de 2880 francs (2).

La Hongrie, qui a accepté ce même maximum par sa loi du 9 avril 1907 (art. 8) (3).

La Suisse, dont la loi du 13 juin 1911 (art. 78, § 5) fixe le maximum à 4000 francs (4).

L'Angleterre enfin, où le salaire de base ne comporte aucun maximum; étant entendu que seuls ont droit au bénéfice de la loi les travailleurs dont le salaire annuel ne dépasse pas 250 livres (5).

A la vérité, on peut objecter que les dispositions

(1) « Si la rémunération annuelle d'un ouvrier ou d'un employé technique surpasse la somme de 1200 florins, on ne tient pas compte de l'excédent. »

(2) « L'assurance prévue par la présente loi s'applique à toute personne qui... est occupée par un entrepreneur..., pourvu que cette rémunération n'excède pas 2400 couronnes par an.

(3) « Toutes les personnes qui peuvent s'assurer volontairement contre la maladie, en vertu de l'article 7, peuvent à leur gré s'assurer contre les accidents jusqu'à concurrence d'un revenu ou d'une rémunération annuelle qui n'excède point 2400 couronnes. »

(4) Le gain annuel n'est compté que jusqu'à concurrence de quatre mille francs.

(5) « Ouvrier » : le terme ne s'applique pas à des personnes employées à des occupations autres que des travaux manuels et dont le traitement annuel dépasse 250 livres (art. 13, loi du 21 déc. 1906).

étrangères qui viennent d'être citées ne font pas entrer dans la détermination du salaire de base, les gains supérieurs au chiffre maximum respectivement fixé par chacune d'elles; alors que la législation française tient compte de l'intégralité du salaire, sous la réserve toutefois que la partie de ce salaire dépassant 2400 francs n'entre dans le calcul que pour un quart.

Cet argument est fondé en principe, mais il faut remarquer que l'application de la disposition française rappelée ne peut procurer un avantage sur les formules étrangères, qu'autant que le salaire de l'accidenté atteindrait un chiffre très élevé; sauf dans ce cas, les formules étrangères indiquées précédemment sont plus favorables.

La comparaison ci-après le fera ressortir.

Un ouvrier gagnant un salaire de 4000 francs par an est atteint d'une incapacité permanente partielle estimée à 50 pour 100.

En Suisse, le calcul de la rente, en admettant que le taux des indemnités fût le même qu'en France, donnerait le résultat suivant :

$$4000 : 2 = 2000 \times 0,50 = 1000 \text{ fr.}$$

En France, la rente serait déterminée comme suit :

Salaire maximum :	$2400 : 2 \times 0,50 = 600 \text{ fr.}$	}	
Surplus du salaire :			700 fr.
$4000 - 2400 = 1600 : 4 = 400 : 2 = 200 \times 0,50 = 100 \text{ fr.}$			300 fr.
	Différence. . . .		

SECTION IV

Mineurs de seize ans et apprentis.

Si pour déterminer les indemnités qui, en cas d'accident, doivent être accordées aux victimes, la loi prescrit d'opérer le calcul sur le salaire gagné par celles-ci, comment faudra-t-il faire quand il s'agira de travailleurs non rémunérés ou rémunérés dans une très faible mesure : les mineurs de seize ans et les apprentis?

L'application stricte, en cette espèce, du principe forfaitaire aurait abouti soit à la négation de toute protection, soit à l'allocation d'une indemnité dérisoire. Il a donc fallu établir, pour cette catégorie de travailleurs, un régime exceptionnel. C'est l'article 8 qui l'a institué.

Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans, ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise. Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

Regrettons en premier lieu la restriction que cet

article comporte *in fine* et par laquelle le législateur semble avoir voulu se faire pardonner l'idée généreuse qui l'inspira en édictant la règle générale posée au début.

Il est clair que l'indemnité qui, par suite de cette restriction, serait allouée pour incapacité de travail temporaire, à un mineur de seize ans gagnant au minimum 30 francs par mois, ne pourrait même pas compenser les frais occasionnés par l'accident.

Cette remarque faite, déterminons qui peut être appelé à se prévaloir de l'article 8 :

1° La victime d'un accident ayant la qualité d'apprenti, et cela sans conditions d'âge;

2° La victime ayant la qualité d'ouvrier, dans le cas où elle n'a pas encore seize ans au moment de l'accident.

Par conséquent, si un accident survient à un apprenti ou à un ouvrier mineur de seize ans, l'indemnité à allouer devra être déterminée d'après les règles de l'article 3, et le salaire qui servira de base pour le calcul de l'indemnité ne pourra être inférieur au salaire minimum attribué aux ouvriers valides de la même catégorie.

Que faut-il entendre par « ouvrier valide? » C'est évidemment l'ouvrier fort et robuste. Or, généralement, on n'est fort et robuste que quand on a atteint la virilité et qu'on jouit de la plénitude de ses facultés professionnelles : lorsqu'on est majeur. C'est

l'opinion communément admise (1), et c'est la seule d'ailleurs, qui soit conforme à l'esprit du législateur (2).

Cependant cette opinion n'a pas été unanimement adoptée. On a fait remarquer que la loi ne considérerait comme incomplètement formés que les seuls ouvriers de moins de seize ans; que, par conséquent, les ouvriers de plus de seize ans devaient être considérés comme des ouvriers complets; que, du reste, la loi arrêterait le service de la pension de l'enfant dont l'ascendant avait été victime d'un accident, lorsqu'il arrivait à sa seizième année (3).

M. Basly a montré l'étroitesse (4) de cette interprétation (5).

(1) Cour d'appel de Limoges, 16 juillet 1900. (*Rec. de doc. min.*, 1, 65); Cour d'appel de Rennes, 26 décembre 1900, D. 1901, II, 60; Tribunal de paix de Sens, 9 janvier 1905, *Gaz. Pal.*, 1905, I, 323; Sachet, *op. cit.*, n° 886, 3^e édit.

(2) Duché, rapporteur. Doc. parl., 1887, annexe 2150.

(3) Tribunal de Châlon-sur-Saône, 20 mars 1900 (*Rec. de doc. min.*, 1, 257); Cour d'appel de Dijon, 23 juillet 1900 (*Rec. de doc. min.*, 1, 655); Cassation (Chambre civile), 23 mai 1905, Villetard de Prunières, 1906-1907, p. 63.

(4) Proposition Basly. Doc. parl. Chambre, 1910, n° 278.

(5) La loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 étend aussi sa protection sur les mineurs de dix-sept ans, mais, cet âge atteint, elle est loin de s'en désintéresser.

Art. 14, 11^e alinéa.

« Pour les jeunes ouvriers, le salaire annuel comprend, jusqu'à l'âge de seize ans accomplis, 280 fois le salaire quotidien fixé pour les jeunes manouvriers de la localité, et après l'âge de seize ans, 280 fois le salaire quotidien fixé pour les manouvriers adultes. »

« Prenons une filature de laine, écrit-il; un jeune bobineur a eu le malheur de perdre un bras au cours d'un accident de travail; la perte de faculté de travail est évaluée à 50 pour 100. Le jeune blessé, âgé seulement de quinze ans, à sa majorité de dix-huit ans, aurait pu, comme ouvrier rattacheur, obtenir le gain de 24 francs au moins par semaine. Comme à la filature où il a été blessé, des bobineurs de plus de seize ans sont occupés, et que le salaire le plus bas de cette catégorie d'ouvriers est de 12 francs par semaine, c'est ce salaire qui servira de base pour le calcul de la fixation du chiffre de la rente à allouer. De sorte que cette rente ne sera que la moitié de celle qu'il aurait touchée un peu plus tard, s'il avait été victime du même accident. »

Aussi, pour empêcher la diversité des interprétations, M. Basly propose-t-il de donner à l'article 8 cette nouvelle rédaction :

« Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti victime d'un accident, ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides majeurs, occupés dans l'entreprise. »

Cette rédaction aurait l'avantage de rendre l'article 8 plus clair et plus précis, mais n'y aurait-il pas possibilité de le rendre plus humain? Tel qu'il est, il écarte du bénéfice de son application des adolescents de seize, dix-sept et même dix-huit ans, qui,

possédant une capacité professionnelle encore rudimentaire, sont très faiblement rémunérés et qui, par suite, se trouvent en cas d'accident plus mal traités que des ouvriers de moins de seize ans (1). D'autre part, fait plus grave encore, il refuse de considérer comme ses bénéficiaires certains enfants victimes d'accidents.

On sait que la loi du 2 novembre 1892 a fixé à l'âge de treize ans l'admission des enfants au travail dans les établissements industriels, et qu'elle ne permet aux mineurs de douze ans d'entrer dans ces établissements que s'ils sont pourvus de leur certificat d'études primaires et d'un certificat médical constatant leur aptitude au travail en vue duquel ils sont engagés.

Or il arrive que des parents, poussés par le besoin, demandent l'admission à l'usine de leur enfant,

(1) « Prenons, disent MM. Leboucq et Buisson, trois ouvriers occupés dans la même usine et âgés respectivement de quinze, dix-sept (petite main) et vingt ans. Supposons l'un ou l'autre victime du même accident, amputation du bras droit. Le salaire qui servira de base à l'ouvrier de quinze ans sera celui de l'ouvrier valide de la même catégorie, c'est-à-dire celui de l'ouvrier de vingt ans (1500 fr.

par exemple pour fixer les idées). Rente = $\frac{1500 \times 80}{200} = 600$ francs.

Si c'est l'ouvrier de dix-sept ans qui a été victime de l'accident, le salaire de base sera le sien propre (3 francs par jour en moyenne).

Rente = $\frac{2 \times 300 \times 80}{200} = 368$ francs. On voit de suite l'anomalie. »

Proposition de loi présentée par MM. Leboucq et Ferdinand Buisson, députés, le 7 janvier 1911. Doc. parl. 1911, annexe n° 747.

avant que celui-ci soit dans les conditions requises par la loi précitée du 8 novembre 1892.

Si, le patron ayant fait droit à cette demande, un accident survient à l'enfant, quelles seront, au point de vue juridique, les conséquences de ce fait?

La Cour de cassation (1) a décidé qu'il n'y avait pas là accident de travail (2).

Dans la circonstance, la Cour de cassation ne nous paraît pas avoir été bien inspirée.

Nous l'avons vu (1^{re} partie, chapitre iv) décider qu'un ouvrier étranger, victime d'un accident du travail, avait toujours le droit d'être indemnisé, quand bien même un arrêté d'expulsion, non suivi d'effet, aurait été pris contre lui.

(1) Cassation, 8 décembre 1909. (*Bulletin-Office du travail*, janvier 1910, p. 55); Cassation, 1^{er} mars 1910. (*Bulletin-Office du travail*, octobre 1910, p. 1096.)

(2) « Vous avez été mutilé au cours de votre travail, disent les juristes, c'est fort possible! Vingt médecins en témoignent! C'est entendu! Le patron lui-même le reconnaît! Que nous importe! Nous affirmons, nous, que ce peut être tout ce que vous voudrez, mais que ce n'est pas un accident de travail, que nous vous aurions trouvé pantelant sous les roues d'un engrenage, que nous déclarerions que ce n'est pas un accident du travail parce que vous ne pouvez pas avoir le droit d'être victime d'un accident du travail, parce que, pour être victime d'un accident du travail, il faudrait être ouvrier; pour être ouvrier aux yeux de la loi, il ne suffit pas de l'être effectivement, il faut encore avoir le droit de l'être et vous n'avez pas le droit de l'être, puisque vous n'avez pas treize ans! »

La *Démocratie*, 28 novembre 1910. (*Une nouvelle prime à l'exploitation des enfants.*) P. Gémälhing.

Combien plus digne d'intérêt est la situation de l'enfant que la faim seule, et non une mesure de police, fait mettre en marge de la loi.

De plus, comme le fait remarquer M. P. Gemähling, de pareilles solutions sont dangereuses pour la moralité publique : « Il est possible à un patron prévoyant de s'en tirer avec *cent sous*, si même on a songé à lui dresser contravention pour emploi d'enfant en dessous de l'âge légal, là où un autre, mieux en règle avec la loi, en aurait eu pour 500 fr. d'indemnité. Qui hésiterait, dès lors, à se procurer de la chair à travail à si bon compte? » (1)

Pour tous ces motifs, nous ne croyons pas qu'il soit possible de considérer comme suffisante la modification que M. Basly désirerait voir apporter à l'article 8.

Il y a un danger moral, physique et social, à laisser les enfants entrer de bonne heure à l'usine, c'est évident ; mais lorsque, pour une raison ou pour une autre, le fait est malheureusement accompli, on doit le reconnaître.

Il faudrait donc un texte qui soit assez général pour comprendre tous les travailleurs et qui soit assez libéral pour accorder des indemnités suffisantes, quand le salaire ne permettrait pas d'obtenir ce résultat.

Au reste, prendre, comme base de calcul ainsi que

(1) La *Démocratie*, 28 novembre 1910.

le propose M. Basly et ainsi d'ailleurs que le font certaines législations (1), le salaire des ouvriers majeurs ou adultes de la même catégorie n'améliorerait pas, dans bien des cas, la situation de l'intéressé, en raison de la rémunération peu élevée accordée pour l'exécution de certains travaux.

« A Paris, par exemple, écrivent MM. Leboucq et Fernand Buisson (2), où les salaires sont si variés, le salaire journalier de la femme ne s'élève quelquefois qu'à 1 fr. 25 par jour,

c'est-à-dire $1 \text{ fr. } 25 \times 300 = 475$ francs par an.

Supposons qu'une de ces ouvrières soit victime d'un accident qui entraînera l'amputation d'un bras, le tribunal estimera la réduction de capacité à 80 pour 100 et la rente à laquelle la malheureuse aura droit sera

$$\text{de } \frac{475 \times 80}{200} = 190 \text{ francs. »}$$

Aussi MM. Leboucq et Buisson proposent-ils de fixer, *pour l'évaluation de la rente seulement*, un salaire de base minimum qui pourrait être de 1000 francs pour les femmes et 1200 francs pour les hommes : « Sans toucher au contrat de travail, l'adjonction de notre disposition aux articles anciens permettrait aux ouvriers victimes d'un grave

(1) Allemagne, Hollande.

(2) Proposition de loi présentée par MM. Leboucq et Buisson, députés, le 7 février 1911. Doc. parl. 1911, annexe n° 747.

accident, d'avoir une rente convenable et non une allocation de misère, et éviterait un grand nombre de procès sur l'interprétation de l'article 8.

« Les Compagnies d'assurances toucheraient des primes correspondant à ces salaires, et il n'y aurait plus de difficultés pour le règlement des rentes.

« Et quelle serait l'augmentation de prime que le patron aurait à payer? Étant donné une prime de 2 pour 100, le patron, pour une ouvrière gagnant 475 francs, paye $\frac{475 \times 2}{100} = 9$ fr. 50; pour un salaire de base de 1000 francs, il payerait à l'avenir $\frac{1000 \times 2}{100} = 20$ francs. Soit une augmentation de 2 centimes par jour » (1).

A notre avis, c'est en suivant cette voie, dans laquelle d'ailleurs sont déjà entrées la Grèce, la Norvège, l'Espagne, la Belgique, que l'on pourra trouver la solution de la question.

En Grèce, le minimum de salaire est fixé à 2 fr. 50 par jour (2).

En Norvège, le minimum de salaire est fixé à 2 fr. 10 par jour (3).

(1) Proposition Leboucq et Buisson, *loc. cit.*

(2) « Pour les apprentis et les enfants qui reçoivent un salaire journalier inférieur à 2 drachmes 50, la pension est calculée sur la base d'un salaire journalier de 2 drachmes 50. »

(Loi du 21 février 1901, art. 4, alinéa 2).

(3) « Pour les apprentis et autres travailleurs qui, n'ayant pas

En Espagne, le minimum de salaire est fixé à 1 fr. 50 par jour (1).

En Belgique, le minimum de salaire est fixé à 365 francs par an (2).

Le minimum adopté par la Belgique nous semble bien insuffisant, bien que dans ce pays le coût de la vie soit moins élevé qu'ailleurs.

En Suède, la loi ne détermine pas un minimum de salaire, mais elle fixe, ce qui revient au même, un minimum à l'indemnité qui doit être allouée à l'accidenté, que ce dernier soit apprenti ou ouvrier (3).

terminé leur apprentissage; ne touchent qu'un salaire modique ou nul, et pour tous les ouvriers qui ne reçoivent qu'une indemnité démesurément faible, le salaire est calculé sur la base quotidienne de 1 couronne 50 öre pour les hommes et 1 couronne pour les femmes. »

(Loi du 23 juillet 1894, art. 6, § 4).

(1) La valeur admise pour le salaire quotidien ne sera jamais inférieure à une piécette 50 centimes, même pour les apprentis qui ne reçoivent aucune rémunération ni pour les ouvriers qui reçoivent une somme inférieure à la somme précitée. »

(Loi du 30 janvier 1900, art. 11.)

(2) « En ce qui concerne les apprentis ainsi que les ouvriers âgés de moins de seize ans, le salaire de base ne sera jamais inférieur au salaire des autres ouvriers les moins rémunérés de la même catégorie professionnelle; il ne sera, en aucun cas, évalué à moins de 365 francs par an. »

(Loi du 24 décembre 1903, art. 8.)

(3) « Si l'accident entraîne à titre permanent pour l'avenir la perte ou la réduction de la capacité de travail, une pension annuelle égale, dans le premier cas, à 300 couronnes, et, dans le second, à une

SECTION V

Ouvriers agricoles.

Au point de vue des accidents du travail, la situation des ouvriers de cette catégorie est réglée par la loi du 30 juin 1899 dont l'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles, mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

« Est considéré comme exploitant, l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

« Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, *d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.*

« En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du

somme moindre, correspondant à la réduction de la capacité de travail. »

(Loi du 5 juillet 1901, art. 4, 2^e.)

9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture. »

Bien des personnes peuvent se trouver lésées par cette disposition.

Lors des opérations de battage, sont employés autour de la machine, non seulement les propriétaires de l'exploitation et leurs ouvriers, mais encore une infinité de gens, fermiers voisins ou artisans venus, comme aides accidentels, prêter leur concours, à titre gracieux ou à charge de réciprocité. Etant donné que ces personnes peuvent, par leur travail journalier, obtenir une rémunération supérieure aux salaires des ouvriers agricoles ordinaires, c'est porter atteinte à leurs intérêts que de décider que, en cas d'accidents, les indemnités auxquelles elles ont droit seront calculées d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

La difficulté où s'est trouvé le législateur d'évaluer le revenu exact de cette catégorie de travailleurs peut expliquer cette mesure, mais elle ne la justifie pas.

De plus, que faut-il entendre par « ouvrier agricole ? » La loi veut-elle parler des domestiques qui louent leurs services à l'année ou des journaliers ?

D'après la jurisprudence (1) et les auteurs (2), c'est

(1) Tribunal civil d'Angers, 12 décembre 1899, D. 1900, 2, 79.

(2) Berniguet, *Des accidents du travail dans les exploitations agricoles*. Thèse, Paris, 1903, p. 148.

cette dernière catégorie de travailleurs qui est visée par la loi.

De même, on est d'accord aujourd'hui pour décider que « la commune » dont parle la loi de 1899 est la commune sur le territoire de laquelle l'accident s'est produit.

La loi du 30 juin 1899 est obscure et étroite, elle n'est pas susceptible d'être améliorée par des modifications de détails; c'est une refonte complète de ses dispositions qui s'impose.

CHAPITRE II

CULPABILITÉ DU PATRON OU DE L'OUVRIER

Article 20 :

Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime, qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre premier.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser, soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

Nous nous arrêterons d'abord sur la faute intentionnelle, ensuite sur la faute inexcusable.

SECTION I

Faute intentionnelle.

Dans la première partie (chapitre II, section II), nous avons rappelé la crainte exprimée, lors de

l'examen du projet de loi sur les accidents du travail, de voir des ouvriers menacés d'infirmités susceptibles de leur interdire tout travail et, par suite, de les réduire à la misère, se faire mutiler dans le but d'obtenir, soit pour eux, soit pour les leurs, le secours d'une pension.

Les dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 20 sont, à n'en pas douter, des échos de cette crainte.

S'il n'en était ainsi, on ne pourrait arriver à comprendre pourquoi la loi prévoit la faute intentionnelle de la part de l'ouvrier et non de la part du patron ; on ne pourrait même pas arriver à comprendre pourquoi la loi parle de la faute intentionnelle, car des fautes de cette nature, ayant un autre mobile que celui défini plus haut, constitueraient des crimes relevant de la juridiction pénale.

Priver de toute indemnité l'ouvrier qui, pour quelque motif que ce soit, a provoqué intentionnellement un accident, est une disposition juste, il faut le reconnaître ; mais, était-il absolument nécessaire de frapper de la même peine ses ayants-droit ?

Loin de nous la pensée d'excuser toute atteinte portée volontairement contre soi-même ; cependant, on ne peut s'empêcher de songer que, quand un misérable ayant commis un crime, fût-ce le plus noir, a mis fin à ses jours, l'action de la justice cesse, sous prétexte que le coupable n'est plus là pour se défendre.

Or, l'ouvrier accusé d'avoir provoqué intentionnellement l'accident qui a entraîné sa mort n'est pas là non plus pour faire connaître la vérité et, dans ces conditions, ne devrait-on pas, ne serait-ce qu'en admettant la circonstance du doute, accorder à ses ayants-droit le bénéfice de la loi?

La loi hongroise du 9 avril 1907 consacre cette théorie :

Article 75.

« Si l'assuré, blessé par suite d'accident, a causé intentionnellement l'accident, il perd tous les droits à indemnité pour sa blessure. Toutefois, si le blessé meurt, ses ayants-droit reçoivent, même en ce cas, les secours et les pensions prévus par la loi. »

SECTION II

Faute inexcusable.

Les dispositions adoptées au sujet de la faute inexcusable consacrent une inégalité manifeste entre les patrons et les ouvriers.

Quand la faute inexcusable est commise par le patron, la rente allouée à l'ouvrier est majorée mais dans une proportion relativement minime.

Quand, au contraire, la faute inexcusable vient de

l'ouvrier, la rente peut être diminuée sans aucune limite, descendre même jusqu'à 0 fr. 05.

Avant d'entrer dans l'examen de la question, il nous faut voir ce que la loi entend par faute inexcusable.

M. Sachet s'est efforcé de la définir aussi exactement que possible. « Qu'elle soit active ou passive, écrit-il, elle doit impliquer chez son auteur : 1° la volonté d'agir ou d'omettre; 2° la connaissance du danger pouvant résulter de l'action ou de l'inaction; 3° l'absence d'excuse ou de cause explicatrice, c'est-à-dire ni ordre, ni autorisation, ni nécessité, ni utilité (1). »

La Cour de Douai, dans un arrêt du 20 juin 1904, se basait sur la définition précédente en disant que la faute inexcusable devait s'entendre de la faute grave qui, en dehors de toute intention dolosive, révèle chez son auteur la volonté d'omettre, avec connaissance d'un danger certain, de prendre les précautions nécessaires pour l'éviter (2).

Ces deux définitions n'ont pas fait disparaître les différences d'interprétation. « La faute inexcusable, dit M. Feolde, a donné lieu à de nombreuses diffi-

(1) Traité, n° 1503 et suiv., 2^e édit.

« Il faut, disait M. Paulet, dans son rapport au Congrès des accidents du travail de 1900, qu'il y ait quelque chose de plus qu'un acte passif : un acte conſinant au dol. »

(2) La Loi, 31 août 1904. *Mon. jud.*, Lyon, 22 septembre 1905.

cultés et, à l'heure actuelle, nous n'avons pas la bonne définition, et nous n'en aurons jamais, parce que ce mot ne comporte pas en lui une précision permettant de faire une taxation » (1). En définitive, faute excusable, faute inexcusable, ce sont, comme on l'a dit, des distinctions de professeurs (2).

Semblable distinction est surtout difficile à établir quand il s'agit des ouvriers.

Pour pouvoir piocher, un mineur doit établir un échafaudage et ce travail ne lui est pas payé spécialement. Si, pour aller plus vite en besogne, c'est-à-dire pour gagner davantage, il n'établit qu'une charpente incomplète et que, de ce fait, il se produise un éboulement qui entraîne sa mort, la rente due à ses représentants sera-t-elle diminuée?

« Les imprudences et les négligences, dit M. Raoul Jay, sont pour ainsi dire fatales dans l'état actuel de l'industrie. La concurrence intérieure et internationale oblige l'entrepreneur à fabriquer le plus vite et au meilleur marché possible, et, pour cela, à tirer de ses auxiliaires, comme de ses machines elles-

(1) *Revue des accidents du travail et des questions de droit industriel*, 1902, n° 10.

(2) « Faute lourde, faute légère, dit M. Beckmann, directeur général de la législation au ministère de la justice belge, ce sont des classifications de professeurs, peut-être inventées pour permettre à l'esprit de se reconnaître parmi la complexité des phénomènes qui déterminent les dommages, ce ne sont pas des termes répondant à une réalité définissable, sur laquelle tout le monde est d'accord. »

mêmes, tout le service qu'ils peuvent donner. L'ouvrier ainsi pressé est incapable trop souvent de donner une complète attention aux dangers qui le menacent, de prendre des précautions qui le retarderaient. Son attention fût-elle, au début du travail, suffisamment éveillée, qu'elle s'émoussera nécessairement avec la prolongation de ce travail, l'échauffement, la fatigue qui en sont les suites. Cet effet redoutable de la prolongation du travail peut être aujourd'hui considéré comme mathématiquement démontré.

« On a voulu savoir, en Allemagne, à quelles heures de la journée les accidents se produisaient en plus grand nombre, et la statistique prouve que de 6 heures à 7 heures du matin il se produit en moyenne 435 accidents, alors que la moyenne s'élève à 1884 de 8 heures à 10 heures et atteint le chiffre effrayant de 3188 entre 10 heures et midi (1). »

(1) Raoul Jay, *Etudes sur la question ouvrière en Suisse*, p. 181.

Voir dans le même sens : Félix Faure, *Journal officiel*, 1882, annexe 399; la *Justice*, 17 juin 1895; le *Messager de Paris*, 15 juin 1895; la *Paix*, 17 juin 1895.

« L'imprudence, elle est forcée, elle est inévitable, elle résulte du travail lui-même; l'ouvrier, une fois qu'il est au travail, est exposé au péril à tout instant : il n'y songe pas, il n'y peut pas songer; s'il y songeait, il ne l'affronterait pas. Oh! sans doute, on prend toutes les précautions, je le sais, je le crois, je ne veux pas élever de débat là-dessus, bien qu'assurément il arrive quelquefois, trop souvent, qu'il y a des négligences, des réparations oubliées, des précautions insuffisantes, une surveillance qui ne répond pas au désir, à la

Les exemples d'imprudence viennent d'eux-mêmes à l'esprit.

Ainsi, dans les usines, il est interdit au mécanicien de nettoyer sa machine alors qu'elle est en marche, et des avis sont affichés en ce sens par les industriels. Cependant, chaque jour, l'ouvrier nettoie sa machine sans l'arrêter, devant l'industriel lui-même, et l'industriel laisse cette imprudence se commettre, parce que si la machine était arrêtée, les métiers qu'elle actionne chômeraient et le travail serait interrompu.

Lorsqu'une courroie entraînant une poulie vient à sauter, l'ouvrier, sans avoir soin d'arrêter la machine, s'empresse de la remettre en place, bien que les règlements le défendent.

Eh bien, si l'accident se produit, si l'ouvrier inhabile est broyé par la machine, pourra-t-on invoquer contre lui la négligence, l'imprudence ou l'inobservation des règlements? Qui, en réalité, profite de l'imprudence de l'ouvrier, sinon le patron?

bonne volonté du patron. Je n'insiste pas là-dessus : je le répète, on a pris toutes les précautions, on a averti les ouvriers, on a affiché des règlements, et cependant, malgré tout, l'accident arrive. Il arrive, parce que l'ouvrier qui vit dans le danger s'y habitue, se familiarise avec lui et oublie les recommandations de prudence. Il les oublie par la force des choses, comme chacun de nous oublie, dans sa vie journalière, mille précautions et tous les détails de la prudence qui pourraient le mettre à l'abri des accidents. »

M. de Mun, député (*Journal officiel*, 18 mai 1888).

« Des règlements — dit M. P. Worms de Romilly — il faut cependant en limiter l'étendue et, quoi que l'on fasse d'ailleurs, on ne prévoira jamais toutes les combinaisons réalisables; on se borne à prévoir habituellement les plus probables.

« Quand un cas nouveau se révèle, on ajoute un article au règlement. Le résultat de cette manière d'opérer ne saurait être simple; aussi lorsque, après un accident, on cherche si les règlements ont été observés, on est souvent fort embarrassé. Il faut compulsier les textes, les comparer, les analyser; on ne parvient pas toujours, malgré tout, à une conclusion nette, et l'on ajoute un nouvel article.

« Les agents [des chemins de fer] ne se livrent pas naturellement dans leur service journalier à des recherches de ce genre, ayant mieux à occuper leur temps qu'à lire et relire des textes plus ou moins clairs. Comme, en général, ils sont chaque jour en face des mêmes circonstances, ils agissent de même manière chaque fois, en se conformant à *peu près* aux règlements.

« Cet à peu près semble bizarre; il n'est que l'expression de la réalité, et il serait regrettable qu'il n'en fût pas ainsi. La preuve en est donnée par la *grève perlée*, dont on a vu des exemples en Italie et aussi en France, quoique à un moindre degré. Cette grève consiste dans une application *littérale* des règlements ou seulement d'un très petit nombre de

leurs prescriptions. Toute l'exploitation du réseau en est aussitôt désorganisée (1). »

L'ouvrier, en fait, ne prend pas les précautions voulues par la prudence, et il ne peut les prendre sans risquer d'être considéré comme un mauvais ouvrier.

Les tribunaux sont-ils portés à prendre cet état de choses en considération? On ne saurait l'affirmer.

D'après une pratique courante dans les verreries, un ouvrier gêné dans ses mouvements passe au-dessus de la tête de ses camarades un canon de verre encore chaud et qui peut à chaque instant se détacher de la canne. Il a été jugé que l'auteur d'une semblable imprudence n'était pas excusable (2).

Des considérations qui précèdent, faut-il conclure que la faute inexcusable devrait être rayée de notre législation, ainsi d'ailleurs que le demandait déjà, en 1901, le Syndicat des travailleurs des chemins de fer de France et des Colonies? (3)

Non, assurément; mais, à notre avis, elle ne devrait être retenue qu'à l'égard des patrons. D'abord parce qu'en ce qui concerne les patrons elle peut être plus facilement déterminée; ensuite parce

(1) P. Worms de Romilly, « Sur les causes d'accidents de chemins de fer ». (*Revue hebdomadaire* du 13 janvier 1912, pp. 250 et 251.)

(2) Tribunal de Charleroi, 23 février 1904 (*La Loi*, 29 février 1905.)

(3) Congrès de Paris, mars 1901.

qu'il importe de faire sentir fortement à ceux-ci les conséquences des fautes produites dans leur industrie, en vue de les intéresser d'une manière efficace à la prévention des accidents (1).

Mais poser le principe de la sanction ne suffit pas, il faut encore édicter une mesure qui rende celle-ci effective. Or, nous ne pensons pas que la disposition prise à cet effet par la loi française soit suffisante.

D'abord l'article 20 ne parlant que de « rentes », il n'y a pas augmentation de l'indemnité en cas d'incapacité temporaire. Donc, en pareille circonstance, pas de pénalité, c'est-à-dire pas de sanction.

Ensuite la pénalité alors qu'elle est prévue — cas d'incapacité permanente — peut être absolument illusoire :

Voici un jeune ouvrier qui, vu son âge, ne gagne qu'un salaire peu élevé. Il est victime d'un accident dû à la faute inexcusable du patron, accident qui le rend impotent, l'empêche à jamais de travailler. Que lui accorde t-on ? Une rente viagère qui ne peut dépasser le salaire dérisoire qu'il touche encore comme jeune ouvrier ! Ce n'est pas équitable, il

(1) Nous n'ignorons pas que la prévention des accidents est prescrite et sanctionnée par une loi spéciale, en date du 12 juin 1893, et que, sous la vigilante action de l'inspection du travail et la crainte des sanctions pénales, cette loi doit recevoir une application assez stricte ; mais, en cette matière, un surcroît de précaution ne peut être inutile.

conviendrait tout au moins de tenir compte des possibilités d'avenir.

Certaines législations n'ont pas hésité à laisser, quand il y a faute du patron, le droit commun reprendre son empire. Ainsi en décide :

— La loi anglaise du 21 décembre 1906, article 1^{er}, 2^e paragraphe, alinéa *b* :

« Si l'accident a été causé par la faute personnelle de l'employeur, ou de quelque personne dont il est responsable, l'ouvrier peut, ou bien réclamer l'indemnité fixée par cette loi, ou bien intenter une action indépendamment des termes de cette loi, l'employeur, en tous cas, ne pouvant être actionné qu'une fois. L'action en justice, fondée sur le droit commun, ne peut être intentée qu'en cas de faute du patron. »

— La loi belge du 24 décembre 1903, article 21 :

« Il n'est rien dérogé aux règles générales de la responsabilité civile, lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par le chef d'entreprise. »

— La loi hollandaise du 2 janvier 1901, article 87 :

« La responsabilité civile du patron, qui résulte des articles 1406 et 1407 du Code civil, n'est pas suspendue lorsqu'un accident est survenu à l'assuré par suite de l'exécution du travail, et que le juge pénal a, par une décision devenue définitive, condamné le chef ou le directeur de l'entreprise pour l'un des actes coupables mentionnés dans le Code pénal. »

En Allemagne, la conséquence des fautes est déterminée par la législation spéciale aux accidents du travail; mais cette législation ne prévoit que la faute lourde du patron, à l'exclusion de celle de l'ouvrier. Etant donné que les réparations forfaitaires incombent, en Allemagne, aux corporations professionnelles ou régionales, ces dernières peuvent, aux termes de l'article 96 de la loi du 6 juillet 1884 (1), exercer une action récursoire contre le patron déclaré coupable d'une faute.

Il paraîtrait que ces dispositions libérales ne sont pas très rigoureusement appliquées et que, dans la pratique, elles sont même déformées par des interprétations jurisprudentielles. L'ouvrier accidenté, reconnu coupable d'une faute grave, verrait son

(1) Art. 96.

« Les entrepreneurs industriels, préposés ou représentants, surveillants de l'industrie ou des ouvriers, contre lesquels il est établi par une sentence pénale qu'ils ont causé l'accident, soit à dessein, soit par négligence, en se relâchant de la vigilance à laquelle ils sont tenus par leurs fonctions, profession ou métier, sont responsables de toutes les dépenses qui sont faites par suite de l'accident, par les associations ou les caisses des malades, conformément à la présente loi ou à la loi du 15 juin 1883 sur l'assurance des ouvriers contre les maladies.

« Sont responsables de la même manière que les entrepreneurs industriels, les compagnies par actions, les corporations ou associations enregistrées, à raison des accidents causés par un membre de leur direction, ainsi que les compagnies industrielles, corporatives ou associations enregistrées, à raison des accidents causés par un de leurs liquidateurs. »

indemnité non seulement réduite mais supprimée, par ce motif que l'accident qui lui est arrivé n'est pas survenu par le fait du travail (1).

Il faut espérer que ces cas restent à l'état isolé et que nous pouvons nous associer sans réserves aux paroles que prononçait au Congrès des assurances sociales de 1900, le docteur Bœdiker, président de l'Office impérial des assurances de Berlin : « C'est équitable et juste de ne point laisser sans indemnité les ouvriers coupables de faute grave, et de ne pas risquer d'abandonner à la misère, eux et leurs familles. »

L'Autriche a, sur le point considéré, suivi l'exemple de l'Allemagne : de la part de l'ouvrier elle ne frappe que la faute intentionnelle (2).

La loi italienne du 17 mars 1898 couvre également la faute lourde de l'ouvrier (3) et décide que la responsabilité civile restera à la charge de ceux

(1) Reulos, *la Faute lourde dans les législations sur les accidents du travail*. (*La France judiciaire*, 1904, 1^{re} partie, 227.)

(2) « Le blessé ne peut prétendre à une indemnité s'il a causé intentionnellement l'accident du travail », art. 6 *in fine*.

(3) Art. 22.

« La responsabilité civile subsiste également contre le propriétaire et le chef ou le directeur de l'entreprise, de l'industrie ou de la construction, quand une condamnation pénale établit que l'accident est arrivé par suite d'une faute, imputable à ceux qu'ils ont préposés à la direction du travail dans les cas où ils sont responsables du fait de ceux-ci, aux termes du Code civil.

« Les dispositions de cet article sont applicables seulement lorsque

qui encourront une condamnation pénale pour le fait qui aura amené l'accident.

En Hollande, la loi du 2 janvier 1901 ne parle que de l'ouvrier dont l'accident a été causé par suite de faute intentionnelle ou d'ivresse (1).

En Espagne, la loi du 31 janvier 1900 ne vise que la faute délictuelle (2) et sanctionne très sévèrement

le fait qui a été la cause de l'accident constitue un délit soumis à l'action publique.

« Toutes les fois qu'il sera établi qu'il n'y a pas lieu à des poursuites, parce que l'action pénale aura été éteinte par suite d'amnistie ou de la mort du délinquant, sur l'action judiciaire des intéressés introduite dans l'année qui suivra, le juge civil décidera si la responsabilité civile subsiste pour les faits qui auraient constitué un délit, d'après les règles posées dans les 3 premiers paragraphes de cet article.

« Il n'y a pas lieu à condamnation quand le juge reconnaît que celle-ci ne dépasserait pas la somme que la victime de l'accident ou ses héritiers ont reçue à titre d'indemnité par suite de l'application de la présente loi.

« Quand il y a lieu à une condamnation, la victime de l'accident ou ses héritiers n'ont droit qu'au paiement de la somme qui dépasse l'indemnité liquidée suivant les règles établies par la présente loi. »

(1) Art. 28.

« L'assuré qui a causé intentionnellement l'accident, ainsi que ses ayants-droit, n'ont droit à aucune des indemnités mentionnées aux articles précédents. Si un assuré est victime d'un accident imputable à son ivresse, l'allocation temporaire, visée à l'article 20 et la pension à laquelle il doit avoir droit en vertu de l'article 21, sont réduites à la moitié de leur valeur. »

(2) Art. 17.

« Si les dommages et préjudices ont été le résultat du dol, d'une imprudence ou d'une négligence constitutifs, d'un délit ou d'une

les manquements des industriels aux devoirs de précaution (1).

De même la législation grecque ignore la faute lourde ou inexcusable.

Enfin, la loi belge du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail ne vise que la faute INTENTIONNELLE de l'ouvrier (2).

faute d'après le Code pénal, les juges et tribunaux criminels en connaîtront dans l'instance correspondante. »

Art. 18.

« Si les juges et tribunaux criminels rendent une décision de non-lieu ou d'acquiescement en faveur de l'inculpé, l'intéressé conservera le droit qui lui appartient de demander la réparation des dommages et préjudices par lui éprouvés, conformément aux dispositions de la présente loi. »

(1) Art. 5, § 5.

« Les indemnités déterminées par la présente loi seront augmentées de moitié lorsque l'accident se produira dans un établissement ou dans des entreprises dont les machines ou rouages ne sont pas pourvus d'appareils de précaution. »

(2) Art. 22.

« Les indemnités établies par la présente loi ne sont pas dues lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime.

« Aucune indemnité n'est due à celui des ayants-droit qui a intentionnellement provoqué l'accident. »

CONCLUSION

L'extension du domaine de la législation, le relèvement du taux des indemnités entraîneraient, cela n'est pas douteux, une augmentation du montant des primes d'assurance et, par suite, un accroissement des charges de l'industrie.

En supposant qu'il vienne d'une plume plus autorisée que la nôtre, cet aveu comblerait d'aise bon nombre de personnes facilement portées à estimer que les obligations qui incombent aux patrons sont suffisantes, et qu'en augmenter encore l'importance serait vouloir, de propos délibéré, placer l'industrie française en état d'infériorité vis-à-vis de l'industrie étrangère.

C'est là l'objection classique opposée par un trop grand nombre, à toute proposition de réforme sociale.

Cette objection ne saurait être saisissante pour ce qui est des desiderata que nous avons formulés au cours de cette étude.

Nous nous sommes, en effet, tout particulièrement attaché à ne réclamer aucune mesure qui ne

fût déjà en vigueur dans d'autres Etats; nous n'avons demandé rien autre que de voir passer dans notre législation des dispositions étrangères plus libérales que celles adoptées en France.

Or, peut-on prétendre que l'Allemagne ait mis en péril son industrie, en accordant à l'accidenté, qui ne peut se passer de l'aide d'autrui, une rente égale à la totalité du salaire; que l'Angleterre et la Russie aient vu leur développement industriel se ralentir du jour où elles ont étendu le bénéfice de la législation sur les accidents du travail aux frères et sœurs de la victime; que l'Italie se soit porté un coup fatal, en ne faisant plus, relativement aux accidents du travail, de distinction entre ses nationaux et les étrangers à son sol.

D'ailleurs, y a-t-il lieu d'évaluer à un chiffre très élevé, l'augmentation de charges qu'occasionneraient les mesures à faire entrer dans notre législation sur les accidents du travail, pour la rendre aussi généreuse que la plupart des législations étrangères de même nature.

Dans l'ensemble, non peut-être.

Ces mesures ne seraient pas toutes onéreuses; il en est qui auraient pour effet de réduire le montant des charges actuelles.

Ainsi la proportion des blessés non indemnisés pour les quatre premiers jours d'incapacité — c'est-à-dire des blessés qui, atteints peu grièvement, ont

pu reprendre presque immédiatement leur travail et de ceux qui ont dû l'interrompre pendant moins de dix jours — n'est présentement que de 10 ou 12 pour 100, par rapport au nombre total des ouvriers victimes d'accidents du travail.

Ceci démontre, d'une façon péremptoire, qu'en vue de s'assurer le paiement de l'indemnité pour les quatre premiers jours, les ouvriers blessés font tous leurs efforts — cela est très humain — pour obtenir que la période d'incapacité de travail atteigne au moins dix jours.

Il n'en serait pas de même, assurément, si l'indemnité était accordée pour tous les jours d'incapacité, sans considération du délai pendant lequel le travail a été interrompu, et, de la cessation de l'état de choses actuel, résulterait une diminution très sensible dans le montant des indemnités à payer à titre d'incapacité temporaire.

Mais cette remarque est d'importance secondaire; la question doit être envisagée d'un point de vue beaucoup plus élevé.

Ce n'est pas sans examen que les Etats étrangers ont adopté les mesures libérales dont nous demandons l'introduction dans notre législation; c'est, incontestablement, après mûre réflexion et en se basant sur de sérieux motifs.

L'on peut donc dire hardiment que ces mesures sont nécessaires.

Dans ces conditions, toute considération relative aux charges nouvelles qu'elles pourraient imposer doit être écartée *a priori* et à ceux qui hésiteraient à se ranger à cette manière de voir, on ne pourrait que rappeler la parole de Sismondi : « Si la responsabilité qu'on rejette sur le patron est onéreuse pour lui, son industrie est donc une industrie perdante, et il faut mieux qu'il y renonce que d'en faire supporter la perte à la société. »

Cet argument n'est pas le seul à présenter.

Pour ceux que le sentiment chrétien ou l'idée sociale ne sauraient ébranler, on peut, à juste titre, invoquer l'intérêt supérieur de la Patrie.

Cet intérêt exige que l'harmonie règne entre toutes les classes de la société; or cela n'est possible que si la législation ne consacre pas d'injustices, que si elle est véritablement protectrice des intérêts des travailleurs.

Cet intérêt exige que les familles ouvrières, c'est-à-dire les sources vives du pays, sachent, — pour ne pas être tentées de tarir la vie en elles, — que leurs membres, alors même qu'ils se trouveraient dans les circonstances les plus pénibles, auront toujours les moyens de faire face à leurs principaux besoins.

Cet intérêt exige, enfin, que, par suite de la sollicitude du législateur à l'égard de tous, il se rencontre de moins en moins des familles dont « la situation

d'infortune et de misère imméritée » (1) soit un obstacle au développement moral et physique des individus qui les composent.

« Dans la lutte économique des nations modernes, disait le docteur Bødiker au Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales de 1900, on ne verra à la longue maintenir leur rang que les nations assez courageuses et fortes pour remplir leurs devoirs sociaux, conformément aux progrès de l'esprit moderne, à l'égard de ceux dont le travail est la condition même du progrès de la nation et dont le bien-être est le fondement d'une saine vie nationale. »

(1) LÉON XIII, *Encyclique Rerum Novarum*.

Vu :
Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu :
Le Président,

RAOUL JAY.

Vu et permis d'imprimer :
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS.

Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,
ISTRIA.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- AUVILLAIN : *Les ouvriers étrangers en France et les accidents du travail* (Thèse, Paris, 1905).
- BACH : *Le pourboire-salaire* (Thèse, Paris, 1910).
- BELLAMY-BROWN : *La protection internationale des travailleurs et les accidents du travail* (Paris. V. Girard et E. Brière, 1909).
- BELLOM (Maurice) : *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger. Tome II : « Assurances contre les accidents »* (Paris, A. Rousseau, 1903, 10-8°).
- BERNIGUET : *Des accidents du travail dans les exploitations agricoles* (Thèse, Paris, 1903).
- CABOUAT : *Traité des accidents du travail. Tome II* (Paris, aux bureaux des *Lois nouvelles*.)
- CAPITANT : *Les conventions internationales sur les accidents du travail* (Extrait de la *Revue du droit international privé et du droit pénal international*, 1910-1911.)
- CHARDINY : *Commentaire historique et analytique de la loi des 9-10 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.* (Paris, A. Rousseau, 1900).
- DEMEUR (Maurice) : *Réparation et assurance des accidents du travail* (Tamines, C. Duculot-Roulin, 1905).
- DORMAND : *De l'attribution de l'indemnité dans la loi du 9 avril 1898, relative aux accidents du travail, lorsque la victime est morte des suites de l'accident* (Thèse, Toulouse, 1904).
- DURRUTY : *Du salaire de base en matière d'accidents du travail* (Thèse, Bordeaux, 1909).
- GRILLET : *La législation des accidents du travail* (Paris, Gauthier-Villars, 1905).

- JAY (Raoul) : *Etudes sur la question ouvrière en Suisse* (Paris, librairie L. Laroze et Forcel, 1893.)
- LOUBAT : *Traité sur le risque professionnel et commentaire de la loi du 9 avril 1898*. (Paris, 3^e édit., Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1911.)
- LOUBAT : *Les accidents agricoles* (Paris, librairie Marescq, 1902).
- LOUBAT : *Les accidents du travail en droit international* (Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1911).
- PARMENTIER : *Droit de la famille sur l'indemnité en cas d'accident* (Thèse, Paris, 1904).
- PIC : *La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail* (Extrait de la *Revue d'économie politique*, Paris, L. Laroze, 1898).
- RABAULT : *La réforme de la législation française en matière d'accident du travail* (Thèse, Paris, 1904).
- RAYNAUD (B.) : *Les accidents du travail des ouvriers étrangers* (Thèse, Paris, 1902).
- REULOS : *Etude de législation comparée : Les accidents du travail en France et en Belgique* (Paris, aux bureaux du journal *la Loi*, 1905).
- SACHET : *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail* (3^e éd., Paris, Laroze, 1904, in-8°).
- SAGOT : *La responsabilité et les accidents du travail* (Thèse, Paris, 1904).
- SERRE (Edouard) : *Les accidents du travail* (3^e éd., Paris, Berger-Levrault, 1906).

DOCUMENTS

Annuaire de législation étrangère.

Bulletin de l'Office du travail.

Journal Officiel.

PAULET : *Rapports présentés aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales* (Paris, Berger-Levrault, 1909).

Revue du travail.

Revue politique et parlementaire.

Revue de droit international privé et de droit pénal international.

SPIRE : *Chambre de commerce de Nancy, Etude des améliorations à apporter à la loi sur les accidents du travail* (Rapport, Nancy, Imprimerie nancéienne, 1909).

JURISPRUDENCE

Journaux de jurisprudence et des débats judiciaires.

La France judiciaire.

La Gazette du Palais.

La Gazette des Tribunaux.

La Loi.

Recueil spécial des accidents du travail (*Revue de jurisprudence, de législation et de doctrine*, sous la direction de M. VILLETARD DE PRUNIÈRES, avocat à la Cour d'appel de Paris).

Recueil des documents sur les accidents du travail réunis par le Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

Recueil général des lois et des arrêts en matière civile, criminelle, administrative et de droit public, fondé par J.-B. SIREY.

Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine, fondé par DALLOZ.

RICARD et J. LABIC : *Jurisclasseur des accidents du travail* (Toulouse, P. Soubirou, 1906, in-4°).

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	1
HISTORIQUE.	5

PREMIÈRE PARTIE

Du taux des indemnités.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Remboursement des frais.</i>	28
Section I. Frais médicaux et pharmaceutiques.	29
Section II. Frais funéraires.	33
CHAPITRE II. — <i>Indemnités à caractère alimentaire.</i>	35
Section I. Accidents non mortels.	37
§ I. Incapacité temporaire.	37
§ II. Incapacité partielle et permanente.	46
§ III. Incapacité absolue et permanente.	56
Section II. Accidents mortels.	60
§ I. Le conjoint.	63
§ II. Les enfants.	67
§ III. Les ascendants et les descendants.	78
A. Les ascendants.	79
B. Les descendants.	84
CHAPITRE III. — <i>Frères et sœurs soutiens de famille.</i>	87

CHAPITRE IV. — <i>Ouvriers étrangers.</i>	91
Section I. Résidence.	93
Section II. Ouvriers étrangers ou leurs représentants quittant le sol français.	97
Section III. Étrangers n'ayant pas leur résidence en France au moment de l'accident.	99
Section IV. Régime de l'assimilation.	102
Section V. Régime de la réciprocité législative.	105
Section VI. Régime de la réciprocité diplomatique.	109

DEUXIÈME PARTIE

Du mode d'évaluation des indemnités.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le salaire de base.</i>	120
Section I. Indemnités temporaires.	120
Section II. Rentes.	121
§ I. Ouvriers occupés dans l'entreprise depuis plus de 12 mois.	122
§ II. Ouvriers occupés dans l'entreprise depuis moins de 12 mois.	124
§ III. L'ouvrier a dans l'entreprise un travail non continu.	125
§ IV. L'ouvrier a chômé exceptionnellement et pour des causes indépendantes de sa volonté.	127
Section III. Allocations supplémentaires et maximum de salaire.	133
§ I. Rémunération effective.	133
A. Allocations supplémentaires.	134
B. Pourboires.	138
§ II. Maximum de salaire.	141
Section IV. Mineurs de 16 ans et apprentis.	145
Section V. Ouvriers agricoles.	155
CHAPITRE II. — <i>La culpabilité du patron ou de l'ouvrier.</i>	158
Section I. Faute intentionnelle.	158
Section II. Faute inexcusable.	160
CONCLUSION.	173
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	179

